



PB-PPIB-00802
BELGIE(N)-BELGIQUE
P913840
BUREAU DE DÉPÔT
CHARLEROI X

Kairos

JOURNAL LIBRE ● INDÉPENDANT

DOSSIER

CAPTURER LA GÉO-INGÉNIERIE, PAS LE CO₂

Pages 12 à 18

Syrie : faux et vrais
espoirs, martyr et
impostures

Daniel Zink • Pages 4-5

Elisée Reclus
en Belgique

S. Kimo • Pages 8-9

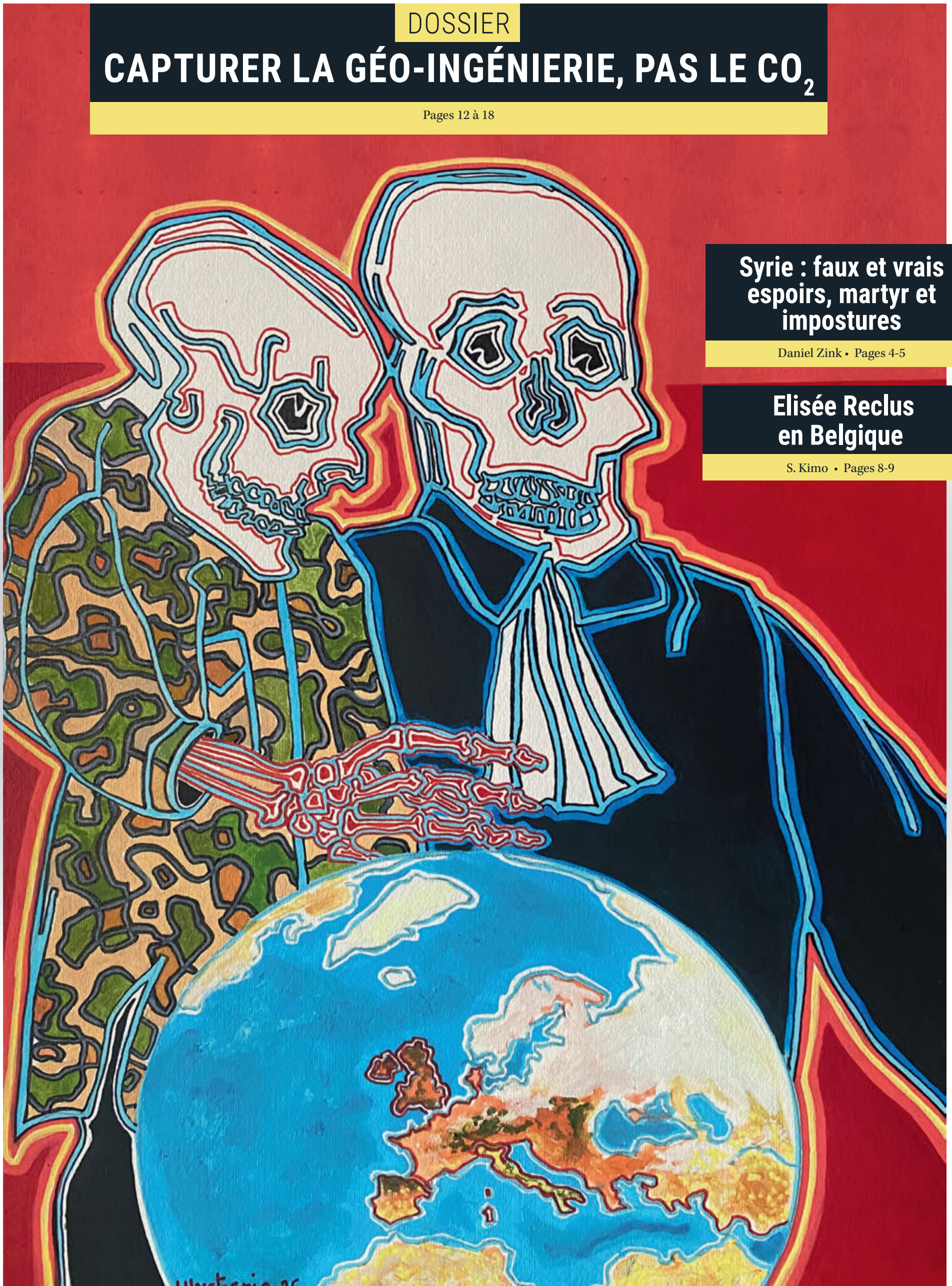


Illustration : Mysteris

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse - Rue des Bégonias, 32 - 1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles



20

SOMMAIRE

« Cordon sanitaire médiatique »,
ou le vide de la certitude

Alexandre Penasse / Page 2

Front contre la tyrannie technologique

Propos recueillis par Bernard Legros / Pages 3-4

Syrie : faux et vrais espoirs, martyr et impostures

Daniel Zink / Pages 4-5

Ce n'est pas le monde qui se sépare de l'Occident,
c'est l'Occident qui se sépare du monde

Bernard Van Damme / Pages 6-7

Élisée Reclus en Belgique : dernières années du
géographe anarchiste et écologiste

S. Kimo / Pages 8-9

Réification
ou de la chosification de l'homme

Kenny Cadinu / Pages 10-11

Le courr(ou)xier de Guy d'Evrans

Page 11

DOSSIER

Pages 12-18

Capter la géo-ingénierie, pas le CO₂

Dossier coordonné par la rédaction / Page 12

Bricoler le climat par la géo-ingénierie

Alain Adriaens / Pages 13-14

La géo-ingénierie n'a d'ingénieux que le nom

Kaarle Parikka / Pages 14-15

Géo-ingénierie : les racines philosophiques

Bernard Legros / Page 16

La géo-ingénierie dans les institutions

Paul Willems / Page 17

Les Rockefeller, acteurs de la géo-ingénierie

Propos recueillis et traduits par Bernard Legros / Page 18

Le grand retournement.
Comment la géo-ingénierie infiltre les politiques climatiques

P.W. / Page 18

Valere : la lumière au bout des plantes

Virginie Belfiore / Page 19

Le compost de broussailles

Christian La Grange / Page 19

Tirez pas sur l'ambulance !

Jean-Guy Divers / Page 20

Fils de Pub

Alain Adriaens / Page 21

Vu, lu, entendu

Pages 21-23

Brèves

Page 24

« Cordon sanitaire médiatique », ou le vide de la certitude

Le 20 janvier, jour de l'investiture de Donald Trump, Aurélie Didier, directrice éditoriale adjointe de l'Information et des Sports à la RTBF, justifiait le choix de passer le direct de la cérémonie avec un « léger différé », sans doute le seul pays au monde où un média prendra cette décision.

« On a constaté à plusieurs reprises que Donald Trump a tenu des propos racistes, d'extrême droite, xénophobes, d'incitation à la haine également, et donc nous avons décidé de diffuser ce discours avec un léger différé, pour prendre simplement le temps de l'analyse, du décryptage. Et c'est une pratique que nous appliquons déjà depuis de nombreuses années à la RTBF, en Belgique francophone, avec d'autres médias, et que nous appelons avec un terme technique qui s'appelle le cordon sanitaire médiatique et nous permet tout simplement d'éviter de banaliser des propos d'extrême droite, des propos d'incitation à la haine, de normaliser ces propos. Alors il ne s'agit certainement pas de censure, évidemment la RTBF ne pratique pas la censure, mais nous ne diffusons pas ce type de propos en direct, nous les analysons et nous prenons le temps de les décrypter et de les encadrer ».

La décision éditoriale a fait parler, notamment en France, où Pascal Praud, animateur sur CNews et Europe 1, a dénoncé un véritable ministère de la Vérité, digne de George Orwell. Ici, l'opportunisme politique ne s'est pas fait attendre, avec un Georges-Louis Bouchez, président du MR, proclamant : « La RTBF n'est pas le ministère de la Censure et de la Propagande ». Au contraire, elle l'est, monsieur Bouchez, depuis longtemps, et votre posture, feignant l'étonnement, révèle cette indignation sélective propre au vide politique, qui ne cherche que les occasions de taper sur « l'autre camp » pour se parer des contours de la vertu.

Au-delà de ce cirque politico-médiatique, a-t-on vraiment décelé la signification profonde derrière la décision de la RTBF de ne pas diffuser en direct les discours lors de l'investiture de Donald Trump ? Tentons l'analyse.

- **Une pratique structurelle.** Dans un premier temps, ce choix éditorial ne révèle pas quelque chose d'inédit, mais un fonctionnement structurel, propre aux médias qui sont au service du politique. Leur rôle de « chiens de garde », fabriquant du consentement, n'est pas nouveau. Rappelons d'ailleurs que la RTBF est dirigée par un conseil d'administration composé de 13 membres élus par le parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, dont 4 proviennent directement du MR... La RTBF est donc politique, et les censures dénoncées stratégiquement par certains occultent celles qui leur sont profitables, n'est-ce pas Monsieur Bouchez, qui, par exemple, comme Valentine Delwart, a déclaré ses émoluments en tant qu'administrateur délégué du parti entre 2016 et 2019 comme venant du privé alors qu'ils étaient payés par la chambre des représentants et devaient être comptabilisés dans le total plafonné¹...

- **Censure préventive :** cette censure préventive censée protéger le téléspectateur contre les propos de Trump, n'est aucunement différente de la censure des médecins, soi-

gnants, scientifiques et autres qui ne pensaient pas comme le gouvernement en temps de covid-19 et ont été empêchés de débattre. C'était aussi un cordon sanitaire médiatique, qui comme le dit Aurélie Didier, est « appliqué depuis des années à la RTBF ».

- **Le profond mépris du public.** Derrière ce choix, il y a toute la morgue d'une élite hors-sol qui croit toujours tout mieux savoir que le « petit peuple » qui serait incapable de discernement. C'est l'infantilisation de la majorité, des spectateurs, qu'on considère comme pas assez matures pour penser. Évidemment, derrière le mensonge de la « protection » se trouve la volonté de contrôler le discours pour maîtriser le réel et *in fine* contrôler la pensée. Il n'en était pas autrement quand on identifiait pendant Covid-19 les manifestants à l'extrême droite, se basant sur le seul fait que parmi les centaines de milliers présents, une poignée s'identifiait à des mouvements qualifiés d'extrême droite.

- **Dire ce qu'on ne fait pas, faire ce qu'on ne dit pas.** Se présenter comme vertueux fait partie de l'arsenal des censeurs : le ministère de la Vérité ne s'appelle pas celui du Mensonge, alors que c'est bien son véritable rôle. Aurélie Didier cite la censure pour mieux l'exorciser : « Il ne s'agit certainement pas de censure, évidemment la RTBF ne pratique pas la censure ». Évidemment, comme Big Brother pour qui la guerre c'est la paix, pour la RTBF la censure c'est la liberté d'expression, repris sous le terme de novlangue de « cordon sanitaire médiatique » (dont le *fact checking* est une autre expression).

Au fond, dans cette heureuse décision de la RTBF, « heureuse », car elle sert de révélation parfaite d'un fonctionnement structurel, il y a le vide de la certitude qui se dispense de toute réflexion en amont, ce qui la rend fracassante quand elle fait irruption dans le réel, c'est-à-dire que la certitude d'avoir raison est tellement grande que ceux qui choisissent pour les autres ne réalisent même plus la folie de leurs choix, la censure se parant des vêtements de la liberté. C'est digne du ministère de la Vérité d'Orwell s'écrit Pascal Praud ! Mais tout en est digne, cher Pascal, et vous avez été comme les autres idiots utiles de la farce médiatique quotidienne, juste que vous jouiez celui qui doute... mais souvent trop tard.

Des journalistes comme Aurélie Didier sont des instruments typiques des systèmes qui sombrent vers le totalitarisme, appliquant avec zèle les mesures de ce type de régime, avec confiance, une certitude de caste et la sensation de faire le bien sans même vivre de dissonance, dénonçant sans vergogne les Autres, « non démocratiques », sans qu'arrive à leur conscience la cinglante vérité qu'ils font sans doute bien pire qu'eux.

Alexandre Penasse

1. Voir <https://www.kairospresse.be/serie-belgique-terre-mafieuse-suite-de-laffaire-delwart/>

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente

Journal de réflexion, d'investigation et de changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en février, avril, juin, septembre, novembre ISSN : 2294-0820

Imprimé en France. Imprimerie Rotochampagne, 2 rue des Frères Garnier F-52000 Chaumont

Tirage : ce numéro a été tiré à 4.000 exemplaires

Route : Rotochampagne, Cambier

Éditeur responsable ASBL Kairos / Alexandre Penasse Rue des Bégonias, 32 1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles - Belgique info@kairospresse.be www.kairospresse.be M. (00 32) 472/560 724

Rédacteur en chef : Alexandre Penasse (ap@kairospresse.be)

Secrétaire de rédaction : Bernard Legros

Graphisme : Studio Noir & Clair

Relecteurs : Janine, Nadia, Alain, Annie, Amélie, Brigitte, Marie.

Pour commander des numéros : commande@kairospresse.be

Chroniqueurs / Rédacteurs

Alexandre Penasse (A.P.), Bernard Legros (B.L.), David Tong (D.T.), Alain Adriaens (A. A.) François Massoulié (F.M.), Daniel Zink (D.Z.), Kenny Cadinu (K.C.), Kaarle Joonas Parikka (K.J.P.), Marion Feledziak (M.F.), Paul Willems (P. W.), Bernard Van Damme (B. van D.).

Ont contribué à ce numéro

Jean-Guy Divers, Christian La Grange, Bernard Van Damme, Jacob Nordangård, Eli, Marie-Ange Herman, Hepo, Jean-Luc Pasquinet, Guy d'Evrans.

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, mais on ne les laissera jamais tomber !

Illustrations : Mystigris, Philippe Debongnie, Uncanny Bee, Noir&Clair, Antoine Demant, Cassou, Mickomix.

Nos copains de la presse libre en Suisse et en France

STP
LE PARIS DÉBRANCHÉ

-Moins!

LA DÉCRÉPESSE
Le journal de la joie de vivre

En septembre dernier, aux assises de Technologos à Paris, Bernard Legros a rencontré Eli, un membre du collectif Anti-Tech Resistance. Une lutte dont il faut sans cesse rappeler qu'elle est d'une importance fondamentale, tant pour comprendre que pour agir.

Front contre la tyrannie technologique

Kairos : Pouvez-vous présenter Anti-Tech Resistance (ATR) ?

Eli : Le mouvement est né il y a deux ans en Bretagne, à l'initiative de quelques personnes venant d'horizons différents : militantisme (Gilets jaunes, Soulèvements de la Terre et Deep Green Resistance), associations, ONG, mouvement climat. Connaissant les ouvrages de Jacques Ellul et Ted Kaczynski alias Unabomber, nous avons tous une sensibilité anti-industrielle. Nous nous sommes rassemblés pour répondre à une question impérieuse : pourquoi perdons-nous ? Et aussi : faut-il apprendre à autogérer l'empire industriel ? Qui détient le pouvoir ? Macron, les technocrates ? Si un mouvement social d'ampleur change le régime politique, est-ce que ça va fondamentalement changer quelque chose ? Je viens de la gauche, où subsiste ce mythe de la réappropriation des techniques autoritaires. Cette idée nous gêne profondément. Nous disant que nous allons droit dans le mur, nous sommes repartis vers les racines de l'écologie radicale et avons ciblé une critique de la technique, plutôt que de la politique, ainsi qu'une question stratégique, celle de se dire que, malgré nos actions symboliques, la nature continue à être détruite et le techno-totalitarisme pointe le bout de son nez. Nos actions n'étaient en rien des victoires, pire, ça régressait. À réagir aux avancées technicistes, nous avons toujours deux ou trois coups de retard. Nous nous sommes intéressés à toutes les luttes révolutionnaires et à la résistance partout dans le monde, afin de comprendre ce qu'elles impliquent en terme d'organisation et de logistique. Cependant, le contexte actuel n'a plus rien à voir avec celui d'il y a un siècle. Les moyens de contrôle et d'aliénation ne sont plus les mêmes, les possibilités de résistance sont moindres. L'idée que le militantisme *doit* être pacifique reste prégnant. Au contraire, nous constatons que les forces sont asymétriques. Le camp d'en face possède les ressources, le temps, l'arsenal de communication, un système juridique. Nous, nous avons peu de temps, peu de ressources et de compétences, il y a aussi un recul du savoir et de l'esprit critique. Il faut cesser de penser que nous sommes dans un conflit conventionnel où deux armées de forces égales s'affronteraient. Alors, ne perdons pas de temps dans la guerre d'usure et dans la réaction permanente sous forme de tracts, pétitions, recours juridiques, occupations de terrain, ZAD, etc. D'abord, il n'est pas sûr que l'on gagne, et pendant ce temps, des tas d'autres projets capitalistes se déploient partout. Donc nous perdons, alors qu'il y a urgence à agir, en remettant à l'ordre du jour l'analyse matérialiste. Ce qui signifie qu'on ne change pas une société en la désertant et en montrant le bon exemple. Le pouvoir actuel est basé sur une infrastructure matérielle. L'empire industriel est mondial, possède ses réseaux interdépendants et connectés entre eux. C'est un colosse aux pieds d'argile. Bloquer un secteur peut



**FINI
D'ÊTRE GENTILS**

avoir des conséquences à l'autre bout du monde. La crise du covid a été un exemple flagrant, tout comme l'obstruction du canal de Suez.

Est-ce vraiment un colosse aux pieds d'argile ? Au contraire, ne pouvons-nous pas considérer que le système techno-économique fait preuve d'une remarquable capacité de résilience et d'homéostasie ?

C'est le cas, il augmente chaque jour sa résilience, par exemple en décentralisant sa production d'énergies, de manière à ce qu'un dysfonctionnement survenant quelque part n'affecte pas l'ensemble du système. Que les infrastructures de domination et de surveillance soient presque intouchables est une hypothèse. Nous n'y sommes pas encore, mais il faut agir le plus vite possible avant que ce ne soit le cas. Le système est prévu pour être efficace et pour tourner, s'il n'y a pas de grosses contestations. Mais aujourd'hui, il cherche à se sécuriser, par exemple dans le cas des métaux rares. Pour ne plus dépendre de la Chine, l'Union européenne veut rouvrir des mines sur son

territoire. De là, les discours sur la réindustrialisation, également aux États-Unis. Paradoxalement, nous pouvons profiter de ces crises, car dans ce contexte asymétrique, pas besoin de millions de personnes pour s'engouffrer dans une brèche et démontrer que leur système n'est pas viable à long terme. Il faut faire en sorte que l'effondrement industriel arrive avant l'effondrement écologique. Dans son livre *Révolution anti-tech*, Kaczynski nous dit que le système technologique ne peut pas être réformé car il est trop compliqué ; il s'effondrera comme les précédentes civilisations. Mieux vaut y mettre fin le plus vite possible plutôt que d'attendre un aléa. Il faut prendre l'initiative, être proactif. ATR est là pour cela et se développe.

N'y a-t-il pas un biais psychosocial contre lequel lutter, la tendance à se dire jusqu'ici, tout va bien ?

Oui. Mais ATR n'est pas né maintenant par hasard, il y a une vraie contestation de l'industrialisme, un ras-le-bol général sur lequel ATR peut greffer son analyse matérialiste. Nous avons fait récemment une formation sur la désertion avec des jeunes et des plus âgés. On y disait que résister, ce n'était pas aller vivre au fond de la forêt, mais s'organiser à plusieurs niveaux. Des gens intégrés au système peuvent fournir un appui logistique et financier à des militants plus actifs et aguerris. Il faut prévoir une roue de secours en prévision des crises de plus en plus graves. L'histoire montre que seule une petite minorité défendra âprement un système existant, en raison des privilèges qu'elle en reçoit, que la grande majorité sera attentiste et penchera d'un côté ou de l'autre.

Tant que les forces de l'ordre restent fidèles au pouvoir dominant, est-ce possible de gagner ?

La police est la dernière force de coercition, physique, quand le reste a échoué. Mais elle n'est pas invincible. Je précise qu'ATR respecte le cadre légal pour pouvoir porter son message le plus loin possible, et donc la police n'est pas notre ennemi. Notre ennemi est le système technologique et sa classe technocratique. Revenons à la police. C'est un ordre qui peut être subverti, dissous, ses membres ne sont pas tous semblables, certains policiers peuvent être sensibles au discours anti-tech et choisiront peut-être de changer de camp lors des crises futures. En attendant, leur métier leur procure un rôle social et des revenus pour faire vivre leur famille. Même chose pour l'armée, d'ailleurs.

Les médias dominants étant tous technophiles, comment les contourner ?

Il est nécessaire de créer nos propres médias.

Lesquels ? Les réseaux (a)sociaux ?

Nous partons du principe que nous ne pouvons pas nous en passer, vu le contexte stratégique actuel. « Malheureusement », ça marche, même si personnellement j'aimerais m'en distancier. Il subsiste heureusement les formes traditionnelles, tractage, affichage, bouche à oreille, samizdats, etc. Créons un discours polyvalent. L'avantage de l'anti-tech est qu'il peut être adapté à différents intérêts, féministes, anti-racistes, précaires, SDF, etc. Ainsi, la cause anti-tech finit pas émerger petit à petit dans les grands médias, avec comme limite de ne jamais travestir la ligne politique, ni la corrompre. À part cela, elle a tout intérêt à être vue, entendue, répandue.

Que devient le traditionnel clivage gauche/droite dans la lutte anti-tech ?

Hum... *A minima*, je pourrais dire qu'il est devenu obsolète. C'est un clivage avant tout parlementaire qui a une histoire

longue et forte. Il a pour défaut d'escamoter un clivage plus pertinent que nous reprenons de Pièces et Main d'œuvre, celui des technocrates contre les naturopathes. Tous les partis sont en faveur de la réindustrialisation de la France. Ils n'ont pas le choix, s'ils veulent exister électoralement puis politiquement. Tandis que nous avons une approche anarchiste.

Votre collectif a eu des ennuis avec des antifas. Que vous reprochent-ils ?

C'est exact. Nous avons subi des accusations infondées sur le validisme et l'eugénisme ; soi-disant, nous voulons mettre fin à l'hôpital et à la médecine moderne, priver les personnes fragiles de techniques médicales de pointe. Or notre projet ne vise nullement cela. Les anti-tech ne sont pas responsables de la chute programmée du système de soins. Puisque ça va arriver, comment reprendre l'initiative ? La médecine industrielle étant totalement dépendante des énergies fossiles, comment fait-on pour soigner sans elles ? Est-il possible d'utiliser des IRM en évitant le néocolonialisme ? Pour nous, il n'est pas négociable de détruire la nature et des populations lointaines pour fournir les Occidentaux en matériel de pointe. Chez les antifas, l'insécabilité du système est mal ou pas acceptée. Ils préfèrent toujours penser à une planification étatique issue

de réformes, ou pour les plus audacieux une autogestion de l'industrie par le peuple. Cela nie les constats des auteurs techno-critiques expliquant qu'il n'est pas possible de se réapproprier le système technicien. Mais il y a une aporie dans l'analyse politique du monde que nous essayons de combler, en restant ouverts. Refusons les hostilités horizontales qui essaient d'avoir des petites victoires à court terme.

Quelle sera la prochaine action ?

Nous sommes en phase de sensibilisation par les conférences. Une assemblée générale anti-industrielle a été lancée à Rennes, un rassemblement citoyen pour une critique de la Technique qui se concentrera sur l'arrivée de l'intelligence artificielle, actuellement promue par le gouvernement. Un groupe est en train de naître à Paris. Le temps est venu de se rassembler et de trouver des objectifs communs, de parler à différents publics et de converger.

Syrie : faux et vrais espoirs, martyr et impostures

Depuis le renversement du gouvernement syrien, début décembre, les discours occidentaux dominants présentent en général cet événement comme réjouissant. Concernant le nouveau pouvoir, une grande part de ces discours insiste sur la volonté de conciliation et le pragmatisme qu'il affiche. D'autres analyses sont bien plus critiques. Qu'en est-il au juste ? Quels sont les arrière-plans ?

P our rappeler une série de données essentielles sur les événements des 15 dernières années en Syrie, partons d'une pièce à conviction : un rapport de 2012 d'un service de renseignements états-unien, rendu public en 2015, suite à l'action juridique d'une ONG. Le document complet a été publié notamment par le site de la RTSR¹ et par *Le Point*². Quelques extraits : « A. [...] Les événements prennent clairement une direction sectaire. B. Les salafistes, les Frères musulmans et Al-Qaïda en Irak sont les principales forces dirigeant l'insurrection. C. L'Ouest, les pays du Golfe et la Turquie soutiennent l'opposition, tandis que la Russie, la Chine et l'Iran soutiennent le régime. [...] La possibilité existe de créer une principauté salafiste, dans l'est de la Syrie (Hasaka et Der Zor), et c'est exactement ce que veulent les puissances qui soutiennent l'opposition. »

Donc, dès le début, les USA savaient que la rébellion était visiblement dirigée par des islamistes surtout, dont le but était la création d'une principauté salafiste, c'est-à-dire d'un État islamique. Ce qui n'a pas empêché le soutien de cette rébellion par lesdits USA et leurs alliés, en particulier par la livraison d'armes (pour plusieurs milliards de dollars, selon les recherches d'un ancien journaliste du *Guardian*³). Particulièrement interpellant : le fait que selon ce rapport, la création de cette principauté salafiste était même « exactement ce que veulent les puissances qui soutiennent l'opposition »...

Pourquoi cette visée, à l'Ouest ? L'explication est manifestement la volonté d'affaiblir la dernière puissance étatique d'ampleur non soumise, dans la région, donc l'Iran⁴, ainsi que ses alliés russes et chinois. En effet, l'Iran est dirigé par des chiites et son fidèle et principal allié étatique, au Moyen-Orient, était le pouvoir syrien qui vient de tomber (et qui, en outre, était

très proche de la Russie⁵). Ce pouvoir était lui aussi dominé par une communauté minoritaire liée au chiisme, formant ainsi un maillon entre le Hezbollah libanais proche de l'Iran, l'Irak contrôlé lui aussi par des chiites, et l'Iran lui-même. Or, les mouvements dirigeant l'opposition syrienne arrivée au pouvoir sont sunnites et très conservateurs. Le chaînon de pays contrôlés par des chiites est ainsi rompu. Donc, visiblement, la possibilité de la création d'un nouvel État islamique n'était non seulement pas problématique, pour les Occidentaux impliqués, mais même souhaitable, pourvu que cela affaiblisse les puissances dérangeantes.

MAIS QUI SONT CES « LIBÉRATEURS » ?

Les mouvements islamistes évoqués dominent-ils vraiment le nouveau pouvoir et sont-ils vraiment sectaires ? On peut se poser la question du fait des propos conciliateurs évoqués, ainsi que du fait que des salafistes se disent souvent pacifiques (honnêtement ou non) et que certaines branches des Frères musulmans présentent des tendances semblant progressistes, surtout en Tunisie. Au sujet de la nature islamiste des nouveaux dirigeants, l'ensemble de nos médias classiques la mettent en avant. Même AFP et *Le Soir* ont qualifié ces dirigeants d'« islamistes extrémistes⁶ ». (Cette franchise était rare, durant la guerre de Syrie. Mais à présent, le changement de pouvoir ayant été obtenu, plus vraiment besoin d'enjoliver les gens en question, sans doute...). Plus précisément, le groupe dominant le nouveau pouvoir n'est autre que l'ancien al-Nosra (al-Qaïda en Syrie), rebaptisé d'abord Fatah al-Sham, puis

Hayat Tahrir al-Sham. Et son dirigeant, Jolani, il y a quelques semaines encore en tout cas, était classé parmi les terroristes les plus recherchés, entre autres par l'ONU⁷.

Au sujet du qualificatif de « sectaire » encore, voyons certains développements depuis la prise de pouvoir. Selon des médias parmi les plus classiques, les exactions se sont multipliées, principalement contre les alaouites, la minorité dont étaient issus la plupart des membres de l'ancien régime⁸ ; des femmes non voilées ont été menacées⁹ ; des lieux de cultes chrétiens ont été vandalisés¹⁰, etc. Le nouveau pouvoir tente de rassurer et promet de sanctionner les auteurs de ces faits. On ne peut qu'espérer pour la Syrie qu'il y a là une vraie volonté, mais tous les doutes sont permis.

Il convient aussi de rappeler les exactions commises par le mouvement des nouveaux dirigeants quand il était dans la rébellion, durant la récente guerre. Certes, la guerre démultiplie la violence, mais cela ne diminue pas le poids des informations concernées. Parmi les nombreux exemples, mentionnons des données de 2016 publiées par le renommé journaliste Robert Fisk, dans *The Independent*, et qui concernent entre autres Alep, dont l'est était contrôlé par des djihadistes. Les premières données qui suivent sont des témoignages recueillis par l'ONU, en 2016. Selon ceux-ci, le Front Fatah al-Sham (donc ex-al-Qaïda et actuel Hayat Tahrir al-Sham) et ses alliés ont, entre autres, « exécuté un nombre indéterminé de civils qui avaient demandé aux groupes armés de quitter leurs quartiers [pour que cessent les bombardements] [...] ; des groupes oppositionnels armés ont tiré sur des civils qui tentaient de partir. » D'autres faits ont été observés directement, par l'ONU, comme « des "attaques aveugles" [...] sur des zones tenues par le gouvernement et densément peuplées, à l'ouest d'Alep. » Fisk

a recueilli lui-même divers témoignages, par exemple : « J'ai interviewé l'une des premières familles musulmanes fuyant l'est d'Alep lors d'un cessez-le-feu. Le père venait d'être informé que son frère devait être exécuté par les rebelles parce qu'il avait traversé la ligne de front avec sa femme et son fils. Il critiquait les rebelles pour avoir fermé les écoles et placé des armes à proximité des hôpitaux. » La conclusion de Fisk : « Oui, Bashar al-Assad a brutalement détruit de vastes étendues de ses villes [...] Oui, ce régime a une multitude de péchés à son actif : torture, exécutions, prisons secrètes, meurtre de civils [...]. Mais [...] nombre des « rebelles » que nous [...] avons soutenus [...] sont parmi les plus cruels et les plus impitoyables combattants du Moyen-Orient¹⁷. »

Le non moins renommé journaliste Patrick Cockburn a rapporté en 2017 une série de données semblables, dont des actes de tortures perpétrés alors, là aussi, par le mouvement désormais au pouvoir¹². Dans le même article, il observe : « Il y avait une supposition implicite que tous les habitants d'Alep-est étaient fermement opposés à Assad et soutenaient les insurgés. Il est pourtant frappant de constater que lorsqu'on leur a offert le choix [...] seul un tiers des évacués [...] ont demandé à rejoindre Idlib [...]. La majorité – 80.000 – ont choisi Alep-Ouest, contrôlée par le gouvernement. Ce n'est pas nécessairement parce qu'ils s'attendaient à être bien traités [...] c'est juste qu'ils pensaient que la vie sous les rebelles était encore plus dangereuse. » Rappelons aussi l'interview par *Le Vif*, en 2016 aussi, d'un artiste alépin très critique envers le pouvoir, mais tout autant envers la rébellion et affirmant que s'il se rendait dans la partie de la ville tenue par les rebelles, il serait décapité, du fait qu'il porte un nom chrétien...¹³

CRÉDIBILITÉ DE L'OUEST À 0%

Bref, on peut seulement espérer que le pragmatisme des nouveaux dirigeants soit suffisant pour que les exactions soient les moins nombreuses possible. D'autant que le pays compte de nombreuses minorités, bien souvent méprisées par la communauté majoritaire, et, concernant les alaouites, très souvent haïs par elle, suite au long règne du clan Assad. (Ce faisant, il n'est en général pas tenu compte du fait que les alaouites, jadis pauvres parmi les pauvres, avaient longtemps été exploités à souhait par la bourgeoisie syrienne du passé¹⁴).

On ne voit de toute façon rien qui puisse apporter la moindre légitimation au fait d'avoir programmé, promu, alimenté une guerre qui a ravagé un pays et, selon les estimations, causé un demi-million de morts¹⁵. Le tout en détournant un mouvement de protestation d'abord légitime. Soulignons aussi les preuves évidentes qu'un souci du sort des Syriens n'a pu jouer aucun rôle dans les motivations des puissances impliquées, car celles-ci coopèrent allégrement avec des gouvernements autoritaires, brutaux et meurtriers, qui auraient réagi au moins aussi violemment que l'ancien pouvoir syrien, face à une insurrection ou une guérilla massive : le pouvoir saoudien est le principal responsable de ce que l'ONU a qualifié de pire crise humanitaire mondiale, au Yémen¹⁶ ; la Turquie a effectué pas moins de 1.076 bombardements contre les Kurdes, rien qu'en Irak, durant la première moitié de 2024 (suivant l'ONG Community Peacemaker Team¹⁷) ; Israël se livre à un génocide ; etc.

De plus, concernant les propos et démarches conciliantes, l'ancien pouvoir avait fait de même, vers la fin de la guerre, en lien avec une commission de réconciliation nationale¹⁸. Là aussi, il s'agissait certainement de pragmatisme, mais ni

plus ni moins que chez le nouveau pouvoir, très probablement. Rappelons aussi que l'ancien régime, malgré tout ce qu'il faut lui reprocher, n'inquiétait pas les citoyens pour des motifs communautaires ou religieux.

UNE « LOI CÉSAR » DIGNE DE NÉRON, ET QUELQUES ESPOIRS

Autre point essentiel : la Syrie a été soumise à l'un des pires régimes de sanction de notre époque, la « Loi César » états-unienne¹⁹. Ainsi, bien que les discours officiels aient affiché l'étonnement lors de la chute si rapide de l'ancien pouvoir, cette rapidité n'était en rien surprenante, car la part de la Syrie contrôlée par cet ancien pouvoir était exsangue. La zone contrôlée par les rebelles, par contre, allait mieux, du fait qu'elle n'était pas soumise à ces sanctions²⁰. Au sujet des épreuves terribles traversées par les Syriens touchés par la loi César, s'additionnant aux conséquences d'une guerre dévastatrice, le tout sur une quinzaine d'années, citons ces extraits d'un texte de 2021. Il provient d'un professeur engagé dans l'aide sociale et vivant en Syrie, et a été relayé par le très sérieux islamologue et politologue Michael Lüders : « [La guerre se terminant], tout le monde pensait qu'un temps meilleur arrivait. Il n'en a rien été. [...] les mois d'hiver ont été les plus froids que j'avais vécus jusque-là. [...] Le pétrole du pays comme les terres fertiles près de la frontière irakienne sont aux mains de puissances étrangères, [...] l'économie est paralysée [...], 90% des gens ne peuvent plus s'acheter les biens de première nécessité. [...] Du fait des sanctions massives [...], le pays n'a aucune chance de se reconstruire. [...] Depuis peu, on annonce publiquement des suicides, problème dont on ne parlait pas, jusqu'ici, dans cette culture. [...] Je croise sans cesse des gens qui mènent des soliloques [...], disant " comment vais-je pouvoir trouver à manger ? Que dois-je faire ? ". [...] Il manque aux gens même la force de pleurer et de crier²¹. » Tout ça pour un seul, unique, exclusif but : se débarrasser d'un allié de rivaux géopolitiques.

Où trouver de l'espoir, face à ces tragédies révoltantes ? Notamment en s'inspirant des parcours comme celui de l'artiste mentionné plus haut : plusieurs fois emprisonné par l'ancien pouvoir syrien, mais ayant continué sa lutte, pacifiquement cependant et avec lucidité, tant à l'égard des rebelles et de leurs soutiens que du pouvoir évoqué. Ou encore, en s'inspirant de ceux qui, comme les journalistes cités, luttent pour donner une vision juste de cette tragédie et des responsabilités. Et en espérant que, un jour, de tels efforts permettront que le pouvoir, à l'Ouest et ailleurs, ne soit plus aux mains de prédateurs glacials et d'arrivistes, mais de sociétés civiles pour qui la vie humaine a une valeur.

Daniel Zink

1. Le rapport américain qui avait prévu l'émergence du groupe État islamique, rts, ch, 2015.
2. Les services secrets américains avaient prédit l'État islamique, *Le Point*, 2015.
3. U.S. and EU Sanctions on Syria Harm Civilians, *The Intercept*, 2016.
4. US bases encircle Iran, *Al Jazeera*, 2012.
5. « Avec la chute d'Assad, la stratégie de l'Iran est en train de s'effondrer », *Le Grand Continent*, 2024.
6. Syrie : les rebelles aux portes de Homs, *Le Soir*, 06/12/2024.
7. Al-Joulani, le chef des rebelles syriens, un djihadiste déguisé en homme politique, *L'Echo*, 08/12/2024.
8. Syrie : les vidéos d'exactions contre des civils alaouites se multiplient, *France Info*, 27/12/2024.
9. En Syrie, les femmes inquiètes de l'arrivée d'islamistes au pouvoir, *France Inter*, 17/12/2024.
10. Syrie : un sapin de Noël incendié, les islamistes au pouvoir promettent des sanctions, *BFMTV*, 24/12/2024.
11. There is more than one truth to tell in the heartbreaking story of Aleppo, *The Independent*, 2016.
12. Who supplies the news?, *London Review of Books*, 2017.
13. Alep : « Il n'y a pas des tueurs plus humains que d'autres », *Le Vif*, 2026.
14. Monde arabe, le retour du local, HAL-SHS (plate-forme du CNRS), 2015.
15. Pour des compléments sur la planification, voir p. ex. l'article sur la Syrie dans le *Kairos* 34.
16. Yémen : pire catastrophe humanitaire au monde, ONU, 2018.
17. « Avez-vous entendu les drones ? », *L'Humanité*, 2024.
18. Syrie : large remaniement du gouvernement..., *Radio Algérienne*, 2018.
19. Une experte de l'ONU demande aux États-Unis de lever les sanctions contre la Syrie, ONU, 2020, *Nach der Wiederwahl Baschar al-Assads: Leben und Überleben in Syrien*, Michael Lüders, 2021.
20. Vie en Syrie : La domination des rebelles à Idlib..., BBC, 31/12/2024 et Lüders, *op. cit.*
21. Lüders, *op. cit.*

Illustration : Uncanny Bee



Ce n'est pas le monde qui se sépare de l'Occident, c'est l'Occident qui se sépare du monde

Ainsi, le sommet des BRICS s'est tenu du 22 au 24 octobre 2024 à Kazan en Russie. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il n'a pas fait grand bruit dans la presse et les médias occidentaux. C'était pourtant un événement d'une importance mondiale considérable, eu égard à la présence des dirigeants de la moitié de la population mondiale, qui sont venus débattre et faire progresser cette instance internationale.

Cette cécité et ce désintérêt qui peuvent scandaliser de la part d'organes de presse censés relayer des informations primordiales est symptomatique, hélas, en élargissant le propos, d'un rétrécissement mental qui frise parfois le provincialisme étroit, de nos élites. Les dernières générations de politiques et de journalistes qui fréquentent les mêmes cercles et sont issus des mêmes *Alma mater*, sont aussi les produits d'un délabrement qualitatif de l'enseignement et d'une culture générale sclérosée. Cette dérive touche également la sphère du renseignement et les centres de recherche ou les *think tanks* qui doivent analyser, observer, scruter les moindres faits qui ont lieu sur l'ensemble de la planète.

Pourtant, le sommet des BRICS est à maints égards fondateur de ce qui change profondément dans la gouvernance mondiale. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si ce sommet s'est déroulé à Kazan, capitale du Tatarstan, au cœur de la Russie musulmane. La symbolique est évidente, étant donné la présence sur place des dirigeants de l'Égypte, de l'Arabie Saoudite, des Émirats ou encore de l'Iran, pour ne citer que les plus importants. Roustam Minnikhanov, le président du Tatarstan, a joué un rôle important de *go-between* au sein des différentes délégations musulmanes, où les discussions se tiennent plutôt assises par terre sur un tapis que dans de gros fauteuils en cuir. Une attention qui passe complètement au-dessus de la tête des Occidentaux. Pour comprendre l'importance stratégique du dernier sommet des BRICS, il faut se tourner, ni plus ni moins, vers le président russe Vladimir Poutine qui, le 7 novembre 2024, à la réunion annuelle du Club de discussions Valdai¹, à Sotchi, a déclaré qu'un « *ordre mondial complètement nouveau* » est « *en train de se former sous nos yeux*. » Mais, surtout, il précisait que « *l'ancien ordre disparaît irrévocablement, on pourrait dire, a déjà disparu, et une lutte sérieuse et irréconciliable se déroule pour la formation d'un nouveau. Irréconciliable, tout d'abord, parce que ce n'est même pas un combat pour le pouvoir ou l'influence géopolitique, c'est un affrontement des principes mêmes sur lesquels les relations entre pays et peuples seront bâties à la prochaine étape historique.* »

Pour bien appréhender l'initiative des BRICS, il faut donc davantage se positionner en terme de droit et plus précisément de droit international plus encore que sur le plan économique. La demande du Sud global, que soutiennent les BRICS, concerne une volonté de normalisation des rapports internationaux. Ils ne veulent plus du double standard permanent et souhaitent que leurs pays soient considérés comme des États souverains. Aujourd'hui, le monde apparaît coupé en deux. D'un côté, on retrouve le monde occidental, les États-Unis et leurs alliés, le monde « otanesque » en somme ; de l'autre, le reste du monde soutenu par la Russie et la Chine. La détestation de l'Occident par ces derniers s'explique par le fait que tous ces pays émergents ont été embrigadés dans la mondialisation sans demander leur avis. Or, cette globalisation s'est avérée un échec cuisant. La plupart de ces pays voulaient bien se moderniser, mais pas s'occidentaliser. L'événement déclencheur qui a fondé cette prise de conscience est la crise des subprimes de 2008-2009. Les pays dominants, et en particulier

les États-Unis qui contrôlent la finance internationale, se sont avérés incapables d'éteindre l'incendie. Les pays émergents dont la Chine, l'Inde et la Russie ont conclu que le système financier international était non seulement inégalitaire mais en plus, dysfonctionnel. C'est la raison pour laquelle ils ont décidé d'unir leurs forces pour mettre en place un système parallèle fondé, non sur des règles à géométrie variable selon les préjugés d'une force hégémonique, mais sur le droit international.

UN RETOUR DE BOOMERANG

Ceci a de quoi être paradoxal, Les BRICS se réapproprient les principes universels conçus par les Occidentaux dont la France de René Cassin², au sortir de la Seconde Guerre mondiale, et les jettent littéralement à la face des Occidentaux qui ont failli. On le constate de manière évidente dans le communiqué final du sommet de Kazan, les références aux Nations unies (ONU)³ sont nombreuses et le mythe occidental de l'universalisme qui s'adresse à tous les peuples de la terre survole tout le texte. En somme, le discours se veut plus occidental que les Occidentaux qui ne respectent plus leurs propres règles.

Contrairement à ce qu'écrivent certains, les BRICS ne s'opposent pas à l'ONU ou à la Banque mondiale. Ils continuent à collaborer avec ces institutions. Seulement, ils ne veulent plus être sous la tutelle des États-Unis. La question du dollar s'inscrit dans cette logique. Il ne s'agit pas de supprimer le dollar ou de créer une nouvelle monnaie dont les processus sont extrêmement complexes et longs à mettre en œuvre. Il s'agit simplement de s'en servir le moins possible. Non seulement pour éviter les handicaps liés aux taux de change qui pèsent sur les investissements des pays en développement, mais surtout pour ne pas être sous la coupe inique de la Fed⁴ et du DOJ⁵, qui supervisent l'usage qui est fait du dollar par les autres pays. Les États-Unis s'arrogent ainsi un droit d'extraterritorialité qui affecte des États tiers qui souhaitent utiliser le dollar dans leurs échanges commerciaux.

La fondation des BRICS remonte à 2009, soit immédiatement après la crise des subprimes. Le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, bientôt suivis par l'Afrique du Sud, se sont rassemblés pour refonder une nouvelle réalité géopolitique. La Nouvelle banque de développement (NDB), créée en 2015, est la principale institution des BRICS. Cette initiative a rencontré un vif succès, a entraîné une force d'attraction indiscutable et de nombreux pays ont frappé à la porte des BRICS. On assiste à une révolution majeure dans la gouvernance mondiale, hors des bras tentaculaires américains.

UNE RÉELLE DYNAMIQUE

En août 2023, les 5 membres se sont entendus sur l'élargissement du groupe à 6 autres pays. Finalement, ce sont seule-

ment 4 pays qui les ont rejoints : l'Iran, l'Égypte, l'Éthiopie et les Émirats arabes unis. L'Arabie saoudite, bien qu'invitée, n'a, à ce jour, pas encore franchi le pas. De son côté, l'Argentine, après la victoire de Javier Milei à l'élection présidentielle, a rejeté l'offre. Cependant, eu égard à l'afflux de nouvelles demandes d'adhésion lors du sommet de Kazan, les BRICS, auxquels on adjoint désormais un signe + (BRICS+), ont décidé de créer une catégorie de pays « partenaires ». 9 États font partie de cette nouvelle catégorie, en attendant d'autres.

Une réelle dynamique est en route et ne s'arrêtera pas de sitôt. Les structures qui se mettent en place sont désormais incontestablement à vocation universelle. On peut véritablement écrire que les BRICS+, c'est le contraire de l'Union européenne. Le principe de base est la souveraineté des États, dans tous les domaines. Il n'y a pas de monnaie unique, chacun garde sa monnaie. Il n'y a pas de capitale des BRICS+, ni de président. Juste une présidence tournante dont ce sera le tour du Brésil en 2025, après la Russie en 2024. Et surtout, il n'y a pas d'administration pléthorique qui s'arroge de plus en plus de droits, au mépris de tout mandat représentatif.

L'impérialisme occidental se transforme en une forme de nécrose comme un Cronos qui engloutit ses propres populations dans un mouvement de boomerang historique. En outre, à force de refuser le monde tel qu'il est, une partie de celui-ci se dresse contre nous. Alors qu'au départ elle n'était pas hostile. Mais au fil du temps, la liste des griefs contre l'Occident global s'allonge comme un jour sans fin.

Le Sud global n'est pas aveugle et se rend compte parfaitement que les États occidentaux sont minés par le divorce entre leurs élites et leurs peuples. Alors que la notion de démocratie représentative n'a plus aucun sens — ce que la crise du Covid, entre autres, a mis en évidence —, il s'avère bien peu opportun d'aller exiger l'exemplarité chez les autres. Les crises d'orfraie et les postures droits-de-l'homme sont totalement démonétisées et ne cachent plus les scélérates interventions, comme tout dernièrement en Géorgie ou en Roumanie, lorsqu'un candidat élu ou en voie d'être élu ne convient pas aux puissances dominantes.

VALEURS FAMILIALES CONTRE WOKISME

Mais le ressentiment touche des strates encore plus profondes et atteint les valeurs fondamentales des peuples du monde. On ne rappellera jamais assez le rôle des structures familiales dans la psyché humaine. La famille, les enfants, les fonctions du père et de la mère au sein du foyer correspondent à des balises, les assises sur lesquelles les individus se reposent pour construire leur vie. En Asie, en Afrique, en Amérique du Sud mais aussi en Russie et dans les populations de l'Est européen, les valeurs familiales sont sacrées. Hélas, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, on assiste dans le monde occidental à un véritable travail de sape de

Illustration : UncannyBee

ses valeurs. La sécularisation de nos sociétés qui a abouti à une forme de nihilisme global, se transforme en crise morale dont les aspects paroxystiques se retrouvent dans le wokisme, ce délire paranoïaque, la propagande LGBT et la présence pour tout le moins inopportune de Drag Queens dans les écoles. Dans le reste du monde, ce sont des sujets de moquerie, de raillerie, voire de scandale. N'oublions pas non plus, dans un autre domaine, que « l'Église de climatologie » n'attire que très peu d'adeptes en dehors des pays occidentaux.

Le retour au pouvoir de Donald Trump aux États-Unis, qui n'apprécie pas plus ces incongruités, comme d'ailleurs la plupart des peuples du globe, va sans doute permettre de remiser cet attirail de foires dans les soupiroux de l'histoire et, au moins sur ces aspects, rassembler la communauté internationale.

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN

Restons d'ailleurs aux États-Unis. Le moins qu'on puisse dire, c'est que la rhétorique du président Trump n'est pas celle d'un pays prospère et sûr de lui, comme c'était le cas autrefois. Pays en déclin, la production industrielle qui représentait 45% de la production mondiale en 1945, ne représente plus que 17%. Paradoxalement, si la puissance américaine reflue dans l'ensemble du monde, son poids sur ses protectorats locaux ou outre-Atlantique progresse. L'Allemagne a accepté sans broncher le sabotage de Nordstream⁶, sa source essentielle d'énergie pour faire tourner son industrie, ce qui a mis celle-ci en péril. Dans le cadre de la guerre en Ukraine, on peut s'interroger sur son but réel : défendre l'Ukraine ou exploiter ses alliés et les pousser dans une crise économique majeure ?

Même si l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche augure d'un impérialisme moins conquérant, ce dernier reste lucide et est très inquiet de la perte du magistère impérial du dollar dans les transactions internationales. Toute la presse mondiale s'est évidemment émue des menaces proférées par Trump de relever les barrières douanières, dont la Chine et l'Europe seraient les principales victimes. Il est évident que dans un pays dépendant pour 80% de produits importés, cette décision aurait de graves conséquences pour les consommateurs américains qui verraient l'inflation exploser ou les rayons de leurs supermarchés désespérément vides. Même la production industrielle, des voitures électriques ou des ordinateurs, s'en trouverait gravement atteinte. Car ces industries ont besoin de métaux rares provenant essentiellement de Chine.

Le discours musclé de Trump doit évidemment être replacé dans le contexte électoral en direction des électeurs républicains. L'auteur du best-seller *The Art of the Deal*⁷ est bien conscient des conséquences néfastes de pareilles mesures pour ses concitoyens. Cela veut tout simplement dire que nous sommes au-devant d'une grande négociation commerciale internationale et comme « maestro » des affaires, Donald Trump présente aux prémices de celles-ci des revendications maximalistes. Ce qui est normal au début, car on n'entre jamais en négociation avec des arguments minimalistes. Sachant que de toute manière il faudra faire à un moment donné des compromis. L'une de ses techniques favorites de vente, s'appelle « l'hyperbole véridique », qui représente une manière d'exagérer, de tordre le réel dans un sens ou l'autre, en positif ou en négatif.



UN CENTRE DE GRAVITÉ ORIENTAL

Cependant, un dirigeant, aussi doué soit-il en politique internationale, aura bien du mal à contrôler les événements, car nous sommes véritablement en face d'un mouvement de fond majeur. L'architecture de la géopolitique mondiale est occupée à opérer un retournement important. Le centre de gravité s'installe en Asie. Un marqueur important est l'or et sa circulation. Surveiller là où va l'or est significatif d'une tendance prédominante. On a constaté justement ces dernières années des achats colossaux d'or par plusieurs banques centrales asiatiques, dont la principale, la Banque populaire de Chine (Bpoc). Entre 2015 et 2024, la Chine a accumulé environ 1.208 tonnes d'or, se classant parmi les plus importants acheteurs mondiaux de ce métal⁸.

La Chine est bien devenue le premier acteur économique au monde. Mais elle n'a pas du tout la même rhétorique brutale comme celle des États-Unis. Elle a véritablement la volonté d'instaurer des rapports coopératifs avec les pays amenés à rejoindre soit les routes de la soie, soit à intégrer les BRICS+. La Chine veille bien sûr à ses intérêts. On dit souvent que pour envahir un pays, il y a deux méthodes : soit par les chars, soit par la dette. C'est incontestablement cette dernière qu'a choisie la Chine. Lorsque des pays acceptent l'argent chinois pour construire des autoroutes, des ports ou des aéroports, et qu'à un moment donné, ils ne sont plus solvables, la Chine se rembourse en matières premières.

Avec la Russie, la stratégie est encore différente, car ce pays immense dispose déjà de suffisamment de ressources et n'est pas là pour accaparer la richesse des autres pays. Ce qui peut expliquer les excellentes relations qu'elle entretient avec les pays africains, qui en ont assez de l'arrogance occidentale et en particulier de la France, qui se fait jeter de partout.

UNE EUROPE SUR LA MAUVAISE VOIE

Il est dommage, alors qu'une partie de l'humanité retrouve le chemin de l'espérance dans le cadre d'une communauté internationale pacifiée et respectueuse de chacun, puisque fondée sur le droit westphalien, que l'Europe renâcle à s'y intégrer et, en contradiction de ses intérêts, préfère se morfondre à rester le vassal fragilisé d'un hégémon déclinant. Les peuples du vieux continent, qui pourtant en différents endroits ont déjà rejeté par leurs votes les élites obsolètes, pourront-ils renverser la vapeur et favoriser l'émergence d'une représentation politique plus en adéquation avec leurs réels besoins ?

Vladimir Poutine appelle de ses vœux que l'Europe rejoigne cette communauté d'intérêts. Il a souligné, avec panache, que le projet de connectivité géo-économique chinois devrait être considéré comme une route commune, qui s'étend à l'Asie centrale et à toutes ces jeunes nations souveraines œuvrant pour un développement stable. Pour la Russie et la Chine, il n'y a aucune compétition en « Heartland » : « *Nous n'avons que la coopération*⁹ ». Le résultat définira sans doute ce siècle comme le siècle de l'Eurasie. L'axe Berlin-Moscou-Pékin représentant sa colonne vertébrale. Une idée grecque s'est révélée particulièrement puissante en ce qui concerne l'approche civilisation-

nelle de la politique : « *Les civilisations ne s'affrontent pas. Ce sont les États qui s'affrontent.* » D'où la nouvelle devise ludique qui pourrait guider non seulement les BRICS+ mais toute la majorité mondiale : « *Créez des civilisations, pas la guerre.* »

Bernard Van Damme

1. Le Club de discussion Valdai est une plateforme de réflexion créée en 2004 à l'initiative de Vladimir Poutine, se réunissant chaque année.
 2. René Cassin (1887-1976) est un juriste, diplomate et homme politique français, rapporteur du projet de Déclaration universelle des droits de l'homme à l'Assemblée générale de l'ONU en 1948.
 3. António Guterres, secrétaire général des Nations unies, était présent au sommet des BRICS à Kazan, signal majeur de l'intérêt porté par les instances internationales.
 4. La Réserve fédérale est la banque centrale des États-Unis.
 5. Département de la Justice des États-Unis.
 6. Nordstream est un système de deux gazoducs reliant la Russie à l'Allemagne en empruntant la mer Baltique. Le sabotage a lieu le 26 septembre 2022, les rendant inexploitable.
 7. Ouvrage co-écrit par Donald Trump et le journaliste Tony Schwarz. Random House 1987. Le plaisir des affaires, Paris, Ergo Press, coll. « Une page pour se souvenir », 1988.
 8. Recherche sur Gork (AI de X).
 9. <https://sputnikglobe.com/20241108/pepe-escobar-putin-outlines-the-moment-of-truth-1120820957.html>

Élisée Reclus en Belgique : dernières années du géographe anarchiste et écologiste

Anarchiste, Communard, banni

Porté par les idéaux du siècle des Lumières et de la Révolution française, le XIX^e siècle européen est animé par un puissant mouvement d'émancipation populaire. Celui-ci est rendu possible par l'essor de l'instruction publique et nécessaire par les conséquences de la révolution industrielle qui exacerbe les inégalités sociales et les mécanismes d'exploitation des classes dominées, par les structures encore vivaces de l'ancien régime, mais aussi et surtout par la bourgeoisie triomphante. C'est ainsi que, mues par leur refus des injustices et de l'exploitation, ainsi que par leur foi en un progrès humain débarrassé des superstitions véhiculées par la religion, vont se constituer les grandes idéologies émancipatrices de ce siècle : socialisme, communisme et anarchisme.

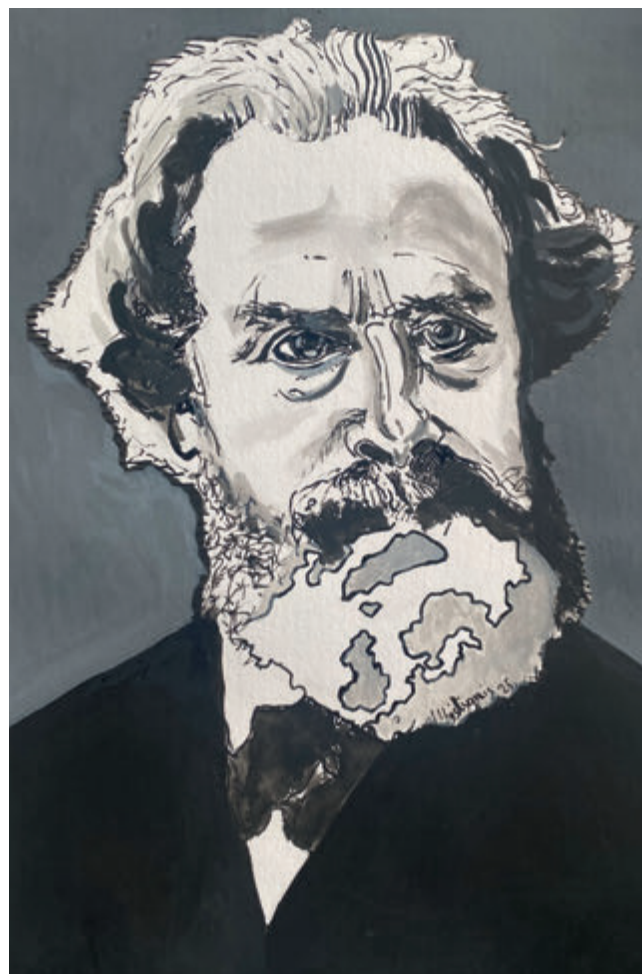
Outre Pierre-Joseph Proudhon¹, Élisée Reclus est, aux côtés de ses grands amis Michel Bakounine et Pierre Kropotkine, l'une des principales figures anarchistes de l'époque. Il dénonce l'exploitation du peuple par l'Église, l'État et la bourgeoisie et prône avec talent et succès l'avènement d'une société fondée sur la solidarité, l'entraide et la libre association. Alors qu'il est, fort injustement, un peu oublié aujourd'hui, sa popularité est alors immense, comparable à celle d'un Victor Hugo. En 1871, il participe à la Commune de Paris. Arrêté le fusil à la main par les Versaillais, condamné par le Conseil de guerre à la déportation en Nouvelle-Calédonie, Reclus voit sa peine commuée en 10 ans de bannissement grâce à la pétition de soutien signée par une centaine de scientifiques de renom, dont Charles Darwin. Refusant de présenter un recours en grâce, sa peine ne sera commuée qu'en 1879².

ARPEUTEUR DE LA PLANÈTE, ENCYCLOPÉDISTE ET AMOUREUX DE LA NATURE

Outre la pureté de son engagement libertaire et son intégrité morale sans faille, Reclus doit sa popularité à son immense travail d'arpenteur du monde et de géographe encyclopédiste. Héritier d'une sensibilité romantique, marcheur infatigable³, légumiste⁴ et naturiste, cet amoureux de tous les paysages et de toutes les manifestations du vivant dans leur infinie diversité est le grand précurseur d'une écologie sociale soucieuse des interactions harmonieuses entre l'homme et son milieu. À ses yeux, ainsi qu'il l'affirmera dans l'incipit de *L'Homme et la terre*, « *L'Homme est la Nature prenant conscience d'elle-même* ». Il chante l'émotion que l'on ressent « *à voir la procession des hommes sous leurs vêtements de fortune ou d'infortune, mais tous également en état de vibration harmonique avec la Terre qui les porte et les nourrit, le ciel qui les éclaire et les associe aux énergies du cosmos*⁵ ».

Sous la Troisième République, les chemins de fer, les conquêtes coloniales et l'essor de l'instruction publique stimulent l'intérêt du plus grand nombre pour la géographie et les voyages. D'où la longue et fructueuse association entre Reclus et la jeune maison d'édition Hachette. Publiée entre 1875 et 1893, composée de 19 forts volumes et riche de plus de 4.000 cartes et illustrations, sa *Nouvelle géographie universelle* connaît un grand succès populaire. Avec un sens extraordinaire du détail significatif, Reclus procède à l'inventaire systématique de notre planète, jusque dans ses confins les plus reculés. Il peint et raconte la Terre et les hommes d'une manière unique, qui allie la rigueur scientifique et une

poésie se nourrissant du sentiment de la beauté naturelle et de l'amour des hommes et de la liberté. Citons à titre d'exemple un passage du *Sentiment de la nature dans les sociétés modernes*, l'un de ses premiers grands textes, paru en 1866⁶. Homme de son temps, Reclus est certes partisan du « progrès », gage d'émancipation de l'humanité, mais il dénonce le saccage de la nature qui en est le corollaire : « *Certainement, il faut que l'homme s'empare de la surface de la Terre et sache en utiliser les forces ; cependant, on ne peut s'empêcher de regretter la brutalité avec laquelle s'accomplit cette prise de possession. [...] La nature sauvage est si belle : est-il donc nécessaire que l'homme, en s'en emparant, procède géométriquement à l'exploitation de chaque nouveau domaine conquis et marque sa prise de possession par des constructions vulgaires et des limites de propriété tirées au cordeau ? S'il en était ainsi, les harmonieux contrastes qui sont une des beautés de la Terre feraient bientôt place à une désolante uniformité* ».



ÉLISÉE ET BRUXELLES, CAPITALE DES DÉBITS DE BOISSON, DE LA TABAGIE ET DU MOUVEMENT SOCIAL

Riche d'aventures et de rencontres, la vie de Reclus est longue et son œuvre immense. Pour célébrer sa mémoire et encourager nos lecteurs à le découvrir par eux-mêmes, nous avons choisi d'évoquer les dernières années de sa vie en Belgique. Dans le tome IV de sa *Nouvelle géographie universelle* consacré à l'Europe du Nord-Ouest, Reclus présente ainsi l'une des particularités de la population bruxelloise : « *En aucun pays du monde, les tavernes, les salles de bal et les cafés n'ouvrent plus largement leurs portes pour inviter les passants. Bruxelles et ses faubourgs ont près de 9.000 établissements pour le débit des boissons, c'est-à-dire un pour 40 personnes [...]. La dépense*

ordinaire d'un buveur moyen ne peut être évaluée à moins de 180 francs par an, et les menus frais pour les liqueurs et le tabac doublent toujours la somme enlevée au ménage. Parmi tous les pays d'Europe, la Belgique est celui dont les habitants réduisent en fumée la plus grande quantité de tabac : ils dépassent même à cet égard leurs voisins de la Néerlande et de l'Allemagne⁷ ». Sans qu'il n'exprime de jugement moral, on peut penser que le sobre Élisée se désole de tels excès, qui affaiblissent les classes populaires et leurs capacités de révolte contre l'injustice. En même temps, la profusion de débits de boisson est un bon indicateur de la forte présence ouvrière générée par le grand nombre d'ateliers d'artisans, mais aussi d'industries légères au sein même de cette ville en pleine expansion.

SCANDALE À L'ULB ET FONDATION DE L'UNIVERSITÉ NOUVELLE

En 1891 et 1892, plusieurs attentats à la bombe affolent la France. Reclus, qui dénonce tout d'abord une provocation de la police – « *Ces fantaisies explosives ne peuvent être attribuées à des anarchistes conscients* » –, doit se rendre à l'évidence après l'arrestation de Ravachol qui, lors de son procès, défend avec éloquence ses convictions anarchistes. Reclus est sommé de s'en désolidariser. Or, tout en récusant le recours à la violence, il « *refuse de jeter l'anathème à Ravachol, mais admire au contraire son courage, sa bonté, sa grandeur d'âme, la générosité avec laquelle il pardonne à ses ennemis, voire à ses dénonciateurs*⁸ ». Peut-être la direction de l'ULB n'avait-elle pas eu connaissance de tels propos qui, de nos jours, l'eussent à coup sûr fait condamner pour apologie du terrorisme⁹. Quoi qu'il en soit, Reclus reçoit une invitation du recteur et de l'administrateur de l'Université libre de Bruxelles (ULB) qui ont « *le grand honneur de lui avoir fait conférer le titre d'agrégé de géographie comparée, afin qu'il puisse venir, s'il le désire, enseigner en Belgique* ». C'est la Belle Époque et les débuts de l'Art nouveau. Avec toutes les richesses de la mine, de l'industrie et du Congo, au cœur d'une vie culturelle, intellectuelle et artistique intense, c'est l'époque où Bruxelles « *bruxellait* » et brillait de tous ses feux. Grâce à la relative liberté d'expression qui prévaut en Belgique et la présence d'institutions progressistes comme l'ULB, grâce aussi à sa position géographique à la croisée des grands pays d'Europe du Nord-Ouest et à la croissance rapide d'un prolétariat éduqué, Bruxelles joue alors un rôle central pour les mouvements anarchistes et socialistes. Reclus et sa compagne¹⁰, Caroline Ermance, acceptent volontiers l'invitation de l'ULB et préparent leur déménagement.

Ravachol condamné à mort et guillotiné, la campagne d'attentats se poursuit. En décembre 1893, l'anarchiste Auguste Vaillant lance une bombe dans l'hémicycle de la Chambre des Députés. Dans la foulée de cet attentat, qui blesse plusieurs personnes, mais n'en tue aucune, la Chambre vote des lois scélérates qui restreignent liberté de presse et d'association. La chasse aux anarchistes est lancée tous azimuts. Le domicile d'Élisée Reclus est perquisitionné. Avec son frère Élie et son neveu Paul, qui le seconde étroitement dans ses travaux géographiques, les Reclus sont d'autant plus dans le collimateur que, juste avant l'attentat, Vaillant a adressé son *Journal de mon explosion* à Paul, dont il admire les écrits libertaires ! Le nom de Reclus sent le soufre et Élisée apprend par les journaux que son cours à l'ULB est reporté d'un semestre. Après un débat houleux, le conseil d'administration décide par 11 voix

contre 4 de l'ajourner *sine die*. Les étudiants protestent en masse et les délégués de tous leurs cercles déclarent solennellement « ne reconnaître à aucune autorité le droit de leur défendre de penser ce qui leur plaît ». Le député libéral Paul Janson¹¹ prend la tête d'un comité de soutien : « Cet outrage immérité prive la jeunesse de leçons précieuses et porte l'atteinte la plus grave à la renommée de la Belgique, hospitalière et libre [...]. Si les auteurs de la résolution coupable qui vous a soulevés n'ont pu trouver dans leur maturité les conseils qui sauvegardent l'honneur de l'établissement qu'ils ont la prétention de diriger, que ce soit votre jeunesse et vos actes qui les leur donnent sans ménagements. Il importe de démontrer à ce corps qui se recrute lui-même qu'il n'est plus en accord avec le large esprit qui doit inspirer une université libre qui se dit libre ». Ce texte est signé par une bonne partie de l'intelligentsia belge, dont le célèbre poète symboliste Émile Verhaeren. Lui aussi partisan de l'éminent géographe, le recteur Hector Denis démissionne. La direction de l'ULB se cabre et prend des sanctions contre les professeurs et les étudiants qui soutiennent Reclus. La cavalcade d'une centaine d'étudiants protestataires provoque la panique, si bien que la direction décide de fermer l'université temporairement.

Dans un contexte politique tendu¹², la scission est consommée. À l'invitation d'Hector Denis et de la loge maçonnique des Amis philanthropes, Élisée Reclus donne une première conférence au temple de la loge sise rue du Persil, au cœur de Bruxelles, devant une salle bondée de 800 personnes. Autant d'autres ne peuvent entrer, faute de place. Son éloge de la vérité « qui nous rendra libres » suscite l'enthousiasme de l'assistance. Grâce à l'appui de Denis et de personnalités socialistes¹³, ce cours introductif est le prélude à la création de l'Université nouvelle, une institution pionnière en matière de liberté académique et de démocratisation du savoir. Inspirée par des théories pédagogiques modernes, notamment celles d'Ovide Decroly, cette université ne délivre pas de diplôme,

mais elle est gratuite et ouverte à tous, sans distinction de classe ou de genre. Autour d'Élisée et de son frère Élie qui enseigne l'histoire comparée des religions et l'anthropologie, de nombreux professeurs y prodiguent des cours d'une grande variété : droit, sociologie, anatomie, psychiatrie, arts plastiques, etc. En lettres, l'Université nouvelle est la première en Belgique à étudier l'histoire de la littérature flamande. Jusqu'au lendemain de la Première Guerre mondiale, lorsque, les circonstances ayant changé, elle rejoindra l'ULB, l'Université nouvelle voit se succéder des conférenciers prestigieux tels Georges Eekhoud, Camille Lemonnier, Victor Horta ou encore Guillaume Apollinaire.

JUSQU'AU BOUT, L'HOMME ET LA TERRE

Quant à Élisée, il résidera à Bruxelles¹⁴ de 1894 à sa mort, survenue en 1905. À l'Université nouvelle, Reclus enseigne la géographie sociale, un domaine qu'il définit comme l'étude des interactions entre les sociétés humaines et leur environnement. Il s'attache à montrer comment ces relations évoluent sous l'effet des dynamiques sociales, politiques et économiques. À partir de ses cours, il travaille d'arrache-pied, avec l'aide de son neveu Paul, à *L'Homme et la Terre*, où, ainsi qu'il l'explique dans sa préface, « dans la succession des âges, se montrera l'accord de l'Homme et de la Terre, où les agissements des peuples s'expliqueront, de cause à effet, par leur harmonie avec l'évolution de la planète¹⁵ ». Il s'efforce de dégager les lois fondamentales de l'histoire humaine, envisagée dans toute sa diversité, selon les continents et les époques : « La lutte des classes – à l'exception des peuplades restées dans le naturalisme primitif –, la recherche de l'équilibre – car le viol de la justice crie toujours vengeance – et la décision souveraine de

l'individu – première cellule fondamentale, qui s'agrège ensuite et s'associe comme il lui plaît aux autres cellules de la changeante humanité –, tels sont les trois ordres de faits que nous révèle l'étude de la géographie sociale et qui, dans le chaos des choses, se montrent assez constants pour qu'on puisse leur donner le nom de lois¹⁶ ». Des six gros volumes de cet ouvrage fondateur de la géohistoire, seul le premier paraîtra de son vivant. De 1905 à 1908, Paul en révisera le manuscrit et assurera la publication posthume.

Bien inséré dans les cercles intellectuels et artistiques de la capitale belge – il est ainsi très ami avec Émile Verhaeren et le peintre néo-impressionniste Theo Van Rysselberghe, tous deux de sensibilité anarchiste –, Élisée sympathise avec plusieurs de ses étudiants. Ainsi de la jeune Alexandra, fille de communards exilés en Belgique, avec laquelle il devise en se promenant le long des étangs d'Ixelles. Bien plus tard, celle-ci voyagera au Tibet et au Népal et deviendra célèbre sous le nom d'Alexandra David-Néel. Élisée est à présent un vieillard, et il aura la douleur de perdre son frère Élie en 1904. Il suit de peu dans la tombe celui qui fut, toute leur vie durant, son meilleur ami et comme son *alter ego* : il meurt le 4 juillet 1905 à Torhout, près de Bruges, dans la résidence campagnarde de Florence de Brouckère¹⁷, son dernier amour. Si la nouvelle de sa disparition fait les gros titres des journaux et provoque un émoi considérable dans de nombreux pays, conformément à ses dernières volontés, seul son neveu Paul suit le cercueil. Il est placé dans la fosse commune du cimetière d'Ixelles, où gît déjà Élie. Une plaque discrète signale leur présence : « Élie Reclus 1827-1904 – Élisée Reclus 1830-1905 ».

S. Kimo avec le concours précieux de Thomas Sennesael, créateur de la très belle visite guidée « Ixelles : quartier d'artistes et d'anarchistes¹⁸ »

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Outre le plaisir de dénicher chez un bouquiniste l'un ou l'autre tome de sa *Nouvelle géographie universelle*, et *L'Homme et la Terre*, beaucoup plus difficile à trouver, on pourra aborder en pente douce l'Himalaya que constitue l'œuvre de Reclus par les sentiers suivants :

D'Élisée Reclus

- *Du sentiment de la nature dans les sociétés modernes*, Bartillat, 2019 (première édition en 1866). Belle préface d'Annie Le Brun.
- *Histoire d'un ruisseau*, 1869 & *Histoire d'une montagne*, Libertalia, 2023 (première édition en 1880).
- *Pourquoi sommes-nous anarchistes ?*, La Société nouvelle, 1889. En accès libre sur Wikisource
- *Les grands textes*, Flammarion poche, 2014.
- *Feuilles libres*, Héros-Limite, 2022. Bon florilège de textes.

Ouvrages consacrés à Élisée Reclus

- Joël Cornuault, *Élisée Reclus, étonnant géographe*, Fanlac, 1999.
- Jean-Didier Vincent, *Élisée Reclus, géographe, anarchiste, écologiste*, Flammarion poche, 2014.
- Henriette Chardak, *Élisée Reclus, l'homme qui aimait la Terre*, Le Passeur, 2023.
- Eric Min, *Zwarte licht*, Pelckmans, 2023.
- Isabelle Louviot & Georges Peignard, *Élisée Reclus, penser l'humain et la Terre*, Le Tripode, 2024. Texte subtil de la première en dialogue avec les illustrations du second.
- Collectif, *Élisée Reclus, les 101 mots*, les Presses du réel, 2024.

Un testament libertaire

Jusqu'au bout, Élie et Élisée auront conservé leur fougue libertaire, désireux d'enseigner et de transmettre leurs idéaux à la jeune génération qui prend la relève. C'est ainsi qu'en 1901, Élisée adresse ce message à ses camarades espagnols : « Évitez les spécialisations, n'appartenez ni aux patries ni aux partis, ne soyez ni Russe, ni Polonais, ni Slave, soyez des hommes avides de vérité, dégagés de toute pensée d'intérêt, et toute idée de spéculation vis-à-vis de Chinois, Africains ou Européens : le patriote en arrive à détester l'étranger, à perdre le sentiment de justice qui illuminait son premier enthousiasme. Ni patron, ni chef, ni apôtre au langage considéré comme parole d'Évangile ! Fuyez les idoles et ne cherchez que la seule vérité dans les discours de l'ami le plus cher, du plus savant professeur. Si, l'ayant entendu, vous conservez quelque doute, descendez dans votre conscience et recommencez l'examen pour juger en dernier ressort. Donc, repoussez toute autorité, mais s'astreindre au respect profond d'une conviction sincère, vivre sa propre vie, mais reconnaître à chacun l'entière liberté de vivre la sienne [...] ».

1. Proudhon séjourna à Ixelles durant son exil en Belgique de 1858 à 1862. Il fut expulsé après avoir suggéré à Napoléon III l'annexion de la Belgique à la France. Mais ceci est une autre histoire.
2. Le banni résidera en Suisse jusqu'en 1890.
3. Il décria ainsi la cadence du marcheur : « La musique de la langue au rythme des battements du cœur du corps du marcheur est le point de départ du sens. »
4. C'est-à-dire végétarien.
5. Préface de *L'Homme et la Terre*, Librairie universelle, 1905 ; cité in Élisée Reclus, *Feuilles libres*, Héros-Limite, 2022, p. 185.
6. Réédition aux éditions Bartillat, 2019, pp. 106 & 107.
7. *Nouvelle géographie universelle*, tome IV, l'Europe du Nord-Ouest, p. 174, Hachette, 1879.
8. Publié dans le *Sempre Avanti* de Libourne, le 28 juin 1892 ; cité par Henriette Chardak, *Élisée Reclus, l'homme qui aimait la Terre*, Le Passeur, 2023, p. 608.
9. À noter toutefois qu'après l'attentat commis en février 1894 par Émile Henry au café Terminus de la gare Saint-Lazare et qui fit un mort, Reclus déclara : « Tous les attentats dans le genre de celui du Terminus, les vrais compagnons les considèrent comme des crimes ».
10. Hostile à l'institution du mariage, Reclus est un fervent partisan de l'union libre.
11. Père de Paul-Émile Janson et grand-père de Paul-Henri Spaak, lesquels seront tous deux premiers ministres.
12. En juin 1894, le président de la République Sadi Carnot, qui avait refusé la grâce de Ravachol, Vaillant et Henry, est poignardé à mort par l'anarchiste Santo Geronimo Caserio.
13. Tels qu'Edmond Picard, Guillaume De Greef, Émie Vandervelde, Louis de Brouckère.
14. Plus précisément à Ixelles, successivement rue de la Croix, rue Vilain XIII, rue du Lac et à nouveau rue Vilain XIII.
15. Cité in *Feuilles libres*, op. cit., p. 184.
16. Préface de *L'Homme et la Terre*.
17. Tante de Louis de Brouckère.
18. Renseignements sur le site brusselsbyfoot.be.
19. Bruxelles, 4 décembre 1901 ; lettre adressée à la rédaction de *La Huelga General* de Barcelone ; cité in Isabelle Louviot & Georges Peignard, op. cit., p.172.

Réification ou de la chosification de l'homme

(PARTIE 2/3)

Nous avons exploré, dans la première partie de cet article publié dans Kairos n° 67, 5 des 15 dimensions dans lesquelles le processus de chosification déployé par le capitalisme opère : le monde de l'argent nourrit le fétichisme de la marchandise ; le travail assure la rentabilité des entreprises et grossit les chiffres du PIB ; le temps devient pognon ; la politique est renversée au profit des politiques qui assurent la survivance du modèle bourgeois ; les médias, colonisés par les nantis, jouent aux chiens de garde du pouvoir. Place maintenant aux 6 dimensions suivantes qui se trouvent réifiées, à savoir l'École, l'écologie et l'environnement, l'art, l'autre et l'amour, le sujet, la pulsion.

6) L'ÉCOLE

Comme l'analyse le sociologue français Jean-Pierre Le Goff¹, les outils pédagogiques « libérateurs » inondent désormais l'École – qui n'est d'ailleurs pas la seule institution « non marchande » dont la substance est rongée par le langage technicien². Les « boîtes à outils » abreuvent ainsi les instituteurs en panne de légitimité, un peu comme si leur fonction était désormais assimilée à celle du mécanicien qui doit réparer/fabriquer un objet précis. Pullulent en ces lieux les contrats pour les jeunes et autres grilles d'(auto-)évaluation du personnel, autant de marqueurs qui indiquent que c'est la productivité froide du néolibéralisme et le langage managérial issu du monde de l'entreprise qui sont aujourd'hui légions dans ce secteur initialement destiné à canaliser les pulsions des élèves.

Le capitalisme envahit tant et plus des sphères qui étaient autrefois encore préservées de la glaciation généralisée. Il s'agit d'un fait social total³ dans lequel tout dorénavant doit marcher au rythme de l'efficacité, de la rentabilité et de la performance.

La fonction de l'École contemporaine ? Préparer chacun à devenir l'auto-entrepreneur de son capital humain et à rentrer dans le monde du travail aliéné, tout en « s'éclatant » comme il se doit au sein du sacro-saint *Marché* de la consommation. Bref, elle est le premier lieu où se construit désormais le *pers puritain*⁴.

7) L'ÉCOLOGIE ET L'ENVIRONNEMENT

Il est notoire que le capitalisme puise dans la nature les ressources nécessaires à la fabrication de marchandises échangeables sur le *Marché*. La nature abstraite est convertie en objet concret par le processus de réification à l'œuvre. De fait, l'ensemble des objets qui nous entourent – de l'ordinateur qui nous sert à l'écriture de ces lignes, au journal que le lecteur tient en ce moment entre ses mains – constitue une partie de nature chosifiée. Il n'en va pas autrement des mouvements qui défendent l'environnement ainsi que des politiques « écologiques ». Celles-ci vident les mots de leur substance lorsqu'elles prétendent que le développement durable est la solution à nos malheurs alors que le but de la manœuvre est de pérenniser *ad vitam aeternam* le processus d'expansion illimitée en enjolivant le capitalisme d'un vert joyeux. Il s'agit alors pour l'écologie de produire la même crasse, en mieux, plus longtemps, ce qui n'a rien de foncièrement écologique. Quant aux militants, ils ne sont pas en reste. S'inspirant de la « brillante » gestion de la pandémie par les gouvernements, le WWF ne demande rien de moins que l'instauration d'un passe climatique pour « sortir de l'impasse écologique », soulignant que « *l'État a exigé des Français une discipline de fer pour faire face à la crise sanitaire. Nous exigeons du ou de la prochaine présidente [sic] une discipline de fer pour sortir de l'impasse écologique*⁵ ». Et tandis que certaines effigies de la *Lutte* parcourent le monde en voilier pour « sauver le climat » à coup de discours lénifiants, d'autres n'hésitent pas à asperger de soupe aux légumes les œuvres du passé afin de transmettre un message quelque peu ambigu⁶. Le point commun entre ces deux pôles soi-disant

opposés ? La célébration de la nature là où elle n'a jamais été autant réifiée, et donc exécutée.

8) L'ART

Il suffit de regarder une émission telle que *The Voice* pour se rendre compte à quel point le capitalisme sature la musique de son univers technicien. L'interprète et ses vocalises fonctionnelles, à la recherche de la note toujours plus parfaite, règnent ainsi en maître sur l'univers de la chanson, vidant celle-ci de sa sensibilité originelle – d'où le succès de « chanteuses à voix » « légendaires » telles que Céline Dion, dont l'« outil » qui sera le plus apprécié par le public sera un ensemble de cordes vocales surfait (mais d'une efficacité exemplaire), le tout au détriment de l'émotion sincère.

Jacques Ellul avait en son temps souligné avec *Maestro* une manifestation singulière du prodige bourgeois qui consiste à faire de l'artiste un bourgeois comme un autre à partir du moment où il produit une œuvre dans le but de gagner de l'argent⁷. Nous ajouterons qu'aujourd'hui le phénomène de chosification de l'art a pris une plus grande ampleur encore, dans la mesure où tous ne se mettent en scène que pour une seule chose : être vus⁸. On aperçoit ici le capitalisme dans ses plus belles œuvres : d'un côté, il démantèle grièvement le narcissisme du sujet par la chosification qu'il distille partout dans son être ; de l'autre, il promet que l'amour de soi désormais perdu (mais qui n'est, en réalité, jamais advenu) sera retrouvé au travers de l'*Image* enivrante. Le sujet est pris dans une réification à double face. Le piège est parfait, l'aliénation est totale.

Tout ce que touche l'homme aux écus se retrouve souillé⁹ et, tandis que le capitalisme brise l'idée de *Beau* dans son mouvement, la technique qu'il promeut réduit l'art à un pur objet de consommation. On assiste, impuissant, au triomphe de l'utile dans les industries culturelles qui ne produisent et mettent en scène des œuvres que dans une optique technicienne¹⁰. Alors que le capitalisme invertit le travail concret en travail abstrait et sustente de fait le fétiche argent/marchandise, l'art – qui est, comme l'amour et l'âme des hommes qui le portent en eux, par essence abstrait – est retourné en un objet concret prêt à être englouti par les consommateurs. Dans les deux cas, la réification a pour effet de renverser les éléments. De même : alors que la fonction de l'art du grand *Capital* est initialement de l'ordre de l'« utile » (passage de l'abstrait au concret), l'art contemporain met en scène des objets utiles du quotidien pour en faire quelque chose d'abstrait. L'œuvre de Marcel Duchamp « *Fontaine* », qui représente un urinoir inversé en porcelaine est représentatif de ce nouvel art subversif¹¹ – il s'agit en réalité dans notre jargon d'art pervers, perversion venant du latin *pervertere*, qui signifie « retourner », « mettre sens dessus-dessous ».

La financiarisation de l'art qui choque impose *in fine* une pensée unique (outre l'art technicisé, est désormais art ce qui bouleverse les codes en vigueur et qui rapporte du pognon, et si possible un sacré pactole). Quel plus bel exemple que Merde d'artiste de l'italien Piero Manzoni pour souligner cette fécalisation du *Beau* ? L'ensemble est composé de 90 boîtes

de conserves hermétiques qui contiennent les excréments de Manzoni, signées et datées. Il s'agit initialement d'une œuvre « renversante » destinée à critiquer le consumérisme et la masse de déchets qu'il génère – ce qui n'a, bien entendu, pas empêché certaines boîtes de se vendre très cher, la dernière ayant été adjugée pour la modique somme de 275.000 euros durant une enchère à Milan. CQFD.

Mais le plus emmerdant peut-être réside dans le fait qu'il n'existe que très peu d'œuvres contemporaines (livres, films, photographies, peintures, musiques...) promptes à revigorer l'âme et qu'on assiste à un dessèchement global particulièrement inquiétant.

9) L'AUTRE ET L'AMOUR

La plupart des échanges dans la société sont modulés par l'argent. Comme le souligne Jean Baudrillard, rien d'étonnant à ce que les relations soient à leur tour réifiées.

« La perte de la relation humaine (spontanée, réciproque, symbolique) est le fait fondamental de nos sociétés. C'est sur cette base qu'on assiste à la réification systématique de la relation humaine – sous forme de signes – dans le circuit social, et à la consommation de cette relation, de cette chaleur humaine signifiée¹² ».

Travail, échanges commerciaux, sites de rencontre, réseaux sociaux – le philosophe polonais Zygmunt Bauman ironise par ailleurs au sujet des avantages des relations électroniques : on peut appuyer sur la touche « supprimer » lorsque l'autre devient trop encombrant¹³ –, tous participent à cette chosification généralisée du lien.

Il est vrai que, fondamentalement, l'autre constitue une humiliation pour le narcissisme, dès lors que sa présence indique à l'homme qu'il n'est pas seul au monde. Ce refus initial de déceler chez autrui une once d'altérité – rejet qui devrait, si tout se passait bien, être plus tard dévié de sa trajectoire par le parcours d'individuation du sujet et donc par sa progressive sortie de l'enfance – est encouragé à se perpétuer dans le temps par le procès de réification inscrit au cœur de la démarche du capitalisme ; beaucoup de relations deviennent de nos jours liquides¹⁴, incestuelles¹⁵, c'est-à-dire indifférenciées.

La haine radicale de l'autre se maintient *en catimini* dans l'imaginaire capitaliste monnayant une chosification inconsciente qui se traduit par une exacerbation pathologique de la solidarité. C'est ainsi que les « conseils de savoir-vivre » infantilissants – « *Bravo à toi, Margot, qui laisse ta place à ceux qui en ont besoin* » – pullulent dans les transports en commun, tandis que les gouvernements – pour rappel, gardiens de l'ordre cannibale du *Capital*, et donc de la réification (c'est-à-dire du déni de l'altérité) – ont prié les populations de faire preuve de fraternité en obéissant à des règles iniques afin de lutter contre la propagation d'un virus respiratoire – tout en

divulguant, haut et fort, le projet pour les récalcitrants : les emmerder, c'est-à-dire littéralement leur chier dessus¹⁶.

L'amour ne résiste pas à la vague déferlante. Quoi de plus logique ; par quel procédé magique les bases narcissiques de l'individu réifié pourraient être assez solides pour qu'il soit apte à s'aimer raisonnablement – et donc d'aimer l'autre en suffisance ? La fonction de l'amoureux se résume ainsi bien souvent à tranquilliser le sujet face à une angoisse de perte devenue insupportable – le problème, bien entendu, réside dans le fait que l'amoureux devient lui-même source d'angoisse (et donc de haine) dès lors qu'il pêche par son inévitable absence.

Les liens adultes s'étiolent désormais aussi facilement que ceux de l'adolescence. Le partenaire sera remplacé toujours plus impitoyablement lorsqu'il se montre décevant, c'est-à-dire pas assez performant par rapport à la concurrence. Finalement, comme Bauman le souligne, la définition romantique de l'amour – « jusqu'à ce que la mort nous sépare » – est devenue ringarde. Il n'est donc pas étonnant que les relations sans lendemain soient aujourd'hui légions et évoquées sous l'énigmatique nom de code « faire l'amour ».

10) LE SUJET

Hommes et ressources ; tout dans le capitalisme est systématiquement évalué par la raison instrumentale qui synthétise le monde en données chiffrées. L'humain n'échappe pas à la funeste *Loi technicienne* qui consiste à modéliser l'ensemble de la biosphère selon l'unique prisme de la rentabilité. Abîmer au plus profond de son âme par la démarche, il est difficile pour l'homme de s'aimer suffisamment pour ne pas être tenté d'instrumentaliser l'autre de multiples façons afin de restaurer son narcissisme ; la boucle est bouclée. À ses débuts, le capitalisme (de la production) se contentait d'exploiter et de thésauriser sans réinvestissements massifs. Le capitalisme de la consommation va plus loin encore en faisant de la *Jouissance* – de soi et de l'autre – une source de profit directement réinvestie dans la machinerie¹⁷. La suite logique du processus ne devrait-elle pas mener l'homme vers un capitalisme du dépassement de soi, c'est-à-dire vers le transhumanisme ?

Ce dont nous faisons l'hypothèse, c'est que le capitalisme n'est pas qu'un simple modèle économique et qu'il s'agit (et agit) en profondeur, au sein même de la structure psychique des sujets – donnée que ne prennent pas suffisamment en compte la grande majorité des psychanalystes, du moins ceux que nous avons côtoyés et lus – qui se sentent dès lors radicalement – c'est-à-dire en leur racine – insatisfaits d'eux-mêmes¹⁸. La blessure est aujourd'hui soignée au travers de quelques artifices qui consistent à se mettre en scène – selfies, Facebook, X et autres Tik Tok sont les symptômes les plus significatifs du phénomène – en s'appuyant sur l'*Image*, c'est à dire sur le simulacre. Le sujet se terre dans une copie de lui-

même, au point de s'éviter lui-même en tant que tel (difficile, dans ce cas, de soutenir, comme il est de coutume de le faire, que nous vivons dans une société individualiste étant donné que l'individu n'est jamais vraiment advenu¹⁹).

Persuadé de sa propre nullité, l'homme contemporain a la haine de soi. Mais dans la mesure où l'animosité qu'il ressent entamerait encore un peu plus qu'il ne l'est déjà son narcissisme, si elle était conscientisée, celle-ci est projetée sur l'autre²⁰ (les mouvements racistes, mais aussi à vrai dire antifascistes, antispécistes et antisexistes constituent autant de démonstrations limpides de ce transfert particulier où la haine est camouflée par un amour de surface – de la nation, du noir, de l'animal non humain, de la femme transracisée).

Pour Anselm Jappe, nous sommes aujourd'hui confrontés à une situation inédite et diamétralement opposée à celle de l'exploité. Ce dernier en effet aura toujours pour le moins conscience que son exploiteur a besoin de lui et qu'on est donc tenu de lui reconnaître une certaine fonction. C'est ici un sentiment que le sujet auto-entrepreneur ne peut même plus se vanter de pouvoir encore éprouver, depuis que l'exploiteur a été intériorisé et qu'il l'assigne impitoyablement au statut de « collaborateur » actif et responsable unique de son entreprise, c'est-à-dire de son existence²¹.

11) LA PULSION

Il suffit de parcourir avec sérieux la dernière mouture du guide EVRAS²² pour palper à quel point la sexualité est chosifiée par les bien-pensants ; elle y est discutée comme une ressource purement fonctionnelle destinée à améliorer le bien-être général du sujet. C'est à *minima* depuis l'avènement du compromis fordiste que le capitalisme instrumentalise les passions des hommes dans le but de les encourager à consommer à outrance. Ici encore, la publicité, mais aussi plus largement le monde du commerce et du *Spectacle*²³, remplissent une fonction vitale pour la survie du modèle : attiser la pulsion des hommes jusqu'à la lie, c'est-à-dire convertir leur libido en pognon.

Lente agonie du désir, escalade à l'envie de la félicité, la *Jouissance* (c'est-à-dire la satisfaction immédiate de la pulsion) est désormais rendue en tous lieux et en tous temps possible par le gracieux usage généralisé des prothèses numériques portatives et se traduit par la consommation étendue (d'images, de voyages, de culture, de relations. Bref, d'« expériences ») ; *Thanatos* s'agit tant et plus au sein des âmes, tandis qu'*Eros* s'essouffle quelque peu. Il n'empêche : la bataille que se livrent ces deux éternels adversaires²⁴ continue²⁵.

À suivre...

Kenny Cadinu

1. Cf. *La barbarie douce. La modernisation aveugle des entreprises et de l'école*, 1999.

2. Nous faisons bien entendu référence ici aux institutions de soins ou d'accueil qui sont désormais envahies par ce modèle qui intoxique tout ce qu'il effleure de sa langue désaffectée.

3. Cf. Jean-Claude Michéa, *Extension du domaine du capital*, Albin Michel, 2023.

4. Nous devons ce concept au philosophe français Dany-Robert Dufour.

5. Même si l'organisation mentionne que ce passe ne sera pas appliqué aux citoyens, mais seulement aux décisions politiques, le lien réalisé entre la crise du covid-19 et celle du climat est relativement inquiétant. <https://www.wwf.fr/presidentielle2022>

6. De toute autre nature est celui de la décroissance, qui énonce explicitement la nécessité de sortir du modèle capitaliste afin de préserver, non pas la nature – quoi qu'il advienne, celle-ci survivra à la gloutonnerie humaine – mais l'homme en tant que tel. Contrairement à ce que préconise le WWF, il ne s'agit pas ici d'instaurer une « discipline de fer » qui partirait du haut et donc forcément hétéronome, mais, au contraire, de partir du « bas » tout en développant l'agir et la pensée autonomes.

7. Cf. Jacques Ellul : *Métamorphose du bourgeois*, La Table ronde, 1967.

8. Un peu dès lors comme s'il s'agissait de combler une faille fondamentale de la petite enfance durant laquelle le sujet n'a pas eu l'occasion d'être reconnu en tant que tel. Si les parents sont chosifiés par le procès capitaliste et en subissent les conséquences psychiques, comment pourraient-ils en effet ne pas renvoyer en miroir cette réification (et donc cette falsification de l'être) à leur progéniture ? Cette propension généralisée à vouloir être reconnu est en tout cas concomitante avec l'expansion non moins généralisée du capitalisme et du langage technicien dans nos existences.

9. Cf. Serge Latouche, *Le désastre urbain et la crise de l'art contemporain*, Le Bord de l'eau, 2024.

10. Serge Latouche. *Ibid.*

11. Serge Latouche. *Ibid.*

12. Jean Baudrillard, *La société de consommation*, Gallimard, 1970.

13. Cf. *L'amour liquide : de la fragilité des liens entre les hommes*, Rouergue Chambon, 2004.

14. Zygmunt Bauman. *Ibid.*

15. Voir l'ouvrage du psychanalyste belge Jean-Pierre Lebrun, *Les couleurs de l'inceste. Se déprendre du maternel*, Denoël, 2013.

16. Cf. le discours que le président du pays des Lumières (sic) et de la fraternité (re sic) a tenu à ce sujet le 4 janvier 2022. https://fr.wikipedia.org/wiki/Les_non-vaccin%C3%A9s,_j%27ai_tr%C3%A8s_envie_de_les_emmerder

Extrait : « Je peste toute la journée contre l'administration quand elle les bloque. Eh bien, là, les non-vaccinés, j'ai très envie de les emmerder. Et donc, on va continuer à le faire, jusqu'au bout ».

17. Ce qui fait dire à Anselm Jappe que le premier capitalisme cité était tourné vers l'obsessionnalité (et donc vers l'analité – il est bien connu que l'argent renvoie à la merde dans l'inconscient), tandis que le second est plus régressif et met en jeu l'oralité.

18. Nous pouvons ici établir un lien avec les travaux du sociologue français Alain Ehrenberg sur la dépressivité ordinaire. Cf. notamment l'ouvrage *La fatigue d'être soi. Dépression et société*, Odile Jacob, 1998. Citons également le philosophe canadien Charles Taylor, *Le malaise dans la modernité*, Le Cerf, 2002.

19. Cf. l'œuvre de Dany-Robert Dufour.

20. Cf. notre article paru dans le 50^{ème} numéro de *L'Escargot déchainé : Wokisme : de la générosité pour l'homme à la haine de l'autre* : <https://www.escargotdechaine.be/>.

21. Cf. l'ouvrage des sociologues français Luc Boltanski et Eve Chiapello : *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999.

22. Cf. notre article *Psychanalyse de l'EVRAS* paru dans le 62^{ème} numéro de *Kairos*.

23. Cf. Guy Debord, *La société du spectacle*, Buchet et Chastel, 1967.

24. Cf. Sigmund Freud, *Malaise dans la civilisation*, 1930.

25. En réalité, ceux-ci ne sont pas adversaires en tant qu'entités « bonne » et « mauvaise », leurs dynamiques respectives étant subtilement intriquées. Les affaires humaines sont bien plus complexes que la binarité – gentils/méchants ; éveillés/endormis – proposée par le wokisme mais aussi par le complotisme (même si ces mêmes affaires humaines sont indubitablement remplies d'histoires de complots).

Le courr(oux)ier de Guy d'Evrass

Guy d'Evrass est un.e lecteur.e, réel.le ou virtuel.le, dont personne ne connaît le genre. Bien-pensant.e, ael est toujours prompt.e à s'indigner, dénoncer, parfois insulter quand ael est très fâché.e. Fanatiques de la tolérance, nous nous faisons chaque fois un plaisir de la relayer !

Ça fait des mois que je tente de canalisé (sic) la chiasse que j'ai eue à la parution du pamphlet – *Psychanalyse de l'EVRAS* – dans tes colonnes, mais là, je ne peux plus la contenir. Voici donc une mise au point sur tes élucubrations d'hétéronormatif frustré du fion.

Laisse-moi te dire que le « torchon » que tu cites n'est pas de Sacha Daout, mais qu'il est directement issu de ma plume de factchakeur (sic) a-partisan. Ton jet à toi par contre, sûr qu'il a été fait par une entité cisgenre blanche !

Comment je le sais ? Dès l'intro, tu fais preuve de sexisme en faisant appel à la psychanalyse, procédé inventé par Freud qui était, faut-il le rappeler, un cocaïnomane avéré et un misogynne sans scrupule (voir Onfray¹).

Tu prétends qu'il existe des liens entre le Guide et le capitalisme ? Et alors, où est le mal ? Ce système cannibale a largement été domestiqué, grâce à nous. Il s'agit maintenant de l'améliorer afin que tous(tes) soient encadré(e)s au nom de la Liberté et du Bien universel. Et puis, chacun(e) doit pouvoir transgenre gratis. Là est maintenant le combat de la gauche (de la nôtre, trou de balle, pas de la tienne, qui n'existe plus !).

Tu critiques qu'on aborde le consentement avec des enfant(e)s de 5 ans ? Sache que c'est iels qui nous le demandent. Et puis quoi ?! Tu voudrais qu'iels deviennent des victimes non-consentant(e)s ? Un(e) enfant(e), ça doit savoir dire non (ou oui) à l'amour qu'on lui porte, point barre ! Iels doivent donc être capables d'utiliser le « langage sexuel » : « *J'ai un peu trop bu et ne peux donner mon consentement. Prière donc de ne pas me pénétrer par l'anus avec ton pénis en érection* » ; c'est quand même plus clair qu'un simple couinement plaintif, non ? Quant à la famille, bien sûr qu'elle représente un danger ; c'est là qu'il y a le plus de viols non-consentis ! Il est de notre devoir de nous ériger contre elle, pour le bien de tous(tes) les petit(e)s de la Terre.

Les bienfaits de la pornographie ? Mais enfin, la société tout entière est devenue pornographique² ! Comment donc ne pas applaudir lorsque l'on éclaire les enfant(e)s sur la sodomie ?! Autant qu'iels y soient préparé(e)s car, tôt au tard, ça leur tombera dessus. L'amour, c'est du positif et ça n'a que des avantages, bordel de cul !

« Trompes de Fallope » est en effet un terme suranné. Non pas car (sic) ça renvoie (sic) dans l'inconscient à « trompes de salope » (puis l'inconscient, ça n'existe pas), mais parce que c'est machiste de prétendre que c'est une personne avec un pénis qui a découvert cet organe. Dis-toi bien que l'hégémonie du mâle est terminée et que nous réécirons l'Histoire afin de bâtir un avenir meilleur.

Au final, face de binaire, tu fais une fixette sur les trans (alors qu'il n'y a que 12 occurrences du mot dans le Guide – le T de LGBTQ+ ne compte pas), preuve de ta transphobie malade.

Je conclus : il n'existe aucune contradiction entre le fait que notre Œuvre cherche à guider les enfant(e)s tout en stipulant leur droit à l'autodétermination. La preuve : j'ai 5 ans et c'est moi qui ait (sic) écrit le Guide, avec ma permersion.

Sois sûr que nous aurons la peau de Kairos et de tous les fachos de votre genre !

Frieden, Liebe und Freude (nicht der Psychiater, Große Scheiße)³

G. d'E. —

1. *Le Crépuscule d'une idole*.

2. C'est d'ailleurs le « philosophe » transphobe (Dufour) que tu aimes tant qui l'a dit.

3. Paix, Amour et Joie (pas le psy, grosse merde) ! (traduction de la rédaction).

Capturer la géo-ingénierie, pas le CO₂

Dossier coordonné par la rédaction

Il est de ces sujets que l'on hésite à traiter, pour diverses raisons : difficulté à trouver des spécialistes en la matière ; crainte de mettre les pieds dans le « complotisme » ; ou encore estimer qu'il y a d'autres priorités ». La géo-ingénierie fait partie de ces sujets. Ses origines remontant à la guerre froide, tant du côté américain que soviétique, elle est revenue à l'avant-plan depuis une dizaine d'années. Selon sa définition actuelle, elle « prétend délibérément intervenir sur l'environnement à grande échelle, ou intentionnellement modifier le système planétaire lui-même, aux fins de résoudre certaines difficultés écologiques contemporaines, telles que, au premier chef, l'effet de serre additionnel anthropogénique¹. » Est-ce une priorité ? Non, si on se focalise sur la fin du mois plutôt que sur la fin du monde ; oui, si l'on veut prendre conscience d'une mécanique infernale de plus qui nous conduit à l'abîme, pour essayer de l'enrayer. Relève-t-elle du « complotisme » ? À notre sens, non, mais il est possible, dans ce domaine comme dans d'autres, de se laisser exagérément emporter par son imagination. C'est pourquoi nous avons décidé de ne pas nous appesantir sur les fameuses « chemical trails », cette fois-ci, nous laissant le temps de compiler les recherches dans le domaine pour un prochain numéro. Nous ne tirons aucune conclusion définitive à leur sujet. Nous nous sommes également demandé comment faire notre enquête en restant derrière son ordinateur, avec très peu de références bibliographiques disponibles en français (et n'ayant pas vraiment le temps de fouiller dans la bibliographie anglo-saxonne). L'universitaire australien Clive Hamilton a été traduit en 2013 et publié aux éditions du Seuil sous le titre *Les apprentis-sorciers du climat. Raisons et déraisons de la géo-ingénierie*. Nous l'avons contacté et il a accepté un entretien par écrit à distance... qu'il a saboté en éludant, en fuyant des questions qu'il devait certainement juger trop « politiques » et pas « university friendly ». Hamilton est un grand défenseur de la théorie du réchauffement climatique dû au CO₂ — c'est son droit —, mais il pourrait au moins se méfier des dessous de la transition écologique. Ce n'est pas le cas, puisqu'il considère qu'il est « faux de penser que les éoliennes et les panneaux photovoltaïques sont des réponses des élites économiques [à la crise climatique, Ndlr] » (courriel du 10/12/2024 à B. Legros). Alors ces technologies sont-elles de gentils *dei ex machina* qui elle-même tombe des nuages ensemençés ? Un tel déni ou une telle ingénuité laissent pantois !

Les intervenants de ce dossier, membres du conseil de rédaction de *Kairos*, n'ont pas adopté une ligne collapsologique. Non qu'ils mépriseraient cette discipline, mais ils tentent de cerner les contours politiques (Paul Willems), philosophiques (Bernard Legros) et scientifiques (Alain Adriaens et Kaarle Joonas Parikka) de la géo-ingénierie, en s'abstenant de toute mise en perspective psychologique et de toute eschatologie. Nous avons également le plaisir d'accueillir à cette occasion le chercheur et musicien suédois Jacob Nordangård, auteur d'un ouvrage remarquable sur l'empire des Rockefeller². Il nous explique comment ceux-ci sont impliqués dans la géo-ingénierie.

Tout comme le transhumanisme, la géo-ingénierie avance à bas bruit, ne s'est pas encore imposée dans les médias, la fenêtre d'Overton étant insuffisamment ouverte. Les électeurs-consommateurs ont beau révéler la technoscience, faut quand même pas pousser ! Patience, son temps viendra. Seule la presse libre en parle, mais pour la dénoncer, comme notre confrère *La décroissance* dans son dernier numéro (janvier/février 2025), où nous en apprenons sur une lutte citoyenne

contre un projet de captage et stockage de carbone en Ile-de-France. En attendant, nous nous sommes attaqués à ce « gros morceau » où pouvoirs publics, privés et militaires s'entremêlent, avec le concours de scientifiques Folamour — « scientifreak », écriraient les camarades de PMO — grisés par une entreprise prométhéenne : maîtriser les effets de leur immatrise avec le renfort d'une nouvelle maîtrise qui ne fait qu'accroître le degré général d'immatrise... Cercle vicieux ou Ouroboros, choisissez. Nous savons et ressentons tous que le XXI^e siècle est porteur de bien des périls. Une condition pour combattre celui de la géo-ingénierie sera une décolonisation de notre imaginaire (cf. Cornélius Castoriadis et Serge Latouche) « shooté » au progrès technique et au confort. Une autre sera de refuser de remettre notre sort entre les griffes d'experts, pas plus ceux-ci que les arnaqueurs que l'on vit péroter sur les plateaux de télévision en 2020-22. Donc retourner d'urgence au politique, pour tenter d'empêcher une nouvelle étape dans l'autoritarisme étatico-techno-bureaucratique.

Comme l'avait initialement écrit notre illustrateur Mystigris sur la couverture, « Ils seront ingénieurs aux mal ». L'ingéniosité politique et sociale, oui ; la géo-ingénierie, non !

1. Dictionnaire de la pensée écologique, PUF, 2015, p. 468

2. Les Rockefeller maîtres du jeu, Jean-Cyrille Godefroy, 2023. Voir aussi jacobnordangard.se



Illustration : Antoine Demant

Bricoler le climat par la géo-ingénierie

Aujourd'hui, au vu des conséquences catastrophiques qui se multiplient, il devient difficile pour le plus endurci des climatosceptiques de nier la réalité et les effets très négatifs du dérèglement climatique. Mais ce constat est déjà ancien. Depuis les travaux de l'économiste Nicholas Georgescu-Roegen, la grande majorité des scientifiques a partagé le constat que l'accumulation de gaz carbonique (CO₂) dans l'atmosphère provoque une augmentation des températures, ce qui entraîne des modifications du climat. Confrontés à ce phénomène, les partisans d'une croissance à tout prix et donc climatosceptiques ont imaginé de « réparer » cette évolution négative en agissant notamment sur les concentrations de CO₂. On appelle géo-ingénierie cette tentative de modifier le climat terrestre pour limiter les concentrations dans l'air. Mais les apologistes de la réparation refusent donc d'agir sur la source, la croissance continue des émissions de dioxyde de carbone, due à la poursuite indéfinie des activités techno-industrielles. Une image de cette attitude serait celle-ci : confrontés à la menace d'un débordement d'une baignoire dans laquelle l'eau coule à flots, nos défenseurs de la croissance se mettent à écoper plutôt que de fermer le robinet.

Voyons quelles sont les deux grandes catégories de géo-ingénierie.

- Le contrôle du rayonnement solaire qui accroît la température de la Terre quand il est renvoyé par le sol. Il se transforme alors en rayonnement infrarouge qui, capté par les couches supérieures de l'atmosphère, est un composant principal de l'effet de serre.
- L'élimination des gaz à effet de serre dans l'atmosphère principalement le CO₂¹.

CACHER LE SOLEIL

La technique la plus avancée est l'envoi dans la stratosphère² de particules soufrées. Ce procédé est inspiré par le refroidissement terrestre causé par d'énormes éruptions volcaniques et il renverrait vers l'espace les rayons UV. Une simulation postule qu'une diminution de 1,8% du rayonnement solaire atteignant la terre suffirait à compenser le réchauffement climatique consécutif à un doublement de la quantité de CO₂. Selon une analyse, refroidir la Terre en injectant des millions de tonnes de composés soufrés dans l'atmosphère, bloquant le rayonnement solaire, pourrait être peu coûteux. Les chercheurs ont estimé le coût entre 2 et 2,5 milliards de dollars par an. Cependant, la flotte d'avions nécessaires (environ 4.000) pour aller répandre le soufre dans la stratosphère aurait un coût non négligeable. Ces aérosols freineraient aussi le rétablissement de la couche d'ozone protectrice qui commence seulement à se réparer. Cela modifierait aussi la distribution régionale des précipitations, causerait des sécheresses en d'autres endroits et influencerait la mousson. De plus, malgré des expérimentations localisées, on n'a pas pu évaluer l'impact sur la végétation (moins de lumière, donc moins de photosynthèse). Les incertitudes liées à l'injection stratosphérique d'aérosols sont très nombreuses et liées à la quantité de vapeur d'eau dans la stratosphère ainsi qu'à l'impact sur les nuages, entre autres. La couleur du ciel serait blanche et les couchers de soleil très rougeoyants. De plus ce procédé ayant une influence sur l'entièreté de la Terre, il serait très probablement refusé par certaines nations. Il faudrait donc créer une Agence mondiale de régulation du climat.

- Un autre procédé pour freiner le rayonnement solaire serait de saupoudrer le sommet des nuages en y répandant du sel. Cela en augmenterait l'albédo³ et renverrait une plus grande portion du rayonnement solaire vers l'espace.



Illustration : Cassou

- On peut aussi augmenter l'albédo en peignant en blanc tous les toits de la Terre. Mais qui pourrait inciter tous les propriétaires à exécuter ce travail ?
- Certains imaginent de déployer un bouclier solaire situé à environ 1.500.000 km de la Terre. Il serait constitué de 16.000 milliards d'écrans transparents de 60 cm de diamètre, pesant chacun 1 gramme. Ce dispositif pourrait réduire le flux lumineux de 1,8% par déviation des rayons solaires. L'ensemble pourrait être déployé pour un coût global de quelques milliers de milliards de dollars ! Exit donc cette hypothèse.
- Une action de modification de l'atmosphère serait d'arroser les nuages de particules afin de provoquer la pluie. Cette technique est pratiquée depuis longtemps et est efficace. Mais si la pluie tombe ici, elle ne tombera pas là. Des conflits entre régions pourraient donc surgir. (voir ci-dessous)

CAPTER LE CO₂

L'autre catégorie de lutte contre l'effet de serre est d'ôter le trop de CO₂ dans l'atmosphère et de le capter.

- Une première option est d'utiliser la capacité des océans à capter le CO₂. On ne réalise pas que la majorité du gaz carbonique se trouve dans les océans : 38.000Gt contre 6.000Gt dans le carbone fossile, 3.800Gt dans le sol et la végétation et 590Gt dans l'atmosphère. Sans les océans qui captent en partie le CO₂ en excès, la Terre serait bien plus chaude qu'aujourd'hui. Une autre technique proposée pour en augmenter la capture serait de diminuer l'acidité des eaux en y ajoutant de la chaux basique.

- Le CO₂ étant plus capté par les eaux froides, il est hélas ralenti par le fait que les eaux de surface sont assez chaudes. Une solution serait dès lors de faire remonter des abysses les eaux froides. Difficilement réalisable en pratique.

- Une autre idée est de répandre du fer dans les océans, ce qui favoriserait la photosynthèse. Grâce à une chaîne trophique incluant le phytoplancton, le zooplancton et les poissons, de la matière organique tomberait en « neige » vers les profondeurs. Elle serait alors décomposée et relâcherait du CO₂ qui serait capté par l'eau froide.

- Une bonne idée est évidemment de planter des arbres qui captent le gaz carbonique. Hélas, ce à quoi on assiste de nos jours est plutôt une destruction des forêts. Et si on voulait capter beaucoup de CO₂, il faudrait empiéter sur les surfaces cultivées déjà trop réduites. À moins de devenir tous végétariens, les arbres ne seront pas capables d'inverser la tendance à l'augmentation de la concentration du CO₂ (passée de 290ppm⁴ à 350ppm depuis le début de l'ère industrielle).

1. Le méthane est également un puissant gaz à effet de serre. Sur une période de 20 ans, son effet de réchauffement est 80 fois plus puissant que celui du dioxyde de carbone. Il provient principalement des peps de ruminants (vaches) et de la respiration anaérobie dans les rizières. Le méthane lorsqu'il est brûlé dégage du CO₂.

2. La stratosphère est la couche de l'atmosphère située entre 10 et 50 km de la surface terrestre. Par-dessous se trouve la troposphère, responsable des variations du climat.

3. L'albédo est la part des rayonnements solaires qui sont renvoyés par une surface. L'albédo permet de calculer grâce à un facteur entre 0 et 100 le rayonnement solaire réfléchi par une surface. 0 correspondant à une surface absorbant tous les rayons solaires et 100 à une surface renvoyant tous les rayons.

4. Ppm : parties par million, unité de mesure du gaz carbonique présent dans l'atmosphère.

Enfin, la technique qui a le plus de succès actuellement est la CCS (Carbon Capture and Storage). En simplifiant, cela consiste à séparer le CO₂ des autres gaz à la sortie d'une installation émettant beaucoup de CO₂, à le concentrer et à le stocker dans des « puits » de carbone. Ceux-ci peuvent être des couches géologiques imperméables (par exemple les cavités créées par l'exploitation des carburants fossiles).

En Belgique, une expérimentation en cours est la capture CO₂ à la sortie d'une cimenterie⁵. Le CO₂ concentré et pur sera ensuite transporté vers la mer du Nord où il sera enfoui et dissous dans les couches froides des eaux.

En France, un projet imagine de capter le CO₂ du complexe pétrolier du sud de Lyon, de l'envoyer par pipeline jusqu'à Fos-sur-Mer (coût 1,5 milliards €) où, ajouté au CO₂ émis par les usines de Fos, il serait embarqué dans des navires du genre méthanier. Ceux-ci feraient alors le tour de la botte italienne pour l'enfouir dans des couches géologiques du fond de l'Adriatique. Des investissements énormes pour un résultat aléatoire. Il faut espérer que ce projet mégalomane ne voie jamais le jour.

Capter le CO₂ et l'injecter dans le sol ne nous aidera pas à rendre notre économie climatiquement neutre. Telle est la conclusion d'un nouveau rapport rédigé par le cabinet de recherche Energy Comment pour Greenpeace Allemagne. Il analyse les projets CCS développés aujourd'hui dans le monde. Ceux-ci s'avèrent très chers, risqués et difficilement réalisables. Le ministre de l'économie allemand souhaite ouvrir la voie au stockage du CO₂ sous la mer du Nord. Le nouveau rapport prouve à quel point cette approche est climatiquement très risquée. Les quantités de CO₂ réellement injectées dans tous les projets de CCS réalisés sont bien inférieures aux premières estimations. Selon le rapport, il faudrait d'ailleurs jusqu'à 3.300 fois la capacité du plus grand projet européen de CCS à ce jour (Sleipner, Norvège) pour stocker sous terre seulement 10% des émissions mondiales actuelles de CO₂ provenant des combustibles fossiles. Beaucoup d'argent perdu qui aurait pu servir à développer les énergies alternatives.

MILITARISATION

La plus ancienne technique de modification du climat est l'ensemencement des nuages pour faire tomber la pluie et ce,

en les saupoudrant de sels qui accélèrent la condensation et font tomber des gouttelettes. Les premiers essais eurent lieu aux États-Unis en 1946. Depuis lors, des centaines de projets ont vu le jour. Les buts sont de lutter contre les sécheresses, de prévenir les averses en faisant tomber la pluie avant des événements en plein air ou de lutter contre les averses de grêlons (vignes).

Mais les militaires se sont évidemment emparés de la technique. Ainsi, lors de la guerre du Vietnam, l'armée américaine fit pleuvoir sur la piste Hô Chi Minh afin d'empêcher les Viêt-Cong, embourbés, de se déplacer du nord vers le sud⁶.

À l'heure actuelle, tous les pays développent l'ensemencement des nuages dans des objectifs civils, mais aussi pour disposer de cette arme climatique. Toutefois, tous les essais ne sont pas concluants et il faut réunir des conditions précises pour faire tomber la pluie de nuages qui doivent être préexistants.

D'autres applications des procédés listés ci-dessus doivent aussi attirer l'intérêt des militaires, mais les expérimentations sont discrètes et limitées à des surfaces réduites. Des modifications du système climatique seraient trop risquées, quoique... L'armée américaine se demandait quels seraient les effets potentiellement très dangereux de faire exploser une bombe atomique dans l'ionosphère à 30.000 km du sol. Que firent-ils ? Ils réalisèrent l'expérience au-dessus de Hawaï. Le résultat fut spectaculaire. Toutes les communications radio furent très perturbées pendant 36 jours dans une région étendue. Les fusibles de nombreux systèmes électriques sautèrent. De nombreux satellites artificiels furent touchés et plusieurs définitivement perdus. Les effets sur l'ennemi seraient désastreux, ce qui doit donner des idées aux militaires.

ASPECTS ÉTHIQUES

Des détails sur tout ce qui est décrit ci-devant sont développés dans le livre de Clive Hamilton *Les apprentis sorciers du climat*⁷. Ce titre résume bien ce que l'on peut penser des expériences de géo-ingénierie. Les incertitudes sur des essais qui pourraient avoir des conséquences désastreuses devraient inciter à la plus grande prudence. Vouloir modifier le système climatique terrestre est une ambition démesurée. Comme

le dit Hamilton, ceux qui défendent ces projets se prennent pour Dieu.

Nous avons là un exemple du techno-solutionnisme. L'excès de technique et d'industrialisme a amené à une augmentation désastreuse des gaz à effet de serre. Et plutôt que de s'attaquer aux causes, des scientifiques exaltés veulent encore développer de nouvelles techniques hasardeuses. Un météorologue chinois a dit à raison « *Le triomphe de l'humanité sur la nature nous a parfois laissé un goût amer* ». Déjà, nous avons donné naissance à une nouvelle ère géologique caractérisée par des pollutions et une plus grande instabilité climatique. En d'autres termes, si l'on s'engageait dans la voie de la géo-ingénierie, nos aspirations prométhéennes rendraient le monde encore moins contrôlable. L'objectif à terme est de prendre le contrôle de l'histoire géologique elle-même. Que les humains se considèrent comme une espèce à part est une caractéristique du monde moderne.

En fait, l'objectif des promesses utopiques de géo-ingénierie est surtout un moyen de retarder l'échéance de l'acceptation de la nécessité de prendre conscience des réalités écologiques et de retarder la mise en œuvre de modifications des modes de vie de nos sociétés capitalistes. Nous assistons à l'émergence d'un lobby réunissant des chercheurs, des industriels et des investisseurs.

Les travaux récents en sciences du système Terre (GIEC) ont fait progresser nos connaissances, mais aussi révélé l'étendue vertigineuse de notre ignorance.

Alain Adriaens

5. On ignore souvent que le CO₂ émis par la calcination du calcaire pour en faire du ciment est une source importante d'émission de gaz à effet de serre.

6. L'étude du rôle souvent décisif de la météo dans les batailles fait partie des formations d'officier.

7. Clive Hamilton., *Les apprentis sorciers du climat. Raisons et déraisons de la géo-ingénierie*. Seuil, collection anthropocène, 2013, 342 pages.

La géo-ingénierie n'a d'ingénieurs que le nom

La question de la géo-ingénierie comme stratégie de lutte contre le réchauffement climatique et ses conséquences néfastes sur la biodiversité a été discutée au cours de la dixième Conférence des pays signataires de la Convention sur la biodiversité (CDB) qui s'est tenue en 2010. Une décision nommée « X/33 » a été prise, invitant les acteurs concernés (gouvernements, organisations non-gouvernementales, etc.) à « veiller, conformément à la décision IX/16 C sur la fertilisation des océans, la biodiversité et les changements climatiques, en l'absence de mécanismes de contrôle et de réglementation scientifiques, mondiaux, transparents et efficaces pour la géo-ingénierie, et conformément à l'approche de précaution et à l'article 14 de la Convention, à ce qu'aucune activité de géo-ingénierie liée au climat susceptible d'affecter la biodiversité ne soit entreprise, jusqu'à ce qu'il existe une base scientifique adéquate pour justifier de telles activités et une prise en compte appropriée des risques associés pour l'environnement et la biodiversité et des impacts sociaux, économiques et culturels associés, à l'exception des études de recherche scientifique à petite échelle qui seraient menées dans un cadre contrôlé

conformément à l'article 3 de la Convention, et seulement si elles sont justifiées par la nécessité de récolter des données scientifiques spécifiques et sont soumises à une évaluation préalable approfondie des impacts potentiels sur l'environnement¹ »

Lors de la Conférence d'Hyderabad des Nations unies sur la diversité biologique de 2012, « X/33 » a été réitérée, précisant que celle-ci était nécessaire en « l'absence de mécanismes de contrôle et de réglementation scientifiques, mondiaux, transparents et efficaces pour la géo-ingénierie liée au climat² ». La Convention sur la diversité biologique a ensuite publié lors de la 13^{ème} Conférence de Cancún de 2016 sur la biodiversité un avis insistant une fois de plus sur les aspects de la décision X/33 mettant en avant « l'importance de prendre en compte les sciences de la vie ainsi que les connaissances, l'expérience et les perspectives des peuples autochtones et des communautés locales lorsqu'on aborde la géo-ingénierie liée au climat et à la protection de la biodiversité³ ». Malgré ces réserves sur l'application des stratégies de géo-ingénierie qui concernent même la mise en place d'études ou d'essais, le site Geoen-

gineering Monitor⁴ (un site remarquable et accessible à ceux qui désiraient s'informer ainsi qu'avoir un regard critique sur la géo-ingénierie) recense plus de 1.700 projets terminés, en cours et en projet, classés par pays.

Les principales techniques de géo-ingénierie sont la gestion du rayonnement solaire, le captage et le stockage de CO₂ atmosphérique et la fertilisation des océans. L'objectif des modifications atmosphériques (par création et blanchissement de nuages en injectant des aérosols stratosphériques) est de réfléchir les rayons solaires afin de refroidir le climat (mimant ainsi l'effet des grandes éruptions volcaniques). Quant au stockage de CO₂ et à la fertilisation des océans, leur but est de diminuer le carbone atmosphérique. Dans le premier cas, cela se réaliserait, par exemple, par son stockage dans le sol ou en l'enfouissant dans la roche ou les profondeurs marines, alors que la fertilisation des océans consiste à nourrir les organismes (comme le phytoplancton) consommateurs de CO₂. Parmi les nombreuses interrogations concernant la mise en œuvre de ces techniques figure notamment la question des répercussions sur la biodiversité. Hélas, la réponse à cette



Illustration : Mickomix

dernière reste floue, mais également difficilement prédictible, car pour l'instant il n'existe que peu de littérature scientifique consultable qui permettrait d'évaluer l'impact de la géo-ingénierie sur les écosystèmes. En effet, malgré les nombreux projets en cours, la majorité de la littérature est basée sur de la modélisation, qui par essence, ne peut prendre en compte toutes les relations complexes d'un écosystème... Au mieux, il peut s'agir d'une estimation plus ou moins réaliste, mais qui ne peut prétendre à l'exactitude. La crise sanitaire n'a été qu'un exemple parmi d'autres de l'utilisation abusive de modèles peu fiables...

Le Center for international Environmental Law, une organisation non gouvernementale américaine qui vise à « utiliser le pouvoir du droit pour protéger l'environnement, promouvoir les droits de l'homme et assurer une société juste et durable » et dont le site internet pourrait intéresser les lecteurs qui aimeraient s'informer sur les risques de la géo-ingénierie, émet les critiques suivantes.

1. Elle constitue une distraction dangereuse, car elle ne se préoccupe pas des causes profondes du dérèglement climatique, mais crée au contraire l'illusion d'une solution simple et rapide, prolongeant ainsi notre dépendance à l'énergie fossile ;

2. Son application aurait des répercussions massives et imprévisibles au niveau environnemental, politique et social ;

3. les données scientifiques disponibles sont limitées [voire inexistantes, NDLR] et les essais à des fins de recherches scientifiques pourraient déjà risquer de causer un impact non négligeable, potentiellement irréversible et de durée inconnue sur la biodiversité et les populations précaires (c'est-à-dire les peuples autochtones, paysans, pêcheurs, communautés rurales...) ; elle serait de nature imprévisible et par conséquent, les risques associés à son implémentation le sont également. De plus, de nombreuses technologies de géo-ingénierie impliquent de causer une pollution environnementale délibérée persistant sur des décennies, voire des siècles.

Ces objections reviennent fréquemment dans la littérature scientifique et malgré ces réserves et le fait que la géo-ingénierie viole le droit international (étant ainsi de facto soumise à un moratoire), plusieurs projets sont en cours. Une majorité de ces derniers sont liés à la vente de crédits carbone (ou de

compensations) et sont pilotés par les marchés du carbone. Le soutien politique et financier proviendrait en particulier d'un petit groupe d'ingénieurs d'élite, d'une poignée de milliardaires et d'un groupe croissant de politiciens de droite (dont beaucoup d'anciens climatosceptiques)⁵. À ce propos, le Forum économique mondial nous assure *heureusement* sur son site que « des recherches plus inclusives et fondées sur des données probantes permettront de prendre des décisions plus éclairées sur les options permettant de lutter contre le changement climatique [...] Un nouvel ensemble de lignes directrices vise à garantir que toutes les voix soient entendues et que les risques et les avantages soient évalués avant que des décisions en matière de recherche climatique ne soient prises [...] Il n'existe pas de solution miracle ; le monde a besoin d'une réflexion courageuse et ambitieuse pour réduire fondamentalement les émissions mondiales et changer de cap face à la crise climatique. ». Nous voilà rassurés. L'Union européenne, pour sa part, liste bien les risques liés au déploiement des technologies de la géo-ingénierie, tout en glissant par-ci par-là des phrases de ce type : « Bien que la modification du rayonnement solaire ne soit pas encore spécifiquement incluse dans les programmes officiels d'atténuation, l'absence de mesures concrètes de réduction des émissions pourrait forcer son déploiement futur⁶. »

La société civile (surtout la bien-pensante) est divisée sur la question de la géo-ingénierie, tout comme elle l'est sur le sujet des voitures électriques en tant que mesure de lutte contre le réchauffement climatique : une partie est contre, car elle reconnaît les contradictions, l'inefficacité, voir la contre-productivité liées à l'usage des technologies, alors qu'une autre partie technoprogessiste accueille à bras ouverts l'arrivée des avancées miracles qui résoudront les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Ce faisant, elle participe à un faux débat et passe à côté des « vraies questions » portant sur le climat, dont par exemple : « Peut-on lutter contre le dérèglement climatique uniquement avec des outils technologiques ? La question de la crise climatique, est-elle fondamentalement de nature scientifique/technologique ou plutôt philosophique, politique et sociale ? Quel est notre rapport à l'environnement ? Quid des considérations éthiques liées aux solutions technologiques qui modifieront la météo, le climat, l'environnement, la planète ? » Pour l'historien et penseur Lynn White, la source de la crise écologique du XX^e siècle est la puissance colossale créée par l'union de la science et de la technologie à l'ère moderne, ainsi qu'une vision du monde qui justifie l'utilisation

de cette puissance pour contrôler la nature. Sa critique vise les croyances selon lesquelles le pouvoir technologique est essentiellement une force bénigne et progressiste, et que les humains ont le droit de soumettre la Terre et ses ressources. À l'inverse, les philosophes Dale Jamieson et Stephan Gardiner se posent la question de l'(in)action face à une urgence climatique : ne faudrait-il pas agir en utilisant les moyens de la géo-ingénierie, plutôt que de garantir aux futures générations, par notre inaction, un climat invivable ?⁷. Mais la question se pose alors : qui devrait définir les critères de réussite et dans quelle mesure le succès serait-il défini ?

Au final, il n'est pas nécessaire d'être scientifique pour se rendre compte que le climat est un sujet extrêmement complexe, comme l'est celui de la biodiversité. D'un point de vue scientifique, la gestion de ces deux facteurs, même séparément, est actuellement quasiment impossible : il y a trop de variables qui entrent en ligne de compte. Par conséquent, il n'est pas concevable en l'état actuel de prédire l'effet d'une modification d'un système hypercomplexe sur un autre système hypercomplexe. Nous devrions plutôt nous poser les questions pertinentes et tenter d'agir en amont plutôt qu'en aval. Malheureusement, plusieurs articles ont déjà été publiés sur la toile sur *Les leçons à tirer de la crise covid pour mieux implémenter la géo-ingénierie*⁹, ce qui ne présage rien de bon...

Kaarle Parikka

1. Convention on Biological Diversity – Climate-related Geoengineering and Biodiversity: <https://www.cbd.int/climate/geoengineering>. C'est nous qui soulignons.

2. Idem 1.

3. Convention on Biological Diversity - Decision adopted by the conference of the parties to the convention on biological diversity. CDB/COP/DEC/XIII/14, 8 décembre 2016

4. Geoengineering Monitor: <https://www.geoengineeringmonitor.org/>.

5. Center for international Environmental Law : <https://www.ciel.org/issue/geoengineering/>.

6. European Commission, Knowledge Centre for Biodiversity - Biodiversity and climate-change mitigation: *geoengineering and negative-emission technologies*.

7. Scott, D. (2012) Geoengineering and Environmental Ethics. *Nature Education Knowledge* 3(10):10

8. Center for international Environmental Law - *The Risks of Geoengineering Accelerating Biodiversity Loss and Compounding Planetary Crises*

9. Par exemple: Buck, H., Geden, O., Sugiyama, M. et al. Pandemic politics—lessons for solar geoengineering. *Commun Earth Environ* 1, 16 (2020). <https://doi.org/10.1038/s43247-020-00018-1>

Géo-ingénierie : les racines philosophiques

« *Préserver l'environnement, c'est d'abord admettre que la nature n'a besoin ni de nos connaissances, ni de nos techniques, ni même de nos vies pour exister*¹. »

Christian Godin, 2012.

Tout phénomène a sa généalogie. Le but du philosophe-historien² est de la reconstituer, en rappelant le passé pour éclairer le présent et, dans une certaine mesure, l'avenir. On dit/lit souvent que la volonté de dominer la nature est apparue avec la modernité, et définitivement installée un peu plus tard avec la révolution industrielle. Avant d'y revenir, constatons que ce programme de maîtrise semble être né bien plus tôt. Il serait inhérent à l'humanisation. Pour conserver un avantage adaptatif sur les autres espèces, l'être humain s'est montré, dès le paléolithique, enclin à, pour ne pas dire avide, d'exploiter son milieu naturel, d'abord par la chasse et la cueillette, plus tard par l'agriculture et l'élevage. Un prédateur par essence ? Oui, d'une certaine manière. Deux philosophes en ont eu l'intuition : le Français Jean-Jacques Rousseau (1712-1778) dans *Émile*, et l'Anglais John Stuart Mill (1806-1873) : « *Tout ce que le genre humain entreprend pour améliorer sa condition consiste dans une large mesure à contrarier l'ordre de la nature*³. » Mais comme en ces temps lointains la démographie était faible et l'état des techniques, utilisant exclusivement les énergies renouvelables, frustrés, l'impact sur la nature restait limité, celle-ci ayant tout le loisir de se régénérer. Et il le resta pendant des millénaires, ce qui laissa penser que les activités productives pouvaient se poursuivre indéfiniment, tout en se métamorphosant. À leur tour, les systèmes politiques, religieux et sociaux empêchaient les hommes d'échapper à leur condition sociale, pour le meilleur – la sauvegarde de la niche écologique humaine – et pour ce que nos contemporains considéreraient comme le pire – l'absence d'émancipation et de liberté individuelle, celles-ci n'étant pas encore arrivées au seuil de la conscience collective. Si l'humanité n'avait pas changé fondamentalement de trajectoire avec la modernité, *peut-être* aurait-elle pu imaginer se pérenniser à l'échelle si pas cosmique, du moins à très longue échéance. C'est l'impératif éthique que défendait le philosophe Hans Jonas : garantir à tout prix les conditions d'habitabilité de la Terre pour les générations futures, à long terme⁴. Nous sommes, jusqu'à nouvel ordre, loin de l'objectif...

Revenons à la grande rupture où la civilisation occidentale a cessé de se soumettre à la nature, a même refusé de négocier avec elle, pour simplement la dominer. À partir de la Renaissance, l'humanisme fit son grand retour et la science moderne expérimentale prit son essor, avec Pic de la Mirandole, Léonard de Vinci, André Vésale, Giordano Bruno, Nicolas Copernic, sans oublier le rôle joué par le christianisme⁵. La tendance se poursuivit au XVII^e siècle avec Galilée, Johannes Kepler, Isaac Newton, Robert Boyle, René Descartes, Francis Bacon, ce dernier affirmant haut et fort le devoir de dominer la nature, considérée désormais comme une simple réalité physique, un stock de ressources à exploiter. Science et philosophie commencèrent à se séparer en deux disciplines distinctes. Le monde se fit nombre⁶, le réel se « mathématisa ». Au siècle des Lumières (XVIII^e), ce fut la consécration des évolutions précédentes ; les traditions, les mythes populaires, le paganisme et, dans une moindre mesure, la religion, reculèrent au profit de la rationalité instrumentale et d'un ordre mécanique de la nature doté de lois à découvrir. Denis Diderot, Nicolas de Condorcet et Voltaire en France, Emmanuel Kant en Allemagne, Adam Smith, David Hume et John Locke en Grande-Bretagne e. a., posèrent les bases de la philosophie libérale. Le monde se « désenchantait » à l'occasion de « *l'expansion illimitée de la*

maîtrise rationnelle » (cf. Cornélius Castoriadis). L'idée que l'on peut (et doit) organiser scientifiquement l'humanité, en toutes ses composantes (y compris morales), faisait son chemin. La dernière étape survint au siècle suivant. Le capitalisme industriel consacra l'empire de la Science, qui vira immédiatement à technoscience : la technique et la science s'entre-fécondèrent dans un mouvement évolutif de renforcement réciproque, sans suspension et empêchant toute réactivité. Le scientisme triompha, e. a. avec Ernest Renan et Auguste Comte en France. La technoscience se poursuit de nos jours avec la convergence NBIC⁷ et intelligence artificielle, marchepieds du transhumanisme et de la Singularité technologique, ce moment hypothétique (vers 2045) où l'intelligence des machines aura définitivement supplanté celle de l'être humain.

Aucun parti ne remet en cause le rôle et la puissance de la technoscience. La gauche post-marxiste, la droite (libérale et extrême) et même l'écologie institutionnelle s'accordent sur elle, car le politique est soumis à la technocratie, cette « *idéologie de l'asservissement à la technique*⁸ » dont les géo-ingénieurs sont partie prenante, qu'ils soient au service d'une entreprise ou d'une armée. Ce prométhéisme, cette démesure, ce constructivisme, cet artificialisme, quel que soit le nom qu'on lui donne, caractérise notre temps, que cela prenne la forme du calcul algorithmique, du transhumanisme, de la conquête spatiale ou de la géo-ingénierie. Nous vivons sous le joug de la loi inexorable de la révolution industrielle : nous adapter au monde objectif pour survivre, alors que plus personne ne contrôle de A à Z l'évolution et l'orientation de la technoscience, ce que Jacques Ellul et Günther Anders avaient compris dès les années 1950⁹.

Une question souvent débattue est celle-ci : même si l'homme en a manifestement l'intention, a-t-il le pouvoir de bouleverser à ce point l'ordre de la nature ? N'est-ce pas là pécher par excès d'orgueil et d'anthropocentrisme¹⁰ ? Difficile de répondre à cette question. C'est ici qu'intervient le concept d'Anthropocène, datant du début de ce siècle. Une nouvelle période géologique, succédant à l'Holocène, verrait les forces humaines concurrencer les forces telluriques, non pas localement, mais à l'échelle de la planète. Sa date de naissance varie : est-ce la révolution néolithique avec l'apparition de l'agriculture ? La révolution industrielle avec l'invention de la machine à vapeur ? Ou l'après Seconde Guerre mondiale avec la mise en place de la société de consommation de masse et l'explosion de tous les paramètres énergétiques ? La question n'est pas tranchée. L'Anthropocène a également un aspect normatif : l'homme se doit de gouverner la nature, de gérer la biosphère. Des penseurs tels Bruno Latour (1947-2022), Philippe Descola et Timothy Morton aujourd'hui, estiment que la nature en tant que telle a « disparu », n'est plus une entité séparée, car « dénaturée » par l'interconnexion généralisée des humains, des « hybrides »¹¹ créés par eux et de ce qui resterait de « nature ». Cette pensée typiquement postmoderne, exsudant une haine plus ou moins prononcée de la nature¹² et découlant de la cybernétique, justifiera la géo-ingénierie.

Y a-t-il une issue de secours philosophique ? On peut laisser la nature être pour se concentrer sur la vie morale et politique, à l'instar de Socrate. Si l'on se soucie d'elle, alors s'y soumettre, s'initier à son mystère par l'art et la philosophie. C'est l'attitude orphique (cf. Pierre Hadot), qui peut être complétée par une observation scientifique. Terminons avec la proposition

d'Anne Dalsuet : « *Seule une pensée post-métaphysique de la technique, affranchie d'une volonté de maîtrise, pourrait nous aider à appréhender la crise aujourd'hui*¹³. »

Bernard Legros



Deux variétés d'exploiteurs de la nature

1. Christian Godin, *La haine de la nature*, Champ Vallon, 2012, p. 76.
2. Je considère comme essentielle cette interdisciplinarité-là. Chez les philosophes, s'intéresser à l'histoire est courant – Hannah Arendt et Michel Foucault en étant les archétypes au XX^e siècle –, mais l'inverse est beaucoup plus rare. La majorité des historiens ne goûtent guère à la spéculation intellectuelle et veulent s'en tenir strictement aux faits, ce qui finit par rétrécir leur pensée, enfermée dans le positivisme. Il y a heureusement des exceptions, comme Lewis Mumford jadis, Timothy Mitchell, François Jarrige, Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz aujourd'hui.
3. Cité in Jean-Claude Liaudet, *Le complexe d'Ubu ou la névrose libérale*, éd. Fayard, 2004, p. 137.
4. Cf. Hans Jonas, *Le principe responsabilité*, Flammarion, 1990 (première édition en 1979).
5. Selon l'historien Lynn White (1907-1987), la science moderne est une sorte d'extrapolation de la théologie naturelle occidentale. In Dominique Bourg & Alain Papaux, *Dictionnaire de la pensée écologique*, PUF, 2015, p. 850.
6. Cf. Olivier Rey, *Quand le monde s'est fait nombre*, Stock, 2016.
7. Nanotechnologie, biotechnologie, informatique et neuroscience.
8. Ippolita, *Internet, l'illusion démocratique*, La Différence, 2017, p. 132. Cf. également Marius Blouin, *De la technocratie. La classe puissante à l'ère technologique*, Service compris, 2023 : « [...] la technocratie est la classe du savoir, de l'avoir et du pouvoir. », p. 9.
9. Cf. *La technique ou l'enjeu du siècle*, Armand Colin, 1954 et *L'obsolescence de l'homme* [Die Antiquiertheit des Menschen 1. Über die Seele im Zeitalter der zweiten industriellen Revolution], C. H. Beck, 1956.
10. Le philosophe Dominique Bourg distingue l'anthropocentrisme d'immersion dans la nature (Aristote) de l'anthropocentrisme d'arrachement (la démiurgie). Nous considérons ici la seconde acception.
11. « *Mêlant données scientifiques, décisions politiques, enjeux économiques, ces objets hybrides* [Tchernobyl, OGM, sida, amiante, sang contaminé, vache folle, problèmes environnementaux globaux, pollutions chimiques] *sont venus questionner l'évidence du progrès.* » In Jacques Testart, Agnès Sinaï, Catherine Bourgain, *Labo planète, ou comment 2030 se prépare sans les citoyens*, Les Mille et Une Nuits, 2011, p. 129.
12. Cf. Christian Godin, *op. cit.*
13. Anne Dalsuet, *Philosophie et écologie*, Gallimard, 2010, p. 117.

La géo-ingénierie dans les institutions

Le droit est une fiction. Mais une fiction à laquelle croient ardemment ceux qui l'élaborent, convaincus qu'il est le garant d'un avenir et même de la liberté. Cette fiction consiste à prétendre que les sociétés qui l'appliquent sont justes et organisées. Organisées, oui, mais justes, non. Ces sociétés sont injustes. Et le droit et surtout son idéologie servent à faire passer cette injustice pour de la justice. Ce qui est vrai du droit interne, l'est tout autant du droit international. Sont généralement considérés comme criminels des dirigeants du Sud global dont on ruine le pays et dont on affame la population, ou dont on plonge le pays dans la guerre. Le droit tient alors un rôle similaire à celui de la logique canonique qui a servi pendant des générations à envoyer à la potence de prétendus hérétiques. En d'autres mots, il sert avant tout à promouvoir une hégémonie. Mais à quoi sert-il quand certains peuvent tout se permettre et d'autres rien ?

Au fil des décennies, l'environnement est devenu un terrain que le droit et les juristes ont tendance à réglementer. Il s'agit de définir ce qui le pollue ou même ce qui le détruit et de le sanctionner.¹ Mais quand on connaît un peu ce domaine, on comprend que le droit vient assez tard dans l'histoire pour tenter de réglementer les choses. Mettre des peuples au travail en les privant des ressources naturelles dans lesquelles ils ont l'habitude de puiser est une pratique constante des puissances colonialistes. Décimer les troupes d'éléphants, de gnous, ou d'antilopes, qui représentaient une nourriture abondante pour certains peuples, au point d'en provoquer l'extinction, n'a jamais fait l'objet de sanctions. S'il est tant question du danger d'extinction des orangs-outangs, c'est parce que la compagnie qui détruit leur environnement pour y planter du palmier à huile a son siège en Malaisie. Cargill, lui, produit du palmier à huile de manière éthique.

Polluer les côtes dans certaines régions du monde, polluer massivement l'environnement avec des déchets miniers ou pétroliers, ou en diffusant du poison dans des fleuves ou dans la nappe aquifère... sont des pratiques qui sont systématiques. En général, c'est le droit du plus fort qui prévaut. Pas le droit ni la justice.

Le colonisateur a déforesté massivement l'Afrique et l'Amérique du sud, espérant sans doute faire coup double : à la fois affamer les colonisés et favoriser des monocultures intensives, sinon faire pleuvoir (l'on croyait à l'époque au bien-fondé de ce genre de méthode). Le questionnement actuel sur le climat et sur le cadre institutionnel à mettre en place pour protéger l'environnement tend à faire passer les nations qui ont le plus dévasté la nature pour des nations respectueuses de l'environnement.

La géo-ingénierie précède le questionnement actuel au sujet du climat au point que certains se demandent si ce n'est pas elle qui serait à l'origine des dérèglements qui passent pour un réchauffement global du climat.

Le besoin de la communauté scientifique et de certains juristes, d'élaborer et de tenter d'imposer au monde tout un plan pour l'environnement, et la réglementation qui le concerne, pose question. Une fois de plus, ne s'agit-il pas de sacrifier le Sud global et de garantir au Nord une sorte de stabilité sur le plan climatique, tout en faisant mine d'indemniser les victimes du climat. Pour les puissances du Nord, il ne fait aucun doute que le droit est leur domaine, qu'elles sont les seules à pouvoir l'élaborer, l'appliquer, et à être en droit de sanctionner ses violations. Elles s'intitulent ainsi protectrices du reste du monde et décernent bons points et mauvais points en fonction de leurs intérêts. Ce genre de projet de réglementation est en bonne voie.

Je ne vais pas traiter ici en détail de toutes ces réglementations. Elles ne sont pas nombreuses et sont peu contraignantes. Mais leur discussion n'en est pas moins relativement complexe dans la mesure où sont surtout en cause le droit et son idéologie. Ou du moins, où il s'agit avant tout de s'interroger sur la portée et l'efficacité de ce droit, sur le sens et le non-sens de laisser des institutions l'appliquer et le sanctionner, des institutions qui auraient leur siège où ? En Chine, aux États-Unis, en Russie. Ou à La Haye, Genève ou Lisbonne ? Qui aurait la possibilité de mener des enquêtes *ad hoc*, de dévoiler les petits secrets des grandes entreprises de géo-ingénierie ?

C'est à l'échelon militaire qu'ont été formulées les premières normes et conclue la première convention qui concernent la géo-ingénierie. En 1976, la Convention ENMOD², juste après la guerre du Vietnam, au cours de laquelle les États-Unis ont effectué plus de 2.000 missions d'ensemencement de nuages dans le but de noyer la piste Hô Chi Minh, un chef-d'œuvre d'art militaire qui a permis de renverser momentanément le rapport des forces militaires en Indochine en faveur des Sud-Vietnamiens au cours de la guerre, a interdit l'usage militaire de la géo-ingénierie lorsqu'il porte préjudice durablement à l'environnement.

Bien malins cependant ceux qui seraient en mesure de prétendre que ces techniques qui ne cessent de se diversifier, déguisées sous des motifs purement économiques, ne servent pas à exercer aussi des pressions diplomatiques ou militaires sur certains pays. Cuba, et l'Iran ont, tour à tour, accusé les États-Unis de recourir à ces techniques pour dévier, dans un cas un ouragan sur La Havane, et, dans l'autre cas, pour provoquer une sécheresse.

Et de toute manière, en cas de conflit d'une certaine gravité, il est peu probable qu'il soit tenu compte de ce genre de convention, la différence se situant surtout dans les moyens dont disposent les États pour dissimuler leur stratégie climatique ou autre et pour en nier les conséquences.

Dans le cadre des mesures mises en place pour lutter contre ledit réchauffement climatique, une autre réglementation, beaucoup plus récente, non juridique, autorise désormais leur déploiement à des fins expérimentales. Mais, en ce qui concerne la géo-ingénierie, il est très difficile de déterminer quand on a affaire à des expériences localisées ou limitées et quand on a affaire à autre chose.

L'utilisation de la géo-ingénierie sur le plan local par certains gouvernements pour développer par exemple leur agriculture pose également la question de son impact sur la nature et la société dans les pays frontaliers. Les entreprises, le plus souvent américaines, qui exploitent ces techniques ont des clients dans le monde entier. Inutile de dire que la question ne se pose sur un plan juridique (colloque de Rennes) que depuis que des puissances industrialisées occidentales et démocratiques sont également en mesure d'être concernées par leurs effets.

Des gens que l'on accuse de complotisme accusent certains milliardaires, désireux d'accaparer à bas prix les terres les plus fertiles de la planète, de ruiner l'agriculture dans certaines régions en recourant à la géo-ingénierie. Et du reste,



Illustration : Cassou

un milliardaire comme Bill Gates multiplie les initiatives et investit pour promouvoir la bio-ingénierie. Il se fait que, de nos jours, certains États, gouvernements, dirigeants, et ceux qui les conseillent, font plus que tirer sur des ficelles.

Pour le moment, les experts climatiques et les commissions chargées de mettre en train la machinerie de la géo-ingénierie climatique s'interrogent surtout sur l'utilisation de cette dernière pour lutter contre le réchauffement climatique, autrement dit sur l'opportunité d'un déploiement aérien, spatial, océanique, et même terrestre, dans la mesure où il est question de préserver des glaciers et un certain niveau d'enneigement, qui concernerait tous les pays en même temps. Inutile de dire que ces techniques pourraient également servir à dissimuler des opérations militaires et même à nier tout caractère intentionnel en cas de conséquence néfaste pour l'une ou l'autre région du monde. Sans parler du risque de causer des dégâts irréparables à la nature et au climat en particulier à un échelon global. Ce risque est caractéristique de notre époque qui, de ce fait, porte le nom d'anthropocène.

Paul Willems

1. Notamment la Convention de Londres (1972) sur la prévention de la pollution des mers, modifiée en 2013 dans le but de créer des règles contraignantes pour encadrer toute opération de géo-ingénierie marine et la Convention sur la diversité biologique, rédigée à l'occasion de la conférence des Nations unies sur l'Environnement (1992).

2. Convention ENMOD : Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles, adoptée à New York par les États réunis à la Conférence du désarmement le 10 décembre 1976, et entrée en vigueur le 5 octobre 1978.

3. Dans le rapport de la Commission mondiale sur la réduction des risques climatiques liés au dépassement (Climate Overshoot commission) présidée par Pascal Lamy, établie en 2022, après le Forum de Paris, l'acronyme CARE pour *Cut, Adaptation, Remove, Exploration* est censé symboliser l'approche à utiliser pour mener des expériences de géo-ingénierie solaire.

Les Rockefeller, acteurs de la géo-ingénierie

Il y a des oligarques médiatiques comme Bill Gates, Mark Zuckerberg, Jeff Bezos, et avant tout Elon Musk, et d'autres qui se font beaucoup plus discrets mais n'en sont pas moins agissants et dangereux. Bien qu'illustre, la famille Rockefeller fait partie de ceux-ci. Le chercheur suédois en science politique Jacob Nordangård les voit comme les maîtres du jeu mondial. Il leur a consacré une étude très documentée parue aux éditions Jean-Cyrille Godefroid en 2023. La géo-ingénierie n'est que la pointe de l'iceberg de leur implication dans « l'écologie ». L'entretien est bref, mais suffisant pour nous ouvrir les yeux sur les coulisses du spectacle.

Pourquoi et comment la famille Rockefeller a-t-elle mis la main sur l'écologie ? Depuis quand ? Avec quelles implications ?

La famille Rockefeller et les fondations qu'elle chapeaute se sont investies dans les questions écologiques depuis les années 1940. La Conservation Foundation, fondée en 1948 par Laurance Rockefeller entre autres, est une préceuse. Elle s'intéresse principalement au contrôle des ressources naturelles et humaines. Sa thèse est que si la croissance démographique n'est pas gérée de manière adéquate, alors elle entraînera un effondrement de la société. C'est pourquoi ils ont œuvré à renforcer une coopération internationale par l'intermédiaire des Nations unies dans le but de créer un organe directeur mondial (placé au sein du conseil de tutelle de l'ONU) qui supervise tous les processus vitaux. Ils préconisent aussi depuis longtemps différentes solutions technologiques pour gérer les problèmes du monde. Le résultat final est un système technocratique dans lequel l'influence des citoyens est pratiquement inexistante.

Les Rockefeller sont-ils impliqués dans la géo-ingénierie ? Le cas échéant, de quelle manière ?

En 1958, au sein du Rockefeller Brothers Funds Special Studies Project, le climat a été identifié comme le futur problème environnemental mondial. Il fut démontré que les forces

météorologiques avaient besoin d'être contrôlées au niveau international. Cependant, les fondations directement impliquées dans la géo-ingénierie sont rares. C'est un domaine qui, en grande partie, repose sur la recherche militaire et les investissements de l'État. Les fondations des Rockefeller ont participé au financement de la recherche climatique et ancré dans le monde politique les solutions technologiques comme la géo-ingénierie.

La géo-ingénierie est-elle une simple réponse politique à la crise environnementale, ou bien une solution technoscientifique crédible ?

Les solutions technologiques s'avèrent les plus utiles pour tous les développeurs. Elles ont des raisons purement commerciales. Un exemple est le captage et le stockage du carbone (CSC), où le dioxyde de carbone est injecté dans des puits de pétrole en voie d'épuisement afin d'extraire le dernier pétrole difficile à atteindre. Les producteurs de pétrole en tirent évidemment le plus grand profit. D'autres propositions semblent désespérément irréalistes et constituent surtout des gouffres pour les contribuables.

Qu'est-ce que la géo-cybernétique ?

Elle a déjà été décrite en 1998 par le climatologue Hans Joachim Schellnhuber (institut Potsdam) comme « l'art de contrô-

ler adéquatement le système dynamique complexe de la terre en tenant compte de toutes sortes d'incertitudes ». C'est une idée grandiose pour piloter le système terrestre à l'aide de la technologie, en collectant des données sur tout et sur tous, dans le but de modéliser les possibilités de développement futur. Cela en devient une forme de « boule de cristal numérique » où l'information est conçue pour orienter le monde dans la « bonne » direction. Selon Schellnhuber, un tel système exige que les nations abdiquent d'une part importante de leur souveraineté au profit de Nations unies « musclées ». C'est ce type d'évolution que la charte des Nations unies pour l'environnement, qui vient d'être signée en septembre 2024, est censée réglementer, pendant qu'un acteur comme l'Institut Potsdam a proposé que tous les systèmes de maintien de la vie soient administrés collectivement.

Propos recueillis à distance et traduits par Bernard Legros, janvier 2025.

Le grand retournement.

Comment la géo-ingénierie infiltre les politiques climatiques

Le grand retournement fait le point concernant le projet d'utiliser la géo-ingénierie dans le but de combattre le réchauffement climatique. Il est de moins en moins question de limiter les émissions massives de CO₂ en transformant les activités humaines, et de plus en plus question de se servir de la géo-ingénierie pour capter le CO₂ soit en le produisant et en l'enfouissant (BECCS), soit en le captant directement dans l'atmosphère (DAC) ou en empêchant le rayonnement solaire de la réchauffer (SRM). Mais on est loin de maîtriser le climat à l'échelon de la Terre entière en se servant de la géo-ingénierie. L'ouvrage décrit la plupart des techniques élaborées ces dernières décennies pour y parvenir, leurs échecs et les débats à leur sujet, et évoque les intérêts de ceux qui tentent de les promouvoir. Mais, pour certains, l'homme est appelé à fabriquer sur mesure son environnement. Il y a des décennies qu'on procède à l'ensemencement de nuages. Pourquoi ne pas passer à

l'échelon supérieur en procédant étape par étape ? Les militaires, bien sûr, sont sur la brèche. Au sein de commissions *ad hoc*, des experts planchent sur le cadre et notamment à propos de la législation à mettre en place, et sur la méthode à utiliser. Le monde scientifico-politique ne manque pas d'imagination. Les uns croient que seule la technologie peut sauver la planète et le climat, et d'autres prétendent que ce serait aller dans le mur. Le lobby pétrolier, les pays du sud les plus impactés par le réchauffement climatique et certains milliardaires sont souvent la cheville ouvrière des commissions qui planchent sur la modification du climat au moyen de la géo-ingénierie. Des profits considérables sont en jeu. L'ouvrage cite Andreas Malm, qui évoque dans un livre un fascisme fossile. Si un pays avait le contrôle du climat (du thermostat), ne s'en servirait-il pas pour atteindre des objectifs intéressés, sinon assez épouvantables ? L'ou-

vrage propose une sorte de débat ouvert, notamment avec des « complotistes ».

Marine de Guglielmo Weber et Rémi Noyon, *Le grand retournement, Comment la géo-ingénierie infiltre les politiques climatiques*, Les Liens qui libèrent, 2024, 240 pages. P.W.



Valere : la lumière au bout des plantes

À chaque saison son charme, mais aussi ses petits désagréments ! Pour certaines personnes, l'hiver représente un cap difficile, aussi bien physiquement que mentalement. Manque d'entrain, fatigue, moral en berne, fluctuations d'humeur et irritabilité signent la « dépression saisonnière ». Le manque de lumière et de chaleur nous affecte en cette période et les personnes déjà vulnérables¹ seront les premières à en souffrir.

Au-delà des causes hivernales, ces déséquilibres mentaux sont aussi un symptôme des temps qui courent, et l'on connaît tous dans son entourage un proche touché par la dépression, le *burn-out*, la fatigue ou les douleurs chroniques (psychosomatiques). Rien d'étonnant dans un monde où chacun s'efforce de s'accrocher au train (ou plutôt TGV) en marche, et où le virtuel a supplanté en grande partie les vraies communications humaines. Le monde perd pied et la santé psychique semble de plus en plus fragilisée.

Stress, angoisse, anxiété font dorénavant partie du quotidien² et sont tellement banalisés que nous les avons intégrés comme inhérents à nos vies bien remplies, où l'immobilisme n'est pas permis. Ce vide est dès lors comblé par un agir effréné pour ne pas ressentir ce qui inévitablement finira par ressurgir sous forme de maladie. Les symptômes précités sont donc là pour tenter d'alerter l'âme pour que celle-ci ralentisse la cadence ! Ce qui est alors à l'œuvre n'est rien d'autre que la Vie elle-même. Celle-ci ne peut se réaliser sans reconnaissance de notre finitude dans l'infini qui nous entoure.

S'arrêter, voilà qui semble pure perte de temps pour un bon nombre de personnes, que le monde moderne semble avoir déconnectées de leur propre enveloppe corporelle et psychique.

Or, s'il est bien une façon de suspendre cette course folle, n'est-ce pas en se posant un moment pour déguster une tasse de thé ou de tisane ? Tout en invitant au repos, les plantes aro-

matiques et médicinales, par leur alchimie naturelle, peuvent avoir un effet bénéfique sur notre bien-être général. Qui ne s'est pas déjà entendu proposer « une petite camomille », « un thé à la menthe », ou encore « une tisane à la verveine », autant de breuvages que la culture populaire associe depuis longtemps à des moments de convivialité et de plaisirs partagés. Plus spécifiquement, certaines plantes sont susceptibles de rééquilibrer notre mental.

L'inconscient collectif porte en lui le souvenir d'une transmission séculaire de savoirs et de gestes liés aux remèdes naturels. Avons-nous oublié la mélisse, le coquelicot, la valériane, le tilleul, le millepertuis, le houblon, la passiflore, autant de plantes propices à la détente ? Certaines poussent à l'état sauvage autour de nous. D'autres sont faciles à cultiver chez soi (mélisse, valériane). Seules les plantes provenant de pays lointains et utilisées par exemple par la médecine chinoise ou la tradition ayurvédique, ne seront généralement accessibles qu'en herboristerie (par exemple ashwagandha).

Parmi les simples³ aptes à soutenir les nerfs : la mélisse. De son nom latin, *Melissa officinalis*, elle est aussi communément appelée « piment des abeilles » (insectes qui aiment venir butiner ses fleurs en été) ou encore « citronnelle » (qui désigne une autre plante aromatique, le *cymbopogon citratus*). Poussant à l'état sauvage dans le pourtour du bassin méditerranéen, ses feuilles dégagent une agréable odeur citronnée, – ce qui est déjà une joie en soi – et depuis l'Antiquité, ses vertus pour contrer les états nerveux et les troubles du sommeil ont été attestées par les médecins Hippocrate, Théophraste, Paracelse et Avicenne. Ce dernier lui attribuait d'ailleurs la vertu de « ramener la gaieté du cœur ».

Une autre plante médicinale, la valériane (*Valeriana officinalis*), plante de la famille des Caprifoliacées, aussi nommée « herbe aux chats », pousse dans nos régions. Elle présente des propriétés sédatives, contribue à induire le sommeil et

aide à tranquilliser l'esprit en cas de nervosité excessive et de palpitations. Qui plus est, elle agit de façon très rapide (dans la demi-heure). Vu ses bienfaits inestimables, elle porte très bien son nom, dont la racine étymologique, « valere », signifie « être en bonne santé ». D'ailleurs, nos amis les chats, que tout contact olfactif avec cette plante rend complètement euphoriques, semblent comprendre d'instinct les bienfaits qu'elle prodigue.

Enfin, le millepertuis (*Hypericum perforatum*), que l'on appelle aussi « herbe de la Saint-Jean » ou « chasse-diable », est une plante médicinale reconnue pour combattre les dépressions légères à modérées, les tensions nerveuses et l'insomnie. Plante locale nécessitant une exposition plein soleil, elle fleurit aux alentours de la fête de la Saint-Jean (24 juin), quand le soleil est à son zénith. Tout l'été, elle donne aux promeneurs des campagnes à admirer ses jolies petites fleurs jaune vif, pour le plus grand plaisir des sens. De façon plus poétique, pour qui voit la vie en noir, elle amène toute la lumière qu'elle porte en elle.

Face au pessimisme qui ressort de certains écrits, l'ami lecteur de *Kairos* trouvera à présent, je l'espère, plus de réconfort en sirotant une bonne tisane pendant ses lectures et en cultivant des graines de bonheur dans son jardin... intérieur ? Freud, le fondateur de la psychanalyse, n'a-t-il pas lui-même terminé sa vie en déclarant « *J'ai perdu mon temps, l'essentiel, c'est le jardinage* » ?

Virginie Belfiore

1. Par vulnérables, j'entends les personnes fragiles par nature ou qui sont déjà psychologiquement affaiblies (peu importe les raisons).
2. En réalité, ces « troubles » existaient déjà dans les temps anciens. Ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est leur fréquence dans la population générale.
3. Synonyme de plantes médicinales.

VIVRE ET HABITER EN PRATIQUANT L'AUTONOMIE

Le compost de broussailles

C'est une méthode de culture inspirée des Templiers et d'une logique implacable. Elle respecte le sol dans la mesure où elle lui restituera la substance originelle. Il s'agit de recueillir des matières vertes et vivantes, de préférence dans les alentours, et de les réduire en miettes. Ce broyat, s'il est recueilli sur place, offrira un engrais adapté et équilibré par rapport à la nature du sol à cultiver. Cette technique ne présente que des avantages. Plus besoin de se casser le dos et de retourner le sol, il suffit de répandre une fois dans l'année ce merveilleux broyat. Plus besoin d'insecticides, de pesticides ni d'engrais, la santé du sol passe par une augmentation d'humus et se trouve ainsi dans un état sanitaire excellent. Il n'y a pour ainsi dire plus besoin d'arroser, le compost forme une éponge et un barrage à l'évaporation. De même il n'y a plus besoin de retirer les mauvaises herbes, elles ne se ressèment pas à la surface du broyat. Pour semer ou planter, on perturbe le moins possible la surface du sol, on ouvre un léger sillon dans la couche du compost et on le referme une fois l'opération terminée. On ne travaille plus le sol, on ne le bouscule plus. Plus besoin de protéger le sol contre le gel, le broyat fonctionne comme un isolant thermique.

En espérant que tous ces arguments vous auront convaincus, venons-en à la confection de la matière première, le broyat

en question. L'opération la plus fatigante consiste à broyer les 4 m³ de matière vivante. C'est la quantité minimale indispensable permettant d'entamer la fermentation. Veillez à ce que le diamètre de branches ne dépasse pas les 8 millimètres. Cela étant fait, laissez le broyat tremper et se gorger d'eau durant 24 heures. Étalez-le à même le sol sur une base de 2,20 mètres et 1,60 mètre de haut. Tassez-le bien et laissez-le fermenter durant 3 bonnes semaines, en le protégeant d'une mince couche de terre et de branchages. Cela évitera son dessèchement, ainsi que le ralentissement de la fermentation. Celle-ci se manifestera par un échauffement interne pouvant atteindre 60 à 70 degrés. Ensuite, il ne reste plus qu'à l'aérer, à le retourner régulièrement durant 90 jours. Il continuera à fermenter, mais cette fois de manière aérobie (fermentation avec présence d'air). Ce processus terminé, le broyat est prêt à être étendu, sur une couche de 8 cm, à raison d'une couche par an. Après 2 ou 3 ans de ce traitement, vous serez récompensé au-delà de toute espérance.

Pour les uns cette méthode est d'origine médévale, templière. Pour les autres la paternité serait attribuée à Jean Pain. Toujours est-il que c'est dans les années 1970 que Jean Pain décide, par mesure d'économie, de remplacer la paille dans la litière de ses chèvres par les petites broussailles de la forêt environnante, et qu'il est fort surpris de la nette amélioration

lorsqu'il utilise ce nouveau compost sur ses cultures. Par la suite, il étend ce compost à un système de production d'énergie (chaleur et gaz) et se rend compte qu'il peut récupérer la chaleur produite par la fermentation pour chauffer sa serre et sa cabane et même produire du méthane. Il faut cependant savoir que la méthode nécessite de grandes quantités de broussailles ; pour chauffer complètement une maison, il faut un tas de compost de taille équivalente ! D'après lui, un tas de 50 tonnes produit de l'eau à 60°C pendant 6 mois à la vitesse de 4 litres par minute. Évidemment, plus le tas est grand, plus longue est la durée de production. Un radiateur branché sur ce système permet de chauffer une serre ou une petite maison. En plaçant le compost plus bas que le lieu à chauffer, on n'a même pas besoin d'une pompe, puisque l'eau chaude monte naturellement vers le radiateur et l'eau refroidie redescend ensuite au compost pour être à nouveau réchauffée. Pour récupérer la chaleur, on enterre des tuyaux de polyéthylène en spirale dans le tas. Avec 10 kg de broussailles broyées, on peut également produire 2 m³ de méthane ou l'équivalent de 1 litre de pétrole. 1 m³ de méthane peut, en principe, produire 4,5 kWh d'électricité.

Christian La Grange

Tirez pas sur l'ambulance !

Soyons de bon compte : l'avantage sublime de ces changements incessants de gouvernement dans le pays de Voltaire — *a fortiori* au sein du ministère de l'Éducation nationale — c'est qu'on n'a guère le temps de s'ennuyer. Voilà illustrée par l'exemple la flexibilité tant louée par nos dirigeants illibéraux ! Alléluia !

À peine avais-je eu le temps de m'adapter au style d'Anne Genetet (à son nom, surtout) que François Bayrou, premier pyromane, désigne à ce poste une vraie personnalité chaleureuse, cordiale, très expressive, qui est à l'éducation ce que je suis au 49.3 : un extra-terrestre.

Quel cadeau de Noël inattendu ! On pensait Elisabeth Borne dans l'Eure, à se gaver de camembert arrosé de calvados. On la croyait en Normandie, à faire une flopée de Chirac à de paisibles bovidés. On l'imaginait, désormais, loin du pouvoir exécutif, en plein cœur d'une Assemblée nationale qu'on l'accuse d'avoir méprisée. Certains diront, mais ce sont des méchants, qu'elle était retombée dans un oubli à la hauteur de son impopularité. Elle avait tenté quelques manœuvres : la présidence du groupe Renaissance à l'Assemblée : raté. La publication d'un *best-seller* qui raconterait tous les détails d'une vie aussi passionnante que celle des bigorneaux sur un étal de poissonnier : encore raté, n'est pas Roselyne Bachelot qui veut. Les Grosses Têtes, pour qu'on découvre que c'est une marrante, au fond ? Encore raté. Castex est sur le coup. Que va-t-elle faire, alors qu'elle n'est pas encore tout à fait à l'âge de la retraite ?

La voici, confessant sa grande ignorance en la matière, dans un ministère qui aura plus vu de cartons faits et défaits qu'une armada de SDF. Quelle victoire pour l'enseignement ! Enfin, on nomme quelqu'un qui n'y connaît rien mais qui promet de s'atteler à la tâche. Quelle promotion pour les dispositifs d'aide à la réussite !

Va-t-elle effectuer des stages ? Venir en remédiation ou en périscolaire d'animation de jeunes ? Subir des rattrapages à l'oral du bac en langues (de bois) ? S'aider de ChatGPT ou de TikTok pour faire ses devoirs de mathématiques, d'expression orale en français et en économie ? C'est quand même ardu de demander à une personne sortie du musée des fossiles macronistes, qui n'a brillé ni par son courage, ni par son éloquence, ni par sa chaleur humaine et sa proximité empathique de ses administrés, de moderniser ce tricératops pédagogique

sans le dégraisser honteusement et s'aliéner ces salauds de gauchistes (bien entendu) qui donnent cours ?

Et pourtant... Aussi évident que $1 + 1 = 6$, Borne s'est montrée, au cours de la passation de pouvoir avec sa prédécesseuse (c'était qui, encore ?) parfaitement sincère et authentique. En avouant, sans contrainte, qu'elle n'était (à tout le moins) pas familière de son nouveau pré carré, la néo-locataire de la rue de Grenelle a mis cartes sur table. En succombant (sans, disons, manifester une fierté extrême) à la demande de François Bayrou — dont il faut rappeler qu'il est lui-même professeur en langues classiques de formation —, Borne a fait sienne la phrase de Wilde : « *La meilleure manière de résister à la tentation, c'est d'y succomber* ». Elle n'osait pas le reconnaître : Babou avait vraiment envie (besoin ?) de se former, de se frotter, à cette *terra incognita* que représentent les relations sociales et humaines. Mon Dieu, les vraies gens. Des jeunes, qui manifestaient contre elle à l'époque bénie de la contestation de la réforme des retraites ; des moins jeunes, qui manifestaient aussi contre elle à cette même époque. Ses premiers pas ont confirmé ce qu'on craignait : elle ne semble toujours pas à l'aise à l'idée de s'entretenir avec autre chose que des promesses chiffrées, une voix atone, des phrases creuses, un regard qui porte ailleurs que sur la personne à qui elle parle. Le contraste était d'ailleurs saisissant lors de la passation de pouvoir, entre une Genetet pleine de dynamisme et d'empathie (même feinte, ça faisait illusion) et une Borne qui lisait son texte, ne s'en écartait jamais, ne variait jamais ses formules, ne disait que des choses abstraites sans aucune implication. Borne va enfin devoir parler avec des gens. Écouter des gens. Voire, si Dieu l'inspire suffisamment, leur répondre sans dégainer un article avec alinéa. Elle n'a pas le choix. On s'attend à tout, surtout quand on voit l'aréopage très droitier où elle a pris place.

La Merkel de l'enseignement, dont le style vestimentaire ne l'associe pas forcément à la modernité (encore que, sa doune...), ni à l'optimisme d'une discussion ouverte et pleine d'espérance, pourrait néanmoins bien nous surprendre. Et positivement, s'il vous plaît, n'en déplaise à son style de comptable austère et effrayée par les dialogues, en bonne technocrate qu'elle n'a jamais cessé d'être. La voilà à la tête d'une série de mesures, de réformes, de décisions, qu'elle hérite (merci du cadeau) d'Attal, qui lui-même les reprenait de Ndiaye, qui lui-même se les était fadées à la suite de Blanquer. Et je m'en voudrais d'oublier les incroyables Amélie (tiens, que devient-

elle ? Ne devrait-on pas lancer un concours pour la retrouver avec Jacques Pradel ? On s'amusait bien, avec elle et son air aussi éthéré que la Pythie de Delphes) et Nicole (oui, Belloubet ! Vous vous souvenez ? Oui ? Non ? Bon). Quelle fabuleuse galerie de portraits. Elisabeth vient d'accrocher le sien. Et elle esquisse une grimace vers le bas, qu'elle tente de faire passer pour un sourire.

Tiens, serait-ce elle qui aurait poussé Bayrou à annoncer l'annulation de la mesure visant à supprimer 4.000 postes dans l'éducation nationale et à revenir sur les fameux jours de carence. Ces deux concessions, saluées directement par les syndicats, rendent Bayrou fou de joie. Pour un peu, il nous ferait un discours en moins de temps qu'il ne faut pour l'annoncer. Il s'en vanterait presque, le Bayrou.

Pourtant... Le François de Pau — à ne pas confondre avec les Français de souche — devrait se poser et réfléchir quelques instants. Féru d'histoire, biographe reconnu d'Henri IV, grand amateur de références à l'Antiquité, Bayrou devrait méditer sur une comparaison peu flatteuse avec l'histoire romaine que devrait lui chuchoter bientôt l'ami Stéphane Bern. L'année 2024, en effet, n'a jamais rimé avec stabilité, très loin de là, même : en 12 mois se seront succédé 4 gouvernements, aux durées de vie de plus en plus courtes. Babou (oui, encore elle !) balancée en janvier 2024 pour une raison inconnue, Gaby Attal, forcé de faire ses bagages à la suite des législatives et à la recherche d'une visibilité à la tête d'un parti moribond, Michou Barnier (qui ça ?) qui n'aura même pas eu le temps de planter un arbre, en décembre — et, entre ces gouvernances, des vacances du pouvoir où tout le monde attend le fait du Prince en crevant la dalle, en raclant sur les fins de mois, en étant obligé de commenter à longueur de journée des discours et paroles indignes d'une politique vraiment humaine et raisonnable.

Comparaison n'est pas raison, naturellement, mais on ne peut pas s'empêcher de penser à l'année des 4 empereurs, dans l'histoire de Rome. On cherchait dans les fonds de tiroir, à la suite de l'assassinat d'un empereur détesté et par la suite diabolisé par l'Histoire (Néron, pour vous servir). Après le troisième, envoyé *ad patres* en moins de temps qu'il ne faut pour le dire, arriva l'ineffable et imaginaire Vespasien. Son idée la plus lumineuse, parmi toutes celles qu'il fallait émettre pour réparer les finances de l'État romain, fut... de lancer un impôt sur les toilettes (les vespasiennes, ça vient de là). Bayrou et sa cohorte de ministres tout neufs arrivent au terme d'une séquence qui a formidablement décrédibilisé le pouvoir et la parole politiques. Je me garderais bien de rappeler au coq du Béarn un autre épisode historique où le chiffre s'est fait jour — l'année des 4 colonels en Grèce. Il paraît que cela s'est mal terminé.

Alors, tant qu'à reprendre la métaphore sanitaire, allons-nous tirer la chasse dans les vespasiennes de Bayrou ? Le suspense est entier, va-t-on dégager cette équipe avant le printemps, l'été ? Rien n'est moins sûr. Même si cette équipe de revenants ressemble furieusement à un corbillard davantage qu'à une ambulance sur laquelle la tentation est forte de tirer, elle risque de bien slalomer entre les difficultés, les chausse-trappes, les motions de censure et de nous faire le dé plaisir d'arriver jusqu'en 2027. Faisons-leur méfiance : ces vieux briscards de la fonction publique et de la politique ont démontré à de nombreuses reprises leur capacité à imaginer des lois, des motifs d'urgence et des priorités plus ubuesques les unes que les autres.

Et pendant ce temps-là, en Belgique, on attend toujours un gouvernement fédéral¹, mais le gouvernement régional, dont l'un des domaines est l'enseignement, n'a pas déçu : la nouvelle ministre est déjà détestée. Belle prouesse, dont je vous reparlerai.

Jean-Guy Divers



Illustration : Antoine Demant

1. Gouvernement qui est arrivé depuis l'écriture de cet article...

Envahissement par la publicité automobile

L'hiver est la saison des salons de l'auto et les publicités pour les véhicules se multiplient. L'association Résistance à l'agression publicitaire (RAP) a réalisé une étude et a publié un rapport intitulé *Stop à la pub automobile. La publicité à l'assaut de notre imaginaire*. Ce document a étudié 137 publicités sur un an.

Un premier constat est que le secteur de l'automobile a dépensé 2,5 milliards d'euros en publicité en un an ! On constate que les constructeurs promeuvent des véhicules lourds, puissants et polluants. Toute mesure de sobriété nécessaire pour lutter contre l'émission de CO₂ est absente. En France et sur un an, présente surtout dans les médias (télévision, presse) ainsi que sur des panneaux le long des routes empruntées par les conducteurs, la réclame pour l'auto occupe 320.000 affiches dans l'espace public. La publicité à la télévision occupe elle des spots qui durent 8h45 par an, soit 17 journaux télévisés. Ces spots sont des vidéos dignes de véritables courts métrages qui représentent des véhicules imposants, exerçant leur domination dans des espaces souvent vides, sans embouteillages. Elles montrent des familles avec enfants soulignant l'idée que la voiture est sûre. Les autos présentées sont en général connectées à une technologie moderne et futuriste mais il s'agit rarement de véhicules légers ou moins rapides.

Néanmoins, les émissions de gaz à effet de serre ont commencé à diminuer à partir des années 2000 suite à l'installation

des radars qui ont incité les conducteurs à ralentir. Les crises économiques ont également contribué à la diminution des voitures sur les routes.

La voiture électrique est présentée comme la solution aux problèmes de pollution, mais malheureusement les constructeurs automobiles continuent à produire des SUV électriques qui consomment quantité de matières premières.

La répétition de ces publicités fait qu'on les mémorise et qu'elles affectent notre inconscient. Ce matraquage médiatique colonise notre imaginaire.

Une autorégulation du secteur et notamment des « contrats climat » devraient amener celui-ci à modifier ses pratiques publicitaires. Mais toute tentative de régulation provoque aussitôt une levée de boucliers des lobbies de l'industrie automobile ainsi que des publicitaires. Ils prétendent que toute modération serait une menace économique et détruirait des emplois. Pourtant, l'espace publicitaire ainsi libéré permettrait de diffuser des messages d'intérêt public.

L'association Agir pour l'environnement, organisation de mobilisation citoyenne, a mesuré toutes les caractéristiques (poids mais aussi longueur, largeur, vitesse maximale). Elle a ainsi produit ce qu'elle a appelé le *Palmarès de l'autobésité* des véhicules. Ainsi entre 2003 et 2023, le poids des 25 véhicules

le plus vendus en France est passé de 1.112,8kg à 1.438kg. La lourdeur est pourtant un problème majeur pour l'environnement. On se demande pourquoi ils ne passent pas à des véhicules plus légers. La réponse est la volonté de croissance qui anime toutes les entreprises dans le système capitaliste. L'autorégulation est donc de la poudre aux yeux et les lobbies parviennent à maintenir un *statut quo* voire à dégrader la situation. Certains députés écologistes ont proposé des lois interdisant toute publicité pour les véhicules dépassant un certain poids (500 kg ?). Peu de succès.

Faudrait-il interdire toute publicité comme on l'a fait pour le tabac, autre nuisance responsable d'altérations de la santé ? La réponse est négative. Il faudrait en effet que des options pour les alternatives soient durables et attractives. Il faut aussi que ces alternatives soient moins chères. Ainsi le train (tiens jamais de publicité pour les chemins de fer) est beaucoup trop cher pour changer les habitudes de voyage, même sans la publicité. Il faut donc rendre les alternatives moins chères, plus pratiques et socialement valorisées.

Alain Adriaens



Le livre de R. F. Kennedy Jr traite de la crise sanitaire en 2019-2022. En d'autres mots, des tribulations des fabricants américains et chinois d'armes biologiques. En épluchant la correspondance, les articles, les déclarations, les conférences des principales personnalités du monde de la recherche et de l'industrie pharmaceutique américaine, chinoise et anglaise impliquées, il nous fait entrevoir des dysfonctionnements qui ne datent pas d'aujourd'hui et auxquels les garde-fous démocratiques existants ont quelque peine à mettre un frein. Ces documents trahissent la réalité de faits dont ne traitent ni la presse, ni les gouvernements, pour des raisons qui nous échappent. Aujourd'hui, la science est étroitement contrôlée, ou parfois réduite au silence, notamment via son subventionnement et le prestige qui découle de nominations et de prix de toutes sortes. Ce qui signifie que le point de vue qu'elle adopte, loin de refléter la vérité, est le fruit de machinations qui visent à la réalisation d'immenses profits, mais aussi à imposer au monde entier la domination du capital en général, et des États-Unis en particulier. La recherche biologique y sert à développer une stratégie militaire globale. Et, inversement, cette dernière sert à financer le complexe industriel US. En d'autres termes, les profits de l'industrie pharmaceutique sont la conséquence de manœuvres organisées par le Pentagone et la CIA, en mobilisant la science, mais surtout en inventant une fausse science et en imposant une censure globale. La crise mondiale provoquée par la pandémie de covid n'est qu'un aspect de cette stratégie. Ce livre pourrait s'appeler « autopsie de l'empire étasunien », dont la dérive a tendance à nous transformer en petits soldats d'un ordre illégitime et globalement contestable.

Robert F. Kennedy Jr, *Labo P4 Wuhan ? Que nous a-t-on caché ?*, Résurgences/Marco Pietteur, 2024, 640 pages, 39,90 euros. P. W.



Les puces électroniques font désormais tellement partie de notre quotidien qu'on n'y songe plus. Pourtant, elles sont à l'origine du monde moderne. La mondialisation repose pour une grande part sur le commerce des semi-conducteurs et des produits électroniques. Le formidable essor de l'Asie, au cours du dernier demi-siècle, repose sur le silicium, car son économie en pleine croissance s'est spécialisée dans la fabrication de puces et l'assemblage d'ordinateurs et de smartphones. Sur le plan militaire, la puissance informatique remplace la puissance de feu. La rivalité entre les États-Unis et la Chine tient à la possession de puces de pointe, plus formellement appelées semi-conducteurs ou circuits intégrés. Or, un très petit nombre d'entreprises contrôle leur production, ce qui est un risque immense face aux enjeux géostratégiques et militaires. Les États-Unis sont les pionniers en la matière. Au sud de San Francisco, dans cette région qui va s'appeler la « Silicon Valley » vont se rassembler des scientifiques brillants, des physiciens, dont certains vont devenir des prix Nobel, des ingénieurs venant de l'aviation ou des industries de la radio. Ces créatifs ont senti le potentiel illimité d'opportunités qui s'offraient à eux, généreusement financés par l'armée américaine. L'élaboration de la « loi de Moore », qui prévoyait le doublement chaque année du nombre de composants à s'incruster sur une puce, le doit surtout aux talents réunis d'individualités fortes. Aujourd'hui encore, bien que la majorité des puces soient fabriquées en Asie, notamment à Taiwan, dans les usines de TSMC qui font face à la puissante Chine, Les États-Unis restent maîtres des brevets et leaders dans la R&D. Cet ouvrage passionnant écrit par un historien, diplômé de Yale et de Harvard, nous relate cette épopée moderne comme un roman d'anticipation.

Chris Miller, *La guerre des semi-conducteurs. L'enjeu stratégique mondial*, L'Artilleur, 2024, 587 pages, 23 €. B. Van D.



Les chemins de 6 personnages (médecin généraliste, journaliste scientifique, chercheur en sciences sociales, spécialiste des maladies infectieuses et en immunologie clinique, et expert en cardiologie et nutrition – auteur et narrateur) se croisent lors d'un congrès à Buenos Aires. Placés sous l'écoute attentive du narrateur, les 5 autres personnages se prêtent à des discussions sérieuses et argumentées au sujet des 4 années que nous venons tous de vivre de façon singulière. D'avis divergents et de vécus différents, les personnages vont permettre de retracer, de façon intelligible, une historiographie de ce monde nouveau qu'est la covidie, défini par l'auteur comme « un monde où les libertés sont violées et où la démarche scientifique et l'éthique médicale sont saccagées dans la plus grande indifférence [...] ». Tour à tour, les grandes questions qui devraient naturellement se poser dans toutes les têtes scientifiques sont débattues, argumentées et sourcées dans le plus grand respect de l'autre et de ses opinions. L'origine de cette pandémie, la gravité de cette infection, les traitements disponibles, l'efficacité des vaccins et leurs effets secondaires, le covid long, tous ces sujets sont traités chronologiquement, permettant, à la lueur du vécu des personnages, une immersion dans les différentes époques et incompréhensions de la crise. Avec beaucoup d'humilité, les personnages semblent avouer leurs méconnaissances, leurs erreurs, leurs regrets, leurs frustrations liés à leurs réactions respectives. Ce dialogue semble avoir plusieurs ambitions : mieux comprendre l'autre sans juger ses actions ; tracer une historiographie au départ des traitements médiatiques, des articles scientifiques, des vécus des différents personnages, français, belges, suisses, canadiens et argentins ; prouver que le débat d'idées et l'écoute de l'autre conduisent à une discussion constructive et permettent une analyse en cohérence avec la véritable méthode scientifique dont l'auteur constate, non sans tristesse, la disparition progressive dans les milieux savants et universitaires. À lire pour plus d'empathie et à offrir à tous nos (anciens) amis, scientifiques ou non.

Michel de Lorgeril, *Dialogue de promeneurs en covidie*, Guy Tredaniel, 2024, 320 p., 21,90€. M. F.



VU, LU, ENTENDU



Succès de librairie, cet ouvrage sur la décroissance se réfère également à Marx. Pour le philosophe K. Saito, la pensée de Marx n'a cessé d'évoluer. Alors que dans *Le Capital* il estimait que le stade du capitalisme constituait un passage obligé pour une révolution prolétarienne et l'avènement d'un communisme productiviste, Marx abandonne progressivement l'idée de primauté des forces productives. L'étude des travaux du chimiste Liebig, qui critique l'agriculture spoliatrice et l'épuisement des sols, l'amène à envisager sous un jour nouveau l'interaction cyclique entre l'homme et la nature : le métabolisme entre ces derniers au moyen du travail est un processus écologique qui existe indépendamment du capital ; peu à peu dénaturé par la recherche illimitée du profit, ce rapport devient incompatible avec les cycles de la nature. D'où le *capitalocène*, cause première de la crise climatique actuelle. L'externalisation des dégâts sociaux et écologiques du mode de vie *impérial* des pays dits développés vers le Sud global atteint aujourd'hui ses limites ; elle revient en boomerang dans le centre pour appauvrir la majorité au profit d'une minorité infime. Le dernier Marx avait envisagé un tel développement. En 1881, deux ans avant sa mort, dans une lettre à la révolutionnaire russe Vera Zassoulitch, il estime que le système traditionnel des *mir*, où la paysannerie russe met en commun terres et ressources, peut servir de base à une évolution communiste, sans passer par la phase capitaliste. Délaissant le mythe productiviste, Marx met désormais l'accent sur la durabilité et l'égalité de ces sociétés des *communs*. Ayant démontré avec rigueur et brio l'incapacité intrinsèque du capitalisme mondialisé à régler les crises sociales et écologiques qu'il a lui-même provoquées, Saito alerte contre l'effondrement en cours : selon lui, l'humanité n'a plus d'autre choix qu'entre la *barbarie*, le *maoïsme climatique*, le *fascisme climatique* et le *communisme de décroissance*, seule voie pour une société décente, et qui repose sur le passage vers une économie de la valeur d'usage, la réduction du temps de travail, l'abolition de la division standardisée du travail, la démocratisation du processus de production et la mise en valeur des services essentiels. Dans un langage clair et passionné, l'auteur nous offre un argumentaire très convaincant en faveur d'une thèse pertinente et actuelle.

Kohei Saito, Moins ! La décroissance est une philosophie, Seuil, 2024, 348 pages.

F. M.



Cet opus est un traité de morale, genre dont le philosophe et théologien Bertrand Vergely est coutumier. Il n'est pas toujours aisé de suivre les méandres de ses raisonnements, mais si on y arrive – ce qui est heureusement possible –, le lecteur sera récompensé. B. Vergely identifie une série d'arnaques contemporaines comme autant d'obstacles à la pensée et à la vérité, « *aujourd'hui question n° 1 qui se pose* ». Elles se déclinent dans le mensonge, la folie et le vol. L'arnaque religieuse et l'arnaque athée sont renvoyées dos à dos, tout comme l'humanisme et l'antihumanisme, le conservatisme et le libertarisme. On ne s'étonnera pas que le scientisme, la sophistique, le relativisme, l'obsession pour le nouveau, la déconstruction, la théorie du genre (« *S'il n'y a pas de sexe sans genre, il n'y a pas de genre sans sexe* »), le wokisme et le transhumanisme soient aussi les cibles de ses critiques. « *Pour eux [les ingénieurs de la Silicon Valley], écrit-il, créer un homme veut dire organiser un match entre l'homme et la machine, et faire gagner la machine* ». Il tente de conjurer, en mettant à jour ses ressorts, la déroute spirituelle en cours. Est particulièrement instructive la dernière partie du livre qui explore les liens entre morale, éthique, valeurs et spiritualité.

Bertrand Vergely, Main basse sur la pensée. Les grandes arnaques, Salvator, 2024, 195 pages, 19,80€.

B. L.



12 juillet est une collection de témoignages poignants du personnel médical et paramédical sous forme de roman graphique. Le titre fait référence au 12 juillet 2021, date à laquelle le chef des armées de France, M. Macron, décide de revenir sur sa promesse de non-obligation vaccinale faite l'année précédente, en passant à une nouvelle phase dans sa fameuse « *guerre sanitaire* » : l'imposition de la vaccination contre le covid aux « *personnels soignants et non-soignants des hôpitaux, des cliniques, des maisons de retraite, des établissements pour personnes en situation de handicap, pour tous les professionnels ou bénévoles qui travaillent*

au contact des personnes âgées ou fragiles, y compris à domicile ». C'est ainsi que sont pris en otage ces personnels, car devant ce faux choix de la vaccination, ils sont contraints d'accepter de suivre une thérapie génique par injection – encore en phase expérimentale, sans recul ni information sur les effets secondaires – ou de suivre leur intuition et conviction en s'abstenant de la piqûre sous peine de suspension. Celle-ci est une forme de purgatoire terrestre : il n'est ni possible de travailler et donc d'obtenir un salaire, ni de toucher les allocations de chômage. Pire, certains seraient même contraints de rembourser des dettes envers leurs employeurs... Crise sur le gâteau : ces vaccins ne protègent pas de la transmission du virus, invalidant ainsi totalement la raison même de l'obligation vaccinale ! C'est pourquoi nombreux se retrouvent psychologiquement torturés entre la nécessité de satisfaire les impératifs (économiques) familiaux et le « *choix* » de se faire vacciner avec des conséquences inconnues et potentiellement graves. Ce livre est une petite pépite qui remplit le devoir de mémoire.

Kreatura, 12 juillet, Marco Pietteur, 2024, 80 pages, 17,10€ K. J. P.

Le musicien Hervé Krief entreprend pour la première fois un périple sur la terre de ses aïeux : la Tunisie. Ce livre, rédigé à partir de notes de voyage, est plus que le simple récit d'une expédition, il retrace tout d'abord l'histoire de la colonisation d'un pays qui, avant l'arrivée des produits européens sur son marché, répondait pleinement aux besoins de sa population grâce à l'artisanat local ; ensuite, H. Krief semble vouloir trouver une explication aux raisons du départ de ses parents (et de toute une génération) vers la France quelque temps avant sa naissance. Enfin, il ne manquera pas de continuer la critique de la « *société marchande globale* » et du monde technicisé qui lui est intimement lié. Il décrit le « *déchirement entre deux courants inconciliables en Tunisie* ». D'un côté, le cœur d'une foule qui bat inlassablement, célébrant (contrairement à sa voisine d'Occident) « *l'existence et la joie simple d'être au monde* » ; de l'autre, l'envahissement généralisé des objets techniques issus du Progrès, de la climatisation au smartphone, en passant par la voiture : « *l'invention de la voiture, et sa propagation vertigineuse, fut décisive dans l'atomisation des cultures traditionnelles. La vitesse de déplacement, l'illusion de puissance qu'elle donne et l'individualisme qu'elle permet sont incompatibles avec une vie décente à mesure humaine* ». Souvent, un objet technique ou des déchets, vient avilir le tableau. Ou est-ce l'inverse ? Et c'est alors un sourire authentique qui enjolive la noirceur du constat dressé avec acuité : « *Que vont devenir ces générosités, pleines de douceur et de convivialité, dans la société connectée qui s'installe si vite, ici comme partout ailleurs dans le monde entier ?* ». Toujours est-il que la substance de l'œuvre ne réside pas en ces endroits, tant ce qui en ressort a quelque chose à voir avec la mélancolie ; non pas celle décrite par la psychopathologie analytique et qui est liée à la honte délirante que le sujet éprouve envers lui-même, mais plutôt celle du poète, ou tout du moins du penseur qui, au travers d'un regard aiguisé sur le passé et lucide sur sa propre finitude (c'est-à-dire de la condition mortelle de l'homme), possède la faculté, si pas de réchauffer les cœurs, de conférer quelque consistance à l'âme.

Hervé Krief, Ifriqiya mes aïeux. Carnet de voyage en Tunisie, Quartz, 2024, 10 euros.

K. C.



Si le terme écologie est récent (Ernst Haeckel, 1866), la relation humanité/nature fut abordée par bien des philosophes. Ainsi, dès l'Antiquité, Héraclite, Platon et Aristote ont dénoncé la démesure (*hubris*) et conseillé la prudence (*phronesis*). Au cours des siècles, rares sont les penseurs qui n'ont pas abordé la question de notre attitude face à la nature. L. Hansen-Løve décrit chronologiquement les controverses qui ont agité les philosophes au cours du dernier millénaire. Déjà Montaigne, Spinoza (*Deus sive natura*) sont de ceux qui défendent une grande proximité, voire un cousinage entre les hommes et la nature, tandis que d'autres établissent une coupure radicale (René Descartes... « *comme maîtres et possesseurs de la nature* »). Aux États-Unis, des naturalistes ou des activistes comme H. D. Thoreau défendent la beauté et les bienfaits de la nature. Au début du XIX^e siècle, le débat s'est porté sur les dangers de la science et du machinisme, avec comme œuvre inaugurale *Frankenstein ou le Prométhée moderne* de Mary Shelley (1818). Les philosophes se sont alors divisés en deux catégories : les techno-optimistes, qui font confiance à la technoscience, et les prudents, qui entrevoient la menace des dégâts que le toujours plus d'artificialisation fait courir à l'humanité. Aldous Huxley, dans le registre de la science-fiction et George Orwell, dans celui de l'impact sur la classe ouvrière, furent des précurseurs. Pour ce qui est des dernières décennies, I. Illich, J. Ellul, B. Charbonneau, A. Gorz, B. Latour, etc. sont des figures marquantes de l'idée écologique. Aujourd'hui, beaucoup de philosophes

intègrent plus ou moins la notion que les humains ne sont qu'une espèce parmi d'autres dans la nature. L'écoféminisme est une force agissante dans cette approche favorable à la nécessaire proximité de l'humanité et du vivant. Hélas, il faut bien constater que les penseurs ne sont pas parvenus à imposer leurs vues à la société. Les forces du capital, de l'industrie et les folies des libertariens et des transhumanistes s'imposent toujours.

Laurence Hansen-Løve, L'idée écologique et la philosophie. À la recherche d'un monde commun, Écosociété, 2024, 140 pages, 15€.

A.A.



« *Quand le futur d'hier raconte notre présent...* » Ce mince livret est une réédition d'une dystopie de 1981 dont le titre original est *The Quickenings*. La ligne éditoriale des dyschroniques s'est donnée pour mission d'exhumer de courtes histoires de SF et nouvelles d'anticipation des grands et petits maîtres du genre. Michael Bishop nous entraîne dans une histoire étrange. C'est un peu comme si la Terre entière avait éternué ! Tout est cul par-dessus tête et le héros qui s'éveille dans ce qu'il croit être sa chambre se retrouve dans un décor apocalyptique. On comprend bien vite que tout est bouleversé, que son lieu de vie est différent, que les personnes qui l'entourent viennent de tous les horizons, que les langues se mélangent, que lutter pour survivre n'est pas un vain mot. Les protagonistes évoluent dans une ville pillée, une ville détruite, ils ne se comprennent pas, ne se reconnaissent pas. Nous sommes dans une nouvelle « *Babylone* » où chacun fait ce qu'il peut pour comprendre ce nouveau présent et fuir le chaos pour retrouver famille et pays d'origine. L'auteur aborde par ce biais la problématique de la mondialisation, de la globalisation, des déplacements forcés, de l'américanisation du monde, des zones de conflits et des évacuations et ce, toujours, avec une plume vivante et précise. C'est une dystopie du passé qui n'a rien perdu de sa pertinence et qui se lit d'une traite.

Michael Bishop, Retour à la vie, Le passager clandestin/dyschroniques, 2024, 93 pages.

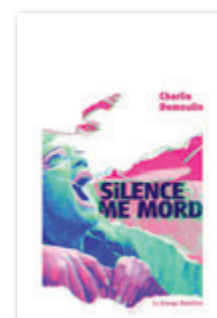
Marie-Ange Herman



Et si une autre vérité se révélait grâce à ces *inversions accusatoires* dont regorge ce deuxième volume de Jean-Michel Jacquemin-Raffestin ? Le titre *Ne leur pardonnez pas !* reste identique. Dans le sous-titre, cette paraphrase christique évocatrice - *Ils savent très bien ce qu'ils font... depuis très longtemps !* - aussi. S'ajoute enfin *Depuis très longtemps !*. Et c'est ici que l'auteur inscrit ses observations dans l'histoire. Au fil des chapitres, les anciens sujets sont approfondis, multiples notes de bas de pages à l'appui : les médicaments connus mais refusés, le « *vaccin* », l'implication de l'armée américaine, le graphène, les effets secondaires (suite)... S'ajoutent les analyses aussi pointues que critiques au sujet de la mortalité néo-natale, de la surmortalité, de la « *climarnaque* », de la grande réinitialisation alimentaire, de l'intrication CIA-médias, de l'Union européenne menée par Ursula von der Leyen... Comme signalé dans la conclusion, « *Pour ce livre, j'ai essayé de briser le mur qui nous sépare de la réalité, ce mur qui s'appelle les médias, ce mur qui sert à nous détourner d'une vérité dérangeante ; même si ce livre n'est pas parfait, j'y ai mis tout mon cœur afin d'expliquer ce qui se passe réellement depuis très longtemps...* ». Cet investigateur a tenu sa promesse. À nous d'élargir nos horizons radicalement refondés !

Jean-Michel Jacquemin-Raffestin, Carlo Alberto Brusa (préface), Erik Loridan (avant-propos), Ne leur pardonnez pas ! Ils savent très bien ce qu'ils font... depuis très longtemps !, Nouvelle Terre, 2023, 709 pages.

Hepo



Chouette découverte. Oui, il y a du sexe. Chez Henry Miller aussi. Non, il n'y a pas que ça. Trois petites histoires de sexe en tout. Il n'y a rien d'autre à faire. Alors autant en profiter. On sort, on fait une rencontre, on file son numéro. Pense pas que la chasteté forcée soit beaucoup plus morale. On gamberge trop. Drogue. Contre l'ennui, la drogue. C'est dit texto. Comme le sexe. Un appart dégueu, dans une baraque dégueu. C'est réaliste. Je pense à un quartier où les gens traînaient en rue, où j'ai longtemps vécu. À ses couleurs délavées, aux détritus le long des murs. Parfois dans le hall



VU, LU, ENTENDU

d'entrée. Aux boîtes à lettres défoncées. Beaucoup de toxicos, de chômeurs, de sans abri, de clodos, dans ce genre de quartier. Me suis beaucoup ennuyé aussi. Même lire est difficile dans ce genre de quartier. Ce monde fini, il n'y a pas moyen d'en voir l'idée. Pas vu de différence entre le confinement et pas de confinement. Une longue citation d'un bouquin de Harry Potter. Non, je ne l'ai pas lu. Je ne peux pas dire si la citation est fidèle. Il est question d'une bite. Un lecteur. Un grand lecteur, Charlie Demoulin. Un *speech* aussi sur la beauté, la laideur. Et un poème. Un brin de philo à la fin. Sur le paraître. Et une citation de Patrick Dessart : l'économie mutuelle. Vivre, vivre : le bouquin se termine sur ces mots. Alors que il ou elle, on ne sait pas, le héros change de sexe, parle au féminin, au masculin, aux deux à la fois, part, met les voiles, on dirait pour toujours.

Charlie Demoulin, *Silence me mord*, La Grange Batelière, 2024, 93 pages.
P. W.



Un excellent livre s'adressant aux jeunes féministes. Et pour cause, il vise à détruire le mythe qu'est devenu le culte des sorcières dans ce milieu depuis au moins la création du groupe féministe WITCH en 1968 à New York, et depuis le XIX^e siècle avec Jules Michelet (dans *La Sorcière*, où il défend une femme rebelle en lien avec la nature et persécutée par l'Église) et Victor Hugo (dans *Esmeralda*). Or, l'auteure démonte ce mythe en six arguments – nous n'en retiendrons que 3 : 1) Il n'y a pas eu 9 millions de victimes dans la chasse aux sorcières entre le XV^e et XVII^e siècle en Europe, mais tout au plus entre 40.000 et 70.000. 2) Parmi ces victimes, il n'y a pas que des femmes, mais aussi des hommes, le chiffre d'un tiers de sorciers étant avancé. 3) La chasse aux sorcières ne fut pas l'occasion d'un essor du capitalisme « en guerre contre les femmes » qui aurait détruit leur puissance et leur pouvoir sur la sphère reproductive, car les victimes étaient des femmes et des hommes sans pouvoir. « C'étaient des victimes de dénonciations, de jalousies, de querelles de voisinage qui dégénéraient en dénonciation pour sorcellerie » (Ostererro Martine, in *La tribune de Genève*, 5 mai 2022). L'auteure nous explique aussi que ce mythe « fait vendre », en référence au livre de Mona Cholet vendu à 400.000 exemplaires. Dans *Sorcières, la puissance invaincue des femmes*, celle-ci se vautre dans le mythe de la « femme puissante » que nous avons déjà évoqué. On l'aura bien compris, l'œuvre de Michelle Zancarani-Fournel n'est pas un pamphlet anti-féministe, elle vise juste à remettre la lutte pour l'émancipation sur de bons rails.

Michelle Zancarani-Fournel, *Sorcières et sorciers, histoire et mythes. Lettre aux jeunes féministes*, Libertalia, 2024, 168 pages, 12€.
Jean-Luc Pasquinet.



Le film commence avec les images d'un film super 8 dans les années 1960. Enfants et femme qui s'occupent d'un faon. On évoque des souvenirs, dont le passé militant de Germaine. On voit des gens qui montent et descendent d'un bus lors d'un voyage en Palestine, un check-point, un aéroport, des gens qui doivent vider les lieux. Puis on montre une ZAD où des gens manifestent contre la construction d'un morceau d'autoroute. C'est autour de Kolbsheim, le village de Germaine, dont l'environnement est menacé. On ne verra plus de faon, mais une petite forêt contre un segment d'autoroute. On parle de la nature qu'on a connue et qui part en fumée, d'un milieu, de gens, de leur vision du monde. Les projets – autoroute, bassine, barrage, aéroport, prison – ont un impact sur la vie d'un pays, sur les consciences. Les gens se séparent progressivement de ce qu'ils ont aimé. Ils « écrasent » mais n'oublient pas. Une multinationale, ça peut détruire l'âme et l'histoire d'un territoire. Il y a une sorte de fatalisme, mais on se mobilise quand même. Germaine veut briser le silence qui accompagne la destruction de la forêt de Kolbsheim. Elle éprouve le besoin de se défendre pour essayer de se projeter en avant, pour ne pas se laisser broyer par l'aspect fonctionnel de la réalité. Ce n'est pas la première fois qu'elle participe à des mobilisations non violentes contre la construction de l'autoroute par Vinci. Avec Gwladys, elle parle de cette situation, en un long dialogue parfois à l'emporte-pièce. Elles ont le sentiment qu'on est au bout d'un processus. Le film évoque régulièrement le passé militant de Germaine avec des images d'archives, comme celle où elle est habillée intégralement en blanc, faisant songer à Jean-Paul II. Il évoque aussi une manifestation de petits commerçants dans les années 1950 contre les contrôles abusifs dont ils font les frais – contrôles servant à faciliter le déploiement des grandes surfaces sur le territoire français. On voit aussi des manifestations de Gilets jaunes et de citoyens en rogne contre la politique covidiste, la réaction des membres des services de santé – parmi lesquels une députée, Martine Wonner – lors de leur licenciement. Le film

essaie de trouver un sens à ces événements, il célèbre la nature, la lutte et leurs rapports. Les parents de Germaine étaient cultivateurs. Pas de grande théorie, plutôt des questions dans la langue de tous les jours. Un récit en demi-teinte avec des *flash-back*. Le documentaire montre la fragilité du mouvement qui tente de préserver çà et là des morceaux de nature.

Goliath, Germaine et moi, un film de Gwladys Morinière, 2024, 90 m'.
P. W.



S'il est une phrase qu'il faut retenir de ce petit traité de la démesure c'est bien celle-ci : « [...] ce que nous appelons aujourd'hui croissance est en réalité une prolifération cancéreuse dépourvue de but ». L'ouvrage est en deux parties. Tout d'abord Alain Coulombel passe en revue les différents points névralgiques de notre humanité et de notre planète. Ceux que tout le monde connaît et qui font mal uniquement lorsqu'on met le doigt dessus mais qu'on oublie aussi vite ! Accumulation, barbarie, collapsus, méga-incendies, guerres, hyper-tourisme, migrations, robotique, homme augmenté, etc. Chaque chapitre est étudié en profondeur. Tour à tour scientifique, philosophique, psychologique, spirituelle ou matérielle, la vision de l'auteur nous pousse à la réflexion de manière intelligente. La deuxième partie essaie de montrer une autre approche de la décroissance et de l'éventuelle guérison du monde. C'est sur une voie un peu particulière qu'A. Coulombel nous emmène. Un chemin peu exploré. Il revisite l'écologie, le rapport au « vivant », il propose une nouvelle politique du temps, on y rencontre Dieu, mais aussi les pratiques chamaniques et druidiques... Il ne laisse rien de côté ! Ni le politique, ni le poétique, ni le romantisme n'échappent à son analyse. On s'égarer parfois un peu – soyons honnête – dans les méandres de cette pensée nouvelle. Concept où les fleuves seraient rémunérés pour services rendus, où les saumons entreraient en assemblée pour se défendre contre la construction d'un barrage, où les montagnes se mettraient à parler, où l'art et la poésie deviendraient machines de guerre, où il existerait un principe de solidarité intra et inter espèces... Tout ceci semble bien abstrait, mais l'auteur affirme, sources à l'appui, qu'un peu partout dans le monde de nouveaux récits et de nouvelles fictions juridiques voient le jour. Une chose est certaine, ce petit traité de la démesure ne laisse pas indifférent !

Alain Coulombel, *Petit traité de la démesure. Le pire n'est pas toujours sûr*, le Bord de l'eau, 2024, 223 pages, 18€.
Marie-Ange Herman



Accaparés par la numérisation, les écologistes authentiques avaient un peu perdu de vue le dossier de la voiture individuelle, que le sociologue militant Ludovic Bu remet opportunément sur la table, en deux parties : constats et solutions. La publicité pour les véhicules électriques détourne notre attention des vrais enjeux : quel que soit son mode de propulsion, la voiture nuit à la santé, entre autres par ses particules hors échappement (les micro-plastiques). Le bruit de la circulation est un fléau sous-estimé. Malgré des technologies comme l'*air bag*, les accidents de la route continuent à faire des centaines de milliers de victimes par an. Les réseaux de transport sont saturés. L. Bu indique que « l'addiction au mouvement devrait [donc] être combattue avec des moyens équivalents à ceux utilisés pour prévenir l'usage des drogues. » Parmi les solutions, il avance la réduction à la source des distances par le réaménagement du territoire. Il descend la fausse bonne idée des transports gratuits et l'habituel techno-solutionnisme (voitures autonomes, taxis volants, extension du réseau routier, etc.). Il reconnaît au moins une vertu dans le confinement covidien, celui d'avoir amené les gens à se questionner sur leurs besoins ou désirs de mobilité. Mais la plupart sont revenus à leurs anciennes habitudes. L'auteur reste néanmoins un écolo bon teint adepte du bien-être et de l'inclusivité, favorable aux vélos électriques (nucléaires) et aux vélos en libre-service (sponsorisés par des multinationales, comme JC Decaux). Il prône aussi de limiter l'accès des villes aux véhicules polluants, pour tout dire une mesure hypocrite pour prétendument lutter contre le réchauffement climatique. Que ces réserves ne vous empêchent pas de lire cette enquête minutieuse sans être trop longue.

Ludovic Bu, *Tout-voiture. On arrête tout et on réfléchit !*, Rue de l'Échiquier, 2024, 152 pages, 13,90€.
B. L.



Selon T. Ventôse, la France est le fruit du travail des producteurs. Hélas, depuis 50 ans, la classe dirigeante, servie par une caste politico-médiatique et d'idiots utiles, intellectuels et fonctionnaires, a mis le pays à terre, torpillé sa capacité à survivre et effacé jusqu'à l'idée même d'une véritable opposition. Le mouvement de destruction de la production et d'effacement des producteurs correspond bien, suivant l'auteur, à une logique savamment orchestrée par les maîtres du jeu. Heureusement, ils ne sont pas arrivés à tout détruire. S'instille dans les têtes, petit à petit, l'idée qu'il existerait une France majoritaire ayant un intérêt commun à se remettre à produire pour ses propres besoins, ce qui s'est exprimé sur les ronds-points en 2018 avec les Gilets jaunes. La France périphérique, non représentée, a été la première à subir systématiquement l'inflation, les coupes budgétaires et le chômage de masse. En France rurale et périurbaine, le travail des ouvriers et des agriculteurs a été confisqué par les métropoles. Pour faire passer la pilule, la classe dirigeante a usé d'un instrument classique de la manipulation : la culpabilisation. Ainsi, tous les jours les médias fustigent l'habitat individuel, la voiture, le chauffage au bois ou au fioul, la consommation de viande et les modes de vie traditionnels. Mais les temps difficiles développent chez l'humain son instinct de survie, lui font trouver des ressources insoupçonnées pour s'en sortir. Profitant que le modèle de libre marché mondialisé, imposé depuis 1945, est arrivé au bout de ses limites, les producteurs doivent désormais prendre conscience de leur propre force. Face à la « démondialisation » et l'avènement d'un monde multipolaire, la France des producteurs est appelée à jouer un rôle central, là où la France de la bourgeoisie ne peut qu'agoniser. L'affrontement avec cette dernière est donc inévitable. La classe dirigeante sera mise face à son inutilité sociale, donc face à son illégitimité à gouverner. Son existence même est en jeu. Les producteurs sont donc les seuls à même de la remplacer pour organiser la société autrement. Leur ascension est inéluctable. La question est de savoir combien de litres de sueur, de sang et de larmes elle nécessitera.

Tatiana Ventôse, *Il est venu le temps des producteurs, Le Fil d'Actu*, 2024, 347 pages, 22€.
B. Van D.



Günther Anders est un philosophe qui est très critique vis-à-vis de sa propre écriture, et même de son œuvre. Il regrette de ne pas avoir réussi à résoudre le problème posé : trouver une stratégie pour faire face à la menace nucléaire, nouvelle et radicale, surgie au milieu du XX^e siècle, qui l'angoisse. Citant Hegel et sa théorie de la fin de l'histoire, Marx et sa théorie du produit – qui dépasse ceux qui le conçoivent et qui le fabriquent, notamment à cause de la division du travail – ou Heidegger et sa théorie du Dasein, Anders élabore une sorte de phénoménologie de la menace nucléaire, exploitant pour cela les concepts de travail, d'imagination, de temps, de production, de neutralité, etc. Il élabore une psychologie, et s'interroge sur la responsabilité de ceux qui sont impliqués dans la fabrication de l'arme atomique. Le langage utilisé sert avant tout à mettre certains faits en évidence. Il est question d'un moment ontologique où l'homme, qui sait qu'il n'est pas le centre du monde, découvre aussi qu'il dépend de lui que ce monde ait ou non une fin radicale après laquelle il n'y a plus ni passé, ni futur, qui va au-delà de la fin conçue par Hegel. Si le style du philosophe semble un peu dépassé, sa métaphysique sert encore à réfléchir de nos jours à cette menace qu'il voit comme un chantage exercé par les puissances nucléaires, mais aussi qui fait d'elles ses principales victimes potentielles. Anders découvre que les bombardements, inutiles selon lui, de Hiroshima et de Nagasaki, coïncident à quelques jours près, avec l'entreprise de définition par les juges de Nuremberg de la notion de crime de guerre et de crime contre l'humanité.

Günther Anders, *La menace nucléaire, Héros-Limite*, 2024, 348 pages, 24€.
P. W.

ERRATUM : Dans *Kairos* n° 67, p. 5, il faut lire «*L'incendie d'Apollo 1* » à la place de «*L'incendie d'Apollo 13* ». Toutes nos excuses à l'auteur et aux lecteurs.

DIABOLISEURS DIABOLISÉS

Au parlement européen, le parti de l'extrême centre, par la voix de la libérale Sophie Wilmès, demande que le cordon sanitaire soit appliqué également à l'extrême gauche (*Le Soir*, 15/01/25). De quoi faire enfin réfléchir celle-ci, qui se retrouve victime de ses propres méthodes ? La petite mère des peuples parle de « *mouvements qui s'inscrivent en dehors de nos fondamentaux* » (*leurs fondamentaux ? Alors lesquels ?*), représentent « *un risque de chaos et de révolution* » (« pas touche au Nouvel Ordre Mondial, hein ! ») et empêchent « *toute normalisation* » (« fermez vos g... et marchez droit, comme quand je gérais la pandémie »). Son mouvement Renew veut incarner « *le rempart démocratique en Europe* ». Non, merci. George O, au secours !

B. L. —

TOTALITARISQUE

« *Face à la guerre russe en Ukraine, à une instabilité géopolitique croissante, ou aux catastrophes naturelles, l'Union européenne et ses États membres veulent développer dans la population une culture du risque et de la résilience* », nous apprend le journal *La Libre Belgique*. Nous voilà rassurés...

K. C. —

NÉOCOLONISATION

D'ailleurs, le même journal titre dans un autre article : « *Le masque fait son retour dans les écoles : voici les mesures qui seront appliquées* ». Preuve que la culture du risque préconisée par l'UE a d'ores et déjà colonisé les esprits ?

K. C. —

LIBRE DÉBAT

Le Soir du 31 décembre déplore que le Centre Jean Gol (CJG), *think tank* du MR, ait pris la main dans la guerre culturelle sur les sujets clivants (immigration, wokisme, traditions, etc.), laissant « *le monde politique interdit* ». Interdit ?! Celui-ci aurait-il oublié que la confrontation des idées, au besoin polémique, est un principe de la démocratie ? Bernard Demonty reproche au CJG le « *côté unilatéral du propos* » et « *l'approche polarisante permanente* [qui] *fatigue, épuise, la démocratie* ». Eh oui, là comme ailleurs. Que les journalistes balaient devant leur porte !

B. L. —

BEAU DÉPASSEMENT DES DIVISIONS

Une nouvelle encourageante et inspirante : écologistes et chasseurs se sont alliés pour protéger une forêt menacée, dans le Jura, par un projet de parc de panneaux photovoltaïques. (*Reporterre*, 12/2024). Il serait certainement bon de prendre exemple sur une telle initiative et alliance ; et de tirer ainsi parti du fait que, à la fois en raison de la chasse mais aussi très probablement d'une sensibilité à la nature, bien des chasseurs désapprouvent eux aussi les projets destructeurs qui surgissent autour de nous comme des champignons en automne : lotissements et zonings commerciaux sans aucun souci d'économie de l'espace ou d'esthétique, parcs éoliens en plaines zones naturelles, parcs photovoltaïques comme ici, etc. Une multiplication de telles unions permettrait sans doute d'accroître notablement l'efficacité de la lutte contre ces aberrations qui, toujours plus, dévastent terres cultivables, faune et flore, ainsi que paysages.

D. Z. —

SACRÉ BOURBIER !

La machine à crotte (cloaca) de l'« artiste » belge Wim Delvoye fête ses 25 ans. Le principe de l'« œuvre » ? Un ensemble de tuyaux qu'il faut nourrir et qui évacue de la merde chaque matin. Le but ? Interroger la société productiviste qui ne produit « *plus grand-chose d'intéressant* ». Sans blague (on admirera

par ailleurs le discours paradoxal qui est ici formulé)... Hip, hip, hip... Hourra !

K. C. —

QUI C'EST QUI L'AVAIT (POURTANT) DIT LE PREMIER ?

« *Comme une ritournelle, chaque année, au cœur de l'hiver, les maladies respiratoires frappent fort, les services d'urgences saturent et le personnel médical exprime son désarroi* ». Quand c'est *La Libre Belgique* qui énonce ce fait, cela sonne tout de suite moins « complotiste ». Geneviève Christiaens, directrice médicale du CHU de Liège, rajoute : « *il faut être conscient que nos urgences connaissent des problèmes de saturation depuis des années, dans tous les hôpitaux* » ; « *Dans les hôpitaux, on constate maintenant une situation encore plus grave qu'avant la crise du Covid* ». Ah bon ? Mais pourquoi alors on ne nous emmerde pas avec des tas de graphiques journaliers ?

K. C. —

SPPP

Le Syndicat de la presse pas pareille (SPPP), lié au journal francilien *Le Chiffon*, lutte contre l'informatisation du journalisme, dans une optique radicale. Contact : syndicatsppp@protonmail.com.

B. L. —

IN MEMORIAM


L'économiste **Richard Easterlin** est mort le 14 décembre à l'âge de 98 ans. Rien d'étonnant à ce qu'il ait fait de vieux os, il représentait l'« économie du bien-être » qui a influencé la pensée décroissante, et dont le principe est qu'au-delà d'un certain revenu, le sentiment de bonheur individuel n'augmente plus. Une invitation à s'autolimiter, tant pour des raisons existentielles qu'écologiques.

B. L. —


Kairos+

+ D'ARTICLES + DE VIDÉOS


● La liberté, c'est Tondelier



● Pangolins : emmerder un maximum de monde



● Manuel de survie à l'intention de Didier Reynders



KAIROS [JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE]
EST VOTRE MÉDIA, CONTINUEZ À LE FAIRE VIVRE.
VIVE LA PRESSE LIBRE !

ABONNEZ-VOUS
À KAIROS

www.kairospresse.be/abonnement

Abonnement belge pour 5 numéros : 35€, frais de port inclus.
42€ pour l'Europe (sauf Suisse 45€), frais de port inclus.

IBAN : BE81 5230 8062 1324

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique.

NE PAS JETER!
PARTAGER!